

مركز امل للصحف



Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14474 - 6 F

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tout en demandant l'aide de ses partenaires de la CEE

L'Italie tente de rapatrier les réfugiés albanais

La honte de l'Europe

Le président italien, M. Francesco Cossiga, parle de « tragédie de dimensions bibliques ». Il y a en effet quelque chose d'irréel dans le désespoir de ces jeunes Albanais, accablés à la rage et à la révolte, traités comme de vulgaires hooligans, parqués, effarés, assoiffés, humiliés, préférant encore être traités comme des bêtes plutôt que d'affronter le retour au pays. Des polémiques sont déjà ouvertes à Rome et à Tirana. Les uns accusent l'Albanie de ne résister que très mollement à l'exode pour faire monter les enchères de l'aide humanitaire, les autres, comme le chef de la jeune opposition démocratique albanaise, M. Sali Berisha, cherchent les responsables au sein de la vieille garde stalinienne. Mais les images des réfugiés ne doivent pas faire seulement honte à Rome ou à Tirana. Elles sont la honte de l'Europe tout entière, car elles symbolisent l'une des réalités les plus graves du post-totalitarisme : l'inégalité économique criante entre les citoyens des deux Europe, désormais théoriquement libres de se fréquenter.

M. ENZO SCOTTI, ministre italien de l'Intérieur, vient de demander une réunion urgente de ses collègues des Douze, tandis que la haute commission des Nations unies pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, réclamait une aide humanitaire massive d'urgence pour l'Albanie, afin de tenter d'enrayer l'exode. Ces deux initiatives, visant à internationaliser le drame albanais, sont justifiées. L'Italie a beau être plus directement concernée, ce n'est pas une puissance adriatique, par le tragédie qui se produit sur ses rives, c'est bien à la CEE qu'il appartient au premier chef de se préoccuper d'un phénomène qui peut prendre à tout moment des proportions imprévisibles, comme l'a montré la « crise des ambassades » de juillet 1990 à Tirana. Ce fameux devoir d'ingénierie invoqué par la France sous des accents si nobles à d'autres propos peut aussi trouver des applications pratiques dans le cas albanais.

La France a eu cet été un avant-goût très modeste, et sans commune mesure avec l'exode albanais, de cette inégalité européenne, avec l'afflux des visiteurs d'Europe de l'Est. Un brin méprisants, commerçants et hôteliers bougonnent contre ces touristes d'un nouveau type qui débarquent avec leurs boîtes de conserve et ne desservent pas leur bourse, pour la simple raison qu'elle est vide. Même les camps de banlieue sont trop chers pour eux ; le maître de Paris fait donner la marée haute contre ces campeurs sauvages qui osent bivouaquer au pied des chefs-d'œuvre d'architecture parisiens. Célébrés l'an dernier pour avoir libéré leurs pays du joug communiste, ces nouveaux citoyens d'Europe servent-ils donc subitement devenus des gêneurs pour leurs voisins ? L'Occident aurait-il peut-être intérêt à se montrer plus généreux : la crise yougoslave et les tensions nationalistes ne sont pas les seuls dangers qui menacent l'Europe.

Le rapatriement des quelque treize mille réfugiés albanais arrivés par bateau ces derniers jours dans le sud de l'Italie se poursuivait avec difficulté samedi 10 août. Un pont aérien a été mis en place et plusieurs ferries ont été réquisitionnés pour assurer ce transfert, qui est émaillé de nombreux incidents. Le gouvernement italien a demandé une « réunion urgente » du groupe de Trevi, qui réunit les ministres de l'Intérieur et de la Justice des Douze, pour faire face à ce nouvel exode.

La tristesse des parias

BARI

de notre envoyé spécial
Ils sont assis, quelque cinq cents, sur la piste de l'aéroport, sales, dépeçonnés, loquaces, auprès des avions rutilants sous la lumière des projecteurs. Les policiers qui les entourent ont une maitrise à la main et, sur le nez et la bouche, un masque pour se protéger de l'odeur que dégage la troupe de gueux qu'ils surveillent.

Vendredi 9 août, au soir de cette journée d'affrontements

entre les forces de l'ordre et les Albanais débarqués, la veille, d'un cargo qui avait forcé l'entrée du port de Bari, les regards qu'échangeait ce groupe de réfugiés et ses gardiens sont peu amènes, mais ils sont, surtout, rayés. Les policiers font leur travail, et les autres sont résignés, abattus, éceablés, boucheux d'avoir si misérablement tenté et manqué une chance qui s'était présentée dans leur imagination.

PATRICK JARREAU
Lire la suite page 5

Zagreb ne dort que d'un œil

La plupart des Croates veulent la paix, mais pas à n'importe quel prix. Ils n'accepteront plus jamais d'être dominés par les Serbes

ZAGREB

de notre envoyé spécial
Chaque jour, à midi, la modeste bâtisse qui abrite la présidence de la République croate se donne des airs de Buckingham Palace. C'est l'heure de la relève de la garde qui, en grand appareil, recoupe avec une étiquette oubliée, celle d'une Croatie fière d'elle-même et de son identité. Ce cérémonial quasi monarchique évoque davantage le charmant Liechtenstein que la Vienne des Habsbourg. Mais qu'importe, rien ne symbolise mieux aujourd'hui à Zagreb la rupture avec le passé que le tournement des capes rouge et or de la garde sur l'antique place Saint-Marc. En rupture

de communisme et de Fédération yougoslave, la Croatie ne rate pas les occasions comme celle-ci de rappeler sa toute récente indépendance. Plus la reconnaissance de la nouvelle République par la communauté internationale se fait attendre, et plus les Croates en rajoutent. Il fallait entendre la satisfaction avec laquelle le ministre de l'Information a commenté la récente création d'une compagnie aérienne nationale. Sans doute les Croatian Airlines ne disposent-elles pour l'instant que de deux appareils, mais le symbole suffit. C'est en grande pompe que le président de la République, M. Franjo Tudjman, a inauguré la compagnie au cours

d'un vol qui, assurant les mauvaises langues, ou pouvait pas le mener bien loin puisque la Croatie s'étend sur moins de 57 000 kilomètres carrés.

Encore l'orgueilleuse République s'en va-t-elle perdre le contrôle de 5 % de ce territoire, tombé aux mains des forces proserbes, dont l'apaisé, si on les laisse faire, les conduirait aux portes de Zagreb. Personne ici n'en doute. Le chiffre émane de M. Zvonimir Separovic, ministre des affaires étrangères, et ne rend compte que partiellement de la réalité, probablement beaucoup plus déprimante.

BERTRAND LE GENDRE
Lire la suite page 5

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

Après la chute du mur de Berlin, nous allons vers une grande Europe qui risque de n'être qu'un supermarché. La réussite du projet politique dépend de son ancrage dans le concret de la vie économique et sociale. Le bilan de cinq années de dialogues exceptionnels entre dirigeants d'entreprise, responsables économiques et sociaux et experts de la Communauté. Avec des points de vue de Jacques Delors, Enrique Baron Crespo, Michel Albert, Michel Rogard, Pierre Guillen, François Régis Hunn et Jacques Moreau.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Des permis de construire menacés

Des centaines de chantiers de construction vont-ils être stoppés un peu partout en France et la plupart des plans d'occupation des sols (POS) devront-ils être modifiés ? Plusieurs jugements rendus par le Conseil d'Etat et le tribunal administratif de Paris jettent l'alarme dans les services municipaux et chez les promoteurs.

C'est la pratique devenue générale des permis de construire accordés en sursurêté qui est à présent condamnée. Car elle s'appuie sur des règlements de POS beaucoup trop vagues selon les juges administratifs. Non seulement le suspens d'arbitraire pèse sur la délivrance des permis mais un débat est désormais ouvert : faut-il continuer à sursurêter les villes ?

Lire page 7
l'article de
MARC AMBROISE-RENDU

Une filière d'immigration clandestine est démantelée



Une filière internationale de travailleurs clandestins entre la Turquie et la France a été démantelée par les policiers français et italiens.

Lire page 7 l'article d'ÉRIC INCIYAN

CHEZ LES PEINTRES

Garouste, l'artiste en son jardin

Après notre rencontre avec Belthuz, le aemême dernière, notre série d'entretiens avec six grands artistes contemporains nous conduit aujourd'hui chez Gérard Garouste, quelque part entre Beauce et Normandie, dans un parc en lisière d'une forêt. Un atelier pour la peinture, un autre pour la sculpture ; dans sa maison, ses œuvres occupent l'entrée, le salon et deux pièces, l'une pour l'eau-forte, l'autre pour la gouache. Gérard Garouste l'affirme avec force : pour lui chaque technique nourrit la pratique des autres.

Lire page 9 l'article de PHILIPPE DAGEN

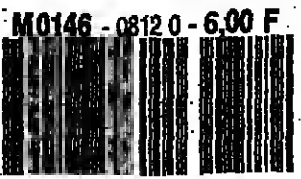
Paris prépare un projet de loi sur les quotas audiovisuels

Des enfants de harkis bloqués l'accès à un quartier d'Asie

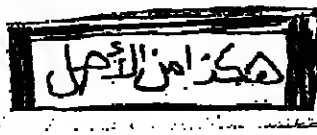
La villa de M. Jacques Médecin sera remise en vente le 12 sept

BOURSE DE PARIS

PASSAGE SHOW BUREAU LA GÉNÉRALITÉ MOBILE



A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 S ; USA (other), 2,50 \$.



Voyage avec Colomb

LA HAVANE. — Quand il peignait, Antonio de la Guardia pensait-il au paradis terrestre ? A cet Eden que ne cessera d'échapper Colomb après son premier voyage, déçu par ces îles caribéennes où le Grand Khan de Marco Polo n'était pas au rendez-vous, ni les fils d'or ne durèrent que le temps d'épuiser la main-d'œuvre indigène ? L'Eden, ce pourrait être en effet ce qu'imaginent ses tableaux naïfs aux couleurs vives, paysages tropicaux où de rares personnages semblent figés au seuil de ces paisibles mers d'azur où vogue un vaillant d'enfant au mât armé d'un drapeau eubéen. Le soleil est toujours petit, rond et rouge. Parfois, une inscription sur une maison : *Viva Fidel!* Au trait noir, les dessins du frère jumeau d'Antonio, Patricia, sont plus énigmatiques, antiques et sombres : un cheval qui s'enlève, d'immenses papillons africains, des guerriers en marche, silhouettes vides et sans visages.

Les tableaux d'Antonio — Tony pour ses amis, d'anté Castro, Gabriel Garcia Marquez, Régis Debray et tant d'autres — ont été peints avant sa mort, quand il n'imaginait pas finir devant un peloton d'exécution cubain. Les dessins de Patricia ont été faits en prison, où il purge dans le désespoir une peine de trente ans pour ne pas avoir dénoncé son frère. Le paradis socialiste auquel ils avaient consacré leur vie les a rejetés. Anges gardiens déçus, déclassés en démons « répugnants », selon l'adjectif employé par Fidel Castro, ils continuent de hanter la politique cubaine en compagnie de la plus populaire des victimes de ce drame entre frères, entre camarades : Arnoldo Ochoa, général de division, fusillé lui aussi, comme Tony et deux autres, à l'aube du 13 juillet 1989...

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ACTUELLES sont peu de chose en comparaison du séisme politique d'ailleurs. Brusquement, le peuple cubain apprend que les « calamités » américaines n'en étaient pas : des officiers de haut rang avaient transformé l'île en plaque tournante du trafic de drogue. Tribunal d'honneur, tribunal militaire spécial, session du Conseil d'État : durant un mois, les turpitudes d'hommes chargés des missions les plus dignes de confiance furent étalées, amplifiées par les retransmissions radiophoniques et télévisées. Quatorze accusés, dont onze du ministère de l'Intérieur, les piliers du « MC », le département créé pour contourner l'embargo par des moyens acrobatiques. Principales figures, les frères la Guardia, coons des révolutionnaires latino-américains venus chercher de l'aide à Cuba. A leurs côtés, Ochoa, héros de la République, présent partout où l'État cubain avait dû remplir son « devoir internationaliste » : Éthiopie, Angola, Nicaragua, Panama.

Sur un continent où la corruption est ordinaire mais le plus souvent impunie, Cuba moûtait l'exemple. Dès le 16 juin 1989, quelques jours après les arrestations, un éditoire de *Granma* donnait le ton : « Une vraie révolution n'admettra jamais l'impunité ». Pour la première fois, elle allait être impitoyable avec ses propres fils. Coupables de manquement à son « éthique », s'étant crus au-dessus des lois parce qu'ils ont eu du pouvoir, apparemment camouflés avec les trafiquants colombiens, les quatre principaux accusés seront sacrifiés pour l'exemple, tandis que s'abattront sur les autres des peines de trente, vingt-cinq et dix ans de prison. Telle est l'histoire officielle dont tout visiteur peut prendre connaissance en achetant *Vengance en Cuba*, le livre qui contient les minutes du procès, au lieu des bandes vidéo qui en montrent quelques séquences.

C'est alors que tout se complique. Il suffit de lire et de regarder pour entrevoir les pistes d'une contre-enquête. Devant le tribunal d'honneur qui s'apprête à le juger, Ochoa, le héros, se défend avec la légèreté du « narcotraffic » et conclut : « Je serais-ce que comme mauvais exemple, la révolution m'a à son service. Si je suis condamné, je vous le promets, ma dernière pensée sera pour Fidel, pour la grande révolution qu'il a donnée à ce peuple. » Or, auparavant, il a livré aucun fait précis, se contentant de renvoyer avec d'ironiques sous-entendus au réquisitoire de Raoul Castro, ministre des forces armées, qui est « bien plus explicite que tout ce que, moi, je pourrais dire ». Ensuite, devant le tribunal spécial où a lieu le vrai procès, il affirme n'avoir « jamais » parlé de trafic de drogue avec Tony de la Guardia, mais seulement d'opérations de tabac ou d'objets d'art et n'avait qu'un trafic d'ivraie et de diamants pour financer la guerre en Angola.

Aucune preuve d'enrichissement personnel, tout au plus une vie meilleure que celle du Cubain moyen. L'objectif du trafic, selon Tony, qui en assume la responsabilité, était la recherche de devises au profit de l'État eubéen. Patricia, qui fut chef d'état-major du ministère de l'Intérieur, est sévèrement condamnée alors qu'il n'est pas compromis dans le « narcotraffic ». Bizarrement, leur chef direct, Abrantes, ministre de l'Intérieur, n'est pas au banc des accusés et ne sera condamné qu'un mois après à vingt ans de prison avant de mourir d'une crise cardiaque en détention. Enfin, il apparaît clairement que les preuves détenues par les États-Unis ne sont pas indifférentes à ce débalage précipité. Bref, c'est un procès politi-

que. Les juges comme les avocats désignent d'office sans motifs, Les accusés s'accablent avec plus ou moins de zèle, et, quand l'un d'eux sort du cadre prévu, une pause médicale survient opportunément. Le procureur mène les débats sans jamais être contredit par les défenseurs, dont les plaidoiries finales, d'à peine cinq minutes, se bornent à rappeler les états de service et les autocritiques des accusés.

« Pourquoi ? » Graciela de la Guardia revient juste du cimetière Cristóbal Colon de La Havane, où est enterré son fils. Une tombe sans nom, comme les trois autres. Seulement des numéros, 46 427 pour Tony. A quatre-vingt ans, Graciela tient bon. Elle espère obtenir le transfert de la dépouille de Tony dans le caveau familial. Mais elle s'inquiète pour Patricia, qui est malade — un ulcère, lui a-t-on dit — et qu'elle voudrait voir libre avant de mourir. « Il ne comprend pas. Il n'a rien fait. Son frère et lui, c'était comme une seule personne. » Elle montre, sur le mur, sans leurs tableaux et dessins, des photos

fais qu'Ilana vit son père en prison, il blaguait lui aussi : « La mort ? C'est facile, quelques balles et, hop, au paradis... »

A La Havane, ce mois d'août 1991, les athlètes des Jeux panaméricains pourrissent, dans leurs réverbères, confondre paradis et utopie, beauté et odiosité et salut terrestre. Leurs chambres sont en effet décorées de reproductions de gravures anciennes ayant toutes pour thème Colomb et la découverte. Parmi elles, une illustration de l'*Utopie* de Thomas More, dans le livre, publié en 1516, marquant l'invention de ce mot que la République n'a pas encore réussi à bannir du vocabulaire. Une fois encore, Colomb est à la source, précieux miroir de nos passions. Littéralement, le « Nulle part », l'« Utopia » inventée par cet humaniste catholique anglais ami d'Érasme est une île dont la description s'inspire notamment du récit de l'Amiral lors de son exploration cubaine. Manifeste d'un communisme primitif, ce conte de marin est un réquisitoire contre la propriété pri-

son franc-parler, Miguel Alfonso n'a pas craint de dire leur fait aux « frères sandinistes » quand ils réprimèrent les Indiens Miskitos du Nicaragua : « La seule position révolutionnaire, c'était l'autodétermination ». De même, il a toujours pensé que la politique cubaine de restriction de l'émigration était une « folie » : « Il faut laisser les gens sortir, voir le monde extérieur ». Son point de vue est en train de l'emporter : la libre circulation pourrait être décidée lors du prochain congrès du Parti communiste, cet automne. A l'écouter, la politique cubaine devient plus complexe, traversée de débats efficients et de conflits latents.

Ambassadeur à l'UNESCO, Alfredo Guevara est exceptionnellement revenu à La Havane pour livrer l'une des batailles fétides, et antiques, d'une cause fondatrice, l'ICAIC — Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique —, symbole d'un cinéma qui n'a jamais renoncé à la critique ni sombré dans l'apologie. Sans doute est-ce la ra-

donc la cible est Castro. L'auteur en est Régis Debray, l'ancien compagnon d'armes, qui s'est souvent avéré étonné d'un essai sur l'Amiral dans sa prison bolivienne et l'a transformé en épigraphe d'une passion défunte.

« Esprit faux », personnage de « mauvais foi » qui « ne voit que ce qu'il croit et fait passer le bien pour le mal », Colomb est mis en pièces par Debray dans une comparaison explicite avec Castro, « stalinien verbeux » et « caudillo lyrique » ayant importé « le Goulag sous les palmiers ». Tout le livre — encore sous presse — peut se lire au second degré : « Ce bonhomme peu sympathique n'avait pas la grâce. Il avait mieux : la foi ; et donc l'imprudence (...). Son côté moche n'a été sauvé par la folie (...). Pour aller au paradis, il faut une grande échelle et mille petites. La folie mégalomane pose la grande échelle, mais l'astuce et le pragmatisme trouvent les petites. » Debray est de ceux pour qui l'affaire Ochoa-la Guardia a scellé la rup-

ture avec un « fou sublime [qui] se prend toujours pour un autre, pour une légende d'hier... »

UN cargo sort lentement du port vers la mer. Ses cales sont vides, et il se profile haut sous la lune, décor mouvant d'un théâtre endormi. « Dès le premier instant de la conquête, Cuba deviendra une porte, un pont, un passage d'hommes, de marchandises, d'idées, de trésors, de voix, de secrets, de nouvelles, de modes, de manières, de langues, de parfums et de sons entre les deux mondes. » Entre le moment où il écrit ces lignes, à la demande d'un éditeur français pour un livre sur le cinquante centenaire, et le jour de notre rencontre, Manuel Díaz Martínez, n'est plus le même. Membre, avec vingt autres intellectuels, il vient de signer un appel réclamant notamment des élections directes à l'Assemblée et l'annulation des prisonniers politiques. Pour *Granma*, ce poète qui fut communiste avant Castro appartenait désormais à une bande de « dépravés ». Pour les dirigeants de l'Union des artistes, écrivains et cinéastes, dont il était membre, il n'est plus que « l'exécutant d'une opération ennemie ». Des mots qui lui font peur.

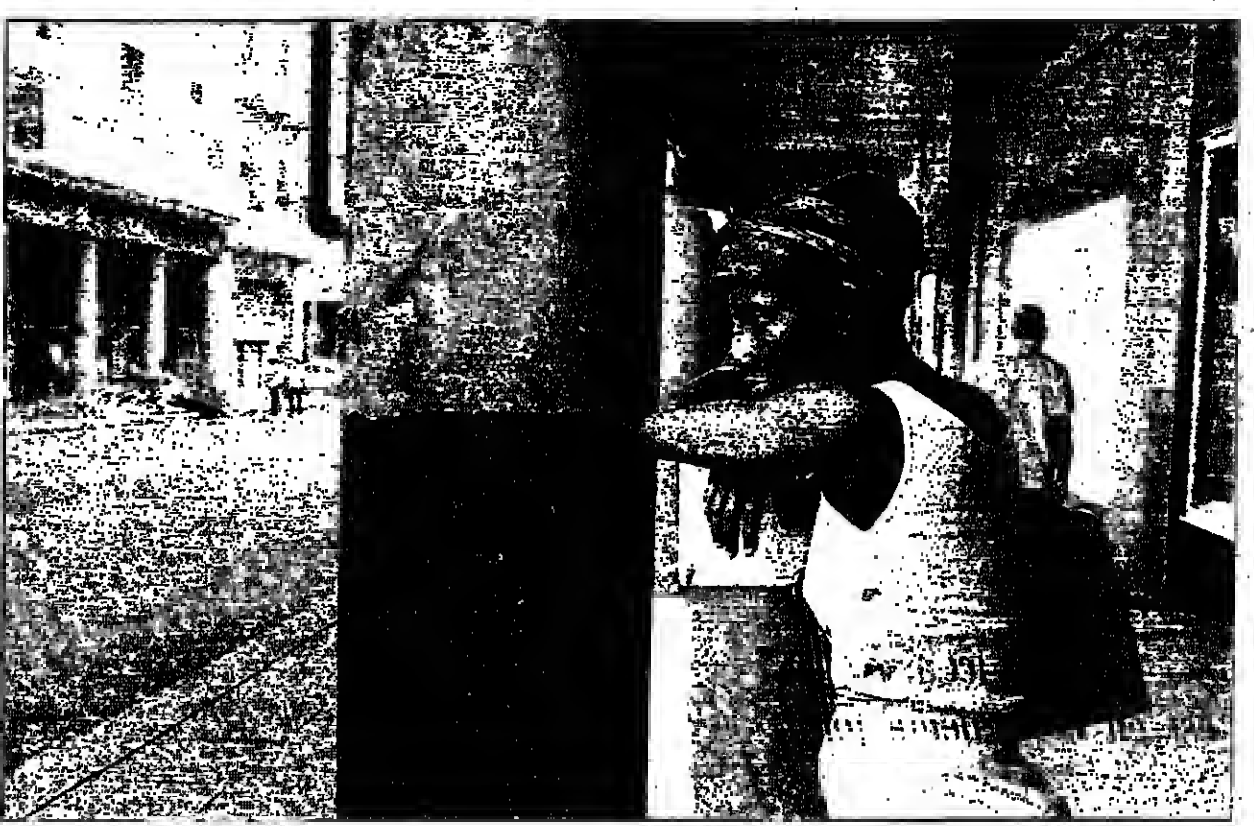
Il dit ses souvenirs et ses envies de Paris, ses rencontres avec André Breton, Michel Lévy, Maurice Nadeau. Il parle aussi de cette année 1967 où il fut membre du jury qui, malgré les pressions, décerna le premier prix de poésie à un recueil d'Heberto Padilla. Padilla, arrêté trois ans après et contraint par les services de sécurité à une pitoyable autocritique publique. Dans ce jury, il y avait aussi José Lezama Lima, figure tutélaire des lettres cubaines, l'un des plus grands écrivains latino-américains du siècle, auteur d'un roman flamboyant et sulfureux, *Paradiso*. Accusé de corrompre la jeunesse, ce livre n'est toujours pas réédité à Cuba malgré les efforts de son éditeur, José G. Reynaldo Grotzales. Aujourd'hui directeur de la Cinéma, qu'il innove : « Un pays machiste, un pouvoir conquis par les armes, une révolution héroïque ont enfanté un grand roman homosexuel ! Nos politiques n'ont pas appris à admettre et à comprendre la différence. »

De la geste héroïque d'hier, les membres de l'Assemblée ont des séculos types et de la vulgarité. Sous ce label se sont regroupés une dizaine de jeunes philosophes pour qui le post-castrisme a déjà commencé. Tournant le dos aux manuels soviétiques, ils se réunissent chaque semaine pour débiter Fnucci, Deleuze, Guattari, Derrida, Lacan, Castoriadis, Baudrillard, se nourrissant des débats français d'avant le silence des intellectuels. La gauche, disent-ils, c'est nous : « A Cuba, ce qui manque, c'est une révolution. La bureaucratie, c'est la droite. Fidel tient parce que c'est le seul qui en a la capacité. Mais combien de temps aura-t-il tenu avec une opposition ? Hélas, l'hypothèse est incompatible avec le castrisme. » Est-il trop tard pour que Cuba invente à nouveau sa voie ? Trouve un chemin qui ne soit pas une mauvaise copie, caudilliste ou libérale ?

La question est restée sans réponse tandis que l'on s'en retournait vers Colomb, qui, frayant son chemin le long des côtes cubaines, baptisa un cap *Alpha-Omega*. Canons pour signifier la fin d'un monde et le commencement d'un autre. Comme pour annoncer l'île des libertés pionnières, la première République des Caraïbes, Haiti.

Prochain article :
L'autre Christophe

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.



12. L'Eden perdu

par Edwy Plenel

des jumeaux. Au procès, âgés de cinquante et un ans, ils étaient habillés à l'identique, mêmes pantalons clairs, mêmes chemises à carreaux. Malgré le regard perdu, leur père, quatre-vingt-dix ans, dit seulement : « C'était un cirque romain ». Et abaisse son pouce vers le sol.

C'est à expliquer que, dans un État qui se vit en guerre permanente face aux menées américaines, où les services de sécurité sont hors des lois communes, se livrant comme bon leur semble aux écoutes et surveillances, un trafic de cette ampleur ait pu se développer à l'insu des dirigeants ? Les chiffres, ceux de l'accusation, sont sidérants : de 1987 à 1989, plus de 6 tonnes de cocaïne et des cargaisons non précisées de marijuana ont transité par Cuba, pour un bénéfice de 6,5 millions de dollars ! Les hommes du « MC » n'avaient-ils pas comme consigne d'obtenir des devises par tous les moyens ? De contourner l'embargo, quitte à sortir de la légalité ? N'ont-ils pas servi de victimes épiques pour préserver l'image de pureté d'un pouvoir qui fermait les yeux sur ces trafics inavouables ?

UN couple refuse la version officielle : l'issue de la Guardia, fille de Tony, et son mari, Jorge Ricardo Masetti, récemment réfugiés en Espagne, et croisés à Séville, où ce parcours colombien nous avait déjà entraînés vers cette énigme eubéenne. Jorge en sait beaucoup. Fils d'un ami de « Che » Guevara, qui avait lui aussi rallié la guérilla cubaine et devait ensuite marquer les armes à la main en Argentine, il rejoignait les services cubains pour travailler d'abord sous les ordres de Manuel Pineyro, surnommé « Berbe-rousse », puis sous ceux de Patricia. Il continue de croire en la révolution, mais plus en Fidel, « le premier à violer la légalité socialiste ». Car Ilana et son époux affirment que l'« on » demanda à Tony de « tout prendre sur lui parce que la révolution était menacée par les révélations américaines », mais en lui assurant qu'ensuite « on réglerait ça en famille ». Quant à Patricia, il avait refusé de participer au narcotraffic, ajoute Jorge. Mais nous étions tous au courant, en en blaguait même au ministère. La dernière

voce : « Là où l'argent est la mesure de toutes les valeurs, il ne sera jamais possible de mener une politique de justice et de bonheur ». En 1935, l'Eglise fit de ce provocateur un saint. Il est vrai que More avait payé de sa personne, figure moderne de l'intellectuel engagé : refusant de soumettre l'éthique à la politique, il mourut en 1935 sur l'échafaud.

Jacques Brouet, qui a trouvé et choisi ces gravures dans sa bibliothèque, est un Parisien de La Havane, où il vit depuis 1957, après avoir fui le service militaire de la guerre d'Algérie. Cubain de cœur, ce graphiste n'a pas d'état d'âme : « Les difficultés actuelles sont une chance, pour la première fois, Cuba est obligée d'inventer une politique indépendante. Non, ça ne tombera pas. Plus les États-Unis seront intranquilles, moins Fidel bougera. C'est un gauchiste, un paysan entêté. D'un intellectuel à l'autre, le plaidoyer est identique : laissez-nous du temps ; plus vous faites pression par mimétisme avec l'Europe de l'Est, plus cela nous incite à résister. Ici, ce n'est pas la Falange, explique Miguel Alfonso Martínez. Mais Donald Duck, nous connaissons aussi, nous y sommes passés quand il était à peine né. Nous avons besoin de deux ans, le temps de résoudre le problème le plus urgent : la survie économique. » Tandis que sa femme américaine offre le café, il savoure cette courte pause à Cuba entre deux sessions de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies. Habile juriste, respecté par ses adversaires, il y a été chargé d'une étude qui est au cœur des enjeux du cinquième centenaire : les traités conelus entre États et populations autochtones.

Une question explosive qui concerne non seulement l'Amérique du Nord et du Sud, mais l'Australie et la Nouvelle-Zélande : les indigènes victimes des conquêtes d'hier exigent aujourd'hui le respect de leurs droits fondamentaux. Point nodal, la propriété : « Il faut appliquer aux anciens traités toutes les relations capitalistes. Si vous possédez la terre, vous êtes aussi propriétaires des richesses du sous-sol et vous devez toucher des royalties. » Marxiste non membre du parti, « soldat convaincu » mais gardaot

son de l'offensive que vient de lancer le pouvoir : une normalisation transparente par la fusion de l'ICAIC avec les studios de l'armée et l'office de télévision. Guevara a bon espoir de faire revoir les frères Castro sur leur décision, mais n'en dit pas plus, pour ne rien compromettre. Cuba, explique-t-il, se situe dans la différence et non dans la ressemblance : « On nous a accusés d'être un satellite de l'Est. Maintenant, on exige qu'on en soit un, que le scénario soit identique. C'est ne pas comprendre que nous sommes d'abord une nation indépendante dont l'avenir se joue en Amérique latine. Face aux États-Unis, l'enjeu dépasse Cuba. »

ALICIA, elle, est dépassée par sa vie de tous les jours. A l'instar de celle de Lewis Carroll, l'héroïne de ce film cubain se retrouve au village des merveilles où sont parqués les exilés du système. Le paradis devient cauchemar, décomposé et déformé dans une impitoyable esthétique de la laideur. Sorti en juin, le film n'a tenu que quatre jours, en butte aux critiques du parti et à la colère de Fidel Castro. Paradoxe enbaïné : Daniel Díaz Tinza, le réalisateur de ce jeu de massacre, est lui-même membre du parti. Quant au principal scénariste, Jesus Diaz, c'est un ancien de *Fenilamento Critico* et du *Caiman Barbudo*, deux revues marxistes critiques aujourd'hui disparues. Le titre de son dernier roman, *Los Motos perdidos*, se réfère à une page mystérieusement arrachée du journal de José Martí où le héros de la seconde guerre d'indépendance cubaine désignait le danger des tendemains de victoire : le caudillisme. Question taboue...

Pourtant, tel économiste cubain, défenseur de la révolution, conseille volontiers la lecture de *Ruptures à Cuba*, livre d'une Française, Janette Habel. Or son préfacier, François Maspero, qui fut l'éditeur des révolutionnaires cubains et n'a pas renié ses engagements d'alors, lâche le mot sacrilège : « Un dirigeant au monde ne peut pas échouer (...). L'ombre du caudillo continue à peser sur l'histoire de Cuba. » Une histoire où Colomb resurgit, embarqué dans une philippique amère.

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 11 - Lundi 12 août 1991 3

Le sort des otages occidentaux au Liban

Les Etats-Unis ont affirmé vendredi 9 août qu'ils ne négocieront pas la libération des six otages américains détenus au Liban et qu'ils ne feront pas pression sur Israël pour que ce pays cède aux exigences des ravisseurs en libérant des prisonniers qu'il détient.

Expriment une certaine déception pour le fait qu'aucun des six otages américains détenus au Liban n'ait été encore libéré, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué qu'il y avait toujours des « rumeurs » sur le prochain élargissement de l'un d'autre

eux, mais que le gouvernement américain ne disposait toujours pas d'informations « spécifiques ». « A l'évidence, on perd un peu d'optimisme chaque jour qui passe », a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, M. Martin Fitzwater, qui a également souligné que l'enlèvement, jeudi à Beyrouth, d'un ressortissant français, M. Jérôme Leyraud, rappelait la difficulté qu'il y a à traiter avec le terrorisme. Il a relevé que cet enlèvement tendait à démentir l'argument selon lequel les pays de la région auraient

une nouvelle attitude en ce qui concerne les otages.

M. Fitzwater a affirmé : « Nous ne passons pas de marche avec les ravisseurs. Nous ne négocions pas avec eux. De la même manière, nous n'exerçons de pression sur aucun pays tiers pour qu'il le fasse ». Mais, sans citer Israël, le porte-parole a également souligné que les Etats-Unis voulaient la libération de tous les otages de la région, quelle que soit leur nationalité. Israël détient des Libanais, notamment un religieux chiite, Cheikh

Abdel Karim Obeid, dont les groupes libanais retenant des Américains prisonniers demandent la libération.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré vendredi qu'il conservait encore l'espoir de la libération d'un deuxième otage occidental, malgré le rapt de M. Leyraud. Mais il a reconnu que cet enlèvement pouvait retarder les efforts visant à la libération des onze otages occidentaux encore détenus au Liban. Il s'est déclaré « sûr » de la coopération du gouvernement d'Israël à ses efforts

pour libérer ces otages. M. Perez de Cuellar devait faire samedi soir une escale technique à Paris, avant de rencontrer, dimanche en Grande-Bretagne, l'« ami » du Jihad islamique, John McCarthy, qui doit lui transmettre un message.

L'ambassadeur d'Israël à Grande-Bretagne, M. Yoav Biran, a été convoqué vendredi au Foreign Office où le secrétaire d'Etat Douglas Hogg lui a rappelé l'importance attachée par Londres à la libération de Cheikh Obeid et des autres prisonniers détenus par Israël. — (AFP)

Israël se dit prêt à libérer des prisonniers mais pas des « terroristes »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Dans le passé, Israël a déjà prouvé à plusieurs reprises qu'il était disposé à payer le prix fort pour obtenir la libération de ses prisonniers. Cette attitude a été réaffirmée, vendredi 9 août, par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui a indiqué : « Nous serons prêts à faire beaucoup lorsque nous aurons des informations sur nos prisonniers et nos disparus ». Cette déclaration a ensuite été explicitée par le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, qui a fixé les paramètres et les limites de la contribution israélienne à un accord sur une libération des otages.

Israéliens, et la Croix-Rouge internationale doit en préalable être en mesure de fournir des informations sur nos prisonniers et disparus.

Or, à ce sujet, il n'y a rien de nouveau. Tous les efforts déployés par Israël depuis des années pour connaître le sort de ses soldats disparus en Liban ont donné très peu de résultats. Pour servir de monnaie d'échange et de moyen de pression, le leader du Hezbollah au Sud-Liban, le cheikh Obeid, avait été enlevé, le 28 juillet 1989, par un commando israélien. Depuis, l'Etat libanais refuse que la Croix-Rouge puisse lui rendre visite tant que la réciprocité n'aura pas été acceptée pour les prisonniers israéliens détenus par les organisations chiites libanaises. Seules sont parvenues des photos du navigateur israélien Ron Arad, dont l'avion a été abattu près de Sidon en octobre 1986. En mai dernier, le nouveau dirigeant du Hezbollah, cheikh Abbas Mous-

sooui, a reconnu, pour la première fois, que son organisation détenait deux soldats israéliens. S'agit-il de Rehevam Alshchik et de Yoseph Fink, tombés dans une embuscade et enlevés en février 1986 dans la zone de sécurité contrôlée par Israël au Liban sud ?

En août 1989, l'hebdomadaire britannique Sunday Times avait écrit que trois soldats israéliens capturés il y a plusieurs années au Liban sud seraient morts au début de leur captivité. Le porte-parole de l'armée israélienne avait alors répondu : « Nous considérons que les soldats, prisonniers ou disparus, sont vivants tant que nous n'avons pas de réelle preuve du contraire. Et quand nous parlons de preuve réelle, il ne s'agit pas d'informations diffusées par la presse britannique mais par la Croix-Rouge internationale. Telle règle, plus que jamais, la position d'Israël et sa condition préalable à toute négociation. — (Interim)

Les grands moyens

Soit de la première page

Signe de la renaissance d'une certaine autorité de l'Etat, c'est le gouvernement libanais qui, pour la première fois dans une telle affaire, a pris le devant de la scène par le biais de son ministre de l'Intérieur, M. Sami Khatib. Ce dernier, qui a reçu l'ambassadeur de France au Liban, M. Daniel Husson, et celui d'annoncer « la mise en état d'alerte maximum des services de renseignement libanais et de l'armée libanaise », a affirmé : « Nous avons saisi le fil conducteur de l'affaire et les services de sécurité le suivent. » Ce rapt « est un coup porté à la paix », a dit M. Khatib. Nous ne le permettrons pas et nous assumons nos responsabilités. Nous savons qu'il y a une décision de la direction iranienne et des efforts pour libérer les otages. Le coup d'envoi a été donné par l'élargissement de John McCarthy, mais certaines parties de cette affaire restent à élucider. Il est clair que nous avons ajouté M. Khatib, qui a toutefois tenu à rassurer tous les étrangers qui se trouvent au Liban » en affirmant : « Les services de sécurité libanais accompliront leur devoir et les protégeront tous ».

qui prévalait au Liban avait permis des enlèvements par le passé, l'époque actuelle ne le permet plus » a encore dit Cheikh Fadlallah, avant de poursuivre : « Nous devons, en tant que musulmans et Libanais, sauvegarder la sécurité de toute personne qui vient au Liban et nous voulons que les Libanais à l'étranger soient traités de même ».

Rédigant ce qui est devenu la principale revendication des ravisseurs, Cheikh Fadlallah a estimé qu'après la libération de M. McCarthy « peut-être une ouverture pour une solution globale » — « le monde doit à présent peser de tout son poids pour cesser l'affaire des détenus libanais et palestiniens, et vous verrez que toute la question pourra être résolue, non en un jour mais en une heure ».

Divergences intégristes

Après Cheikh Fadlallah, c'est l'organisation fétériste pro-iranienne du Hezbollah qui, à son tour, « condamne » le rapt de M. Leyraud, affirmant que celui-ci ne sert pas la cause des opprimés, ne s'inscrit pas dans le cadre des efforts déployés pour s'unifier face à Israël, et détourne l'attention des agressions quotidiennes menées par l'ennemi sioniste au Liban sud. La formation intégriste a en outre « souhaité que le dossier des otages soit clos le plus rapidement possible afin qu'il ne soit pas exploité par ceux qui veulent du mal à notre nation ».

Le communiqué officiel du Hezbollah ne saurait toutefois masquer les divergences qui existent au sein de la tendance intégriste libanaise. En mai dernier, Cheikh Sobhi Toufeyli, considéré comme un proche de l'organisation, a déclaré que le Hezbollah ne se joindrait pas à une campagne de réclamation des otages, mais qu'il se joindrait à une campagne de réclamation des otages libanais et palestiniens. M. Mouawad, plus proche du président Rafsanjani, a déclaré : « En attendant, le rapt de M. Leyraud, que ses ravisseurs

ont menacé d'exécuter à la minute même où un autre otage sera libéré » a sans doute remis peut-être provisoirement en question la libération du « doyen » des otages, le journaliste américain Terry Anderson. Dans les milieux informés, on laisse entendre que rien ne devrait se produire à ce sujet avant « trois ou quatre jours », ce qui pourrait permettre aux autorités libanaises et syriennes de retrouver le nouvel otage français.

« Un coup sévère »

D'ici là, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, aura en effet pris connaissance de l'« important message » que lui a transmis le journaliste britannique John McCarthy, et on ne peut exclure qu'il puisse alors, malgré les conditions posées par Israël et la fermeté réitérée vendredi par Washington, donner des signes encourageants, de nature à poursuivre le processus de libération des otages.

Où s'interroge cependant à Beyrouth sur le lien entre l'assassinat à Paris de l'ancien premier ministre du Liban, Châpouh Bakhtiar, et l'enlèvement de M. Jérôme Leyraud, ces deux affaires touchant directement le Liban.

Le rapt a toutefois replongé les Libanais dans une époque encore très proche et qu'ils faisaient tout pour oublier. Chacun a bien conscience des conséquences négatives que va avoir cet enlèvement sur le déjà très difficile redémarrage économique d'un pays que peu se pressent d'aider. « Un coup sévère porté au processus de normalisation en cours », a déclaré le premier ministre libanais, M. Omar Karamé.

C'est en effet le moins que l'on puisse dire, et cela explique notamment la détermination mise cette fois par Damas — qui n'a fait aucune déclaration après le rapt — à régler aussi vite que possible une affaire qui constitue un défi direct à son autorité. Reste, comme le rappelle récemment le ministre syrien de l'Information, M. Mohamed Salameh, que « même si on localise les ravisseurs, on ne peut jamais mettre en péril l'existence des otages par une quelconque opération musclée de sauvetage ».

FRANÇOISE CHIPAUX

La libération de l'otage britannique

John McCarthy est en « excellente forme »

John McCarthy est en « excellente forme » malgré plus de cinq ans de captivité au Liban, a déclaré, vendredi 9 août, un médecin militaire britannique, le docteur Fredon Amrollwalla. L'ancien otage subit des examens physiques et psychologiques à la base aérienne de Lyneham, à l'ouest de Londres, où il est arrivé jeudi soir après avoir été libéré par le Jihad islamique. Il a pris un peu d'embonpoint et présente quelques-uns des troubles que l'on peut s'attendre à constater chez quelqu'un qui a été privé pendant cinq ans de lumière du jour, d'air pur et de nourriture équilibrée, a ajouté le capitaine Amrollwalla.

M. McCarthy, qui doit rencontrer, dimanche à Londres, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, pour lui remettre un message de ses ravisseurs, n'a pas fait de déclaration publique depuis son retour en Grande-Bretagne. Mais il a révélé à l'équipe médicale qui l'a pris en charge que lui et les otages avec lesquels il a partagé sa

captivité avaient été battus après une tentative d'évasion de l'un des prisonniers américains. « Tous les otages ont alors été roués de coups », a indiqué le docteur Amrollwalla, soulignant que l'incident qui « se produisit » y a assez longtemps, n'avait, dans le cas de John McCarthy, « pas laissé de séquelles ».

M. McCarthy a passé la majeure partie de sa dernière année de détention avec les otages américains Terry Anderson et Thomas Sutherland ainsi qu'avec son compatriote Terry Waite. Ils disposaient d'une radio et d'une télévision. C'est par ce moyen que M. McCarthy a appris le décès de sa mère en 1989. Les deux Américains l'ont rejoint dans sa prison le mois d'août 1990, lors de la libération de M. Kaenan. « McCarthy est en forme car il a eu de la compagnie au cours de cette dernière année de captivité », a expliqué le vice-président de la chaîne de télévision pour laquelle l'otage libéré travaillait comme cameraman. — (AFP, Reuters, AP)

L'enlèvement de Jérôme Leyraud

« Un enfant de Grimaud »

L'annonce de la nouvelle de l'enlèvement au Liban de Jérôme Leyraud a stupéfié la population de Saint-Tropez où il est né et de Grimaud (Var) où il a été élevé.

C'est quelqu'un qui s'est engagé pour Médécins du monde pour faire du bien, alors c'est incompréhensible, a déclaré vendredi 9 août son frère, Frédéric. Les motifs invoqués par les ravisseurs ne tiennent pas debout. Il y a méprise sur la personne, il est parti pour aider les Libanais. Sa mission est humanitaire, ce n'est pas un espion.

Jérôme a passé un bac B à Cannes, avant de suivre les cours de l'Institut d'études politiques de Grenoble et de préparer l'ENA à Paris. Il passait toutes ses vacances scolaires à Grimaud. Il a toujours aimé la lecture, le ski de fond, l'aviron. Selon Frédéric, c'est un garçon très calme, travailleur, sérieux, qui adore par dessus tout le contact humain. Il a d'ailleurs gardé beaucoup de relations avec ses amis de l'ENEA. Il est parti travailler pour l'UNICEF au Guatemala avant de s'occuper des questions administratives du Club Méditerranée au Mexique puis de revenir aider ses parents dans la librairie familiale.

Jérôme Leyraud avait conservé un domicile à Grimaud. L'enlèvement de ce jeune homme qui travaillait pour l'UNICEF au Guatemala avant de s'occuper des questions administratives du Club Méditerranée au Mexique puis de revenir aider ses parents dans la librairie familiale.

L'offensive turque au Kurdistan irakien

Bonn et Moscou dénoncent la « violation de la loi internationale » par l'armée d'Ankara

L'offensive militaire lancée par la Turquie dans le Kurdistan irakien commence à inquiéter les chancelleries. Vendredi 9 août, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a accusé la Turquie d'attaquer des civils kurdes dans le nord de l'Irak. « Il s'agit de graves violations de la loi internationale et des principes de l'acte final d'Helsinki », estime le chef de la diplomatie allemande, qui ajoute que le comportement du gouvernement turc « méprise les valeurs communes que défendent les partenaires de l'OTAN, ce qui compromet ses relations avec la Communauté européenne ». Une lettre de protestation a été remise au chargé d'affaires turc à Bonn.

A Moscou, un communiqué du ministère des Affaires étrangères dénonce l'opération de l'armée turque. « Quels que soient les objectifs et les raisons, elle ne se justifie pas, et, à notre avis, cette voie ne répond pas aux normes en train d'être mises en place pour la solution des problèmes, d'autant plus qu'il s'agit de la violation des frontières d'un Etat souverain ».

M. Ararat affirme que la conférence de paix est un « complot israélien ». — M. Yasser Arafat a estimé que le projet américain d'une conférence de paix sur le Proche-Orient « est un complot israélien » dans une interview à l'hebdomadaire arabe El-Fourkan. hebdomadaire paraissant à Paris et dont le rédacteur en chef est M. Douraid Al Assad, fils du vice-président syrien Rifaat Al Assad. Le chef de l'OLP critique les Etats-Unis pour avoir « créé au Liban une situation de la condamnation par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker des implantations israéliennes dans les territoires arabes occupés. M. Ararat s'est interrogé : « Pourquoi (M. Baker) n'a-t-il pris aucune mesure pour empêcher la création de nouvelles colonies ? »

A Ankara, le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz, a annoncé vendredi soir le retrait d'ici à quelques jours des troupes turques qui menacent depuis lundi une « opération de nettoyage » au Kurdistan irakien. Le ministre turc de la Défense, M. Barlas Dogu, s'est pour sa part prononcé vendredi

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lacombe, gérant, directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lubbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Fereyrol, Philippe Herremans, Jacques Simon

Daniel Varlet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE PALAISEAU, 75001 PARIS CEDEX 13
Tél. : (1) 40-55-25-26
Télécopieur : 40-55-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-50-30-10

PROCHE-ORIENT

L'assassinat à Paris de l'ancien premier ministre iranien

Une faille dans la protection de Chapour Bakhtiar

Une information judiciaire contre X... a été ouverte par le parquet de Paris, vendredi 9 août, après l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de son secrétaire Fourouah Katibeh, pour « assassinats et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Bien que le double assassinat ait eu lieu à Suresnes, dans la ressort du tribunal de Nanterre, l'affaire a été confiée à la 14^e section, dite « antiterroriste », du parquet de Paris, comme le prévoit la loi du 9 septembre 1986. Le magistrat paria Gilles Rivière a été chargé de l'instruction.

L'autopsie des corps de Chapour Bakhtiar et de Fourouah Katibeh a révélé que les deux hommes n'ont été tués par une compression ou un coup violent sur le larynx, avant d'être égorgés. Chapour Bakhtiar a été égorgé, puis les veines de ses poignets ont été taillées pour les vider de leur sang. L'expertise médicale a aussi confirmé que les morts remontaient à une fourchette comprise entre trente-six et quarante-huit heures. C'est-à-dire à

mardi soir, alors que le corps de Chapour Bakhtiar n'avait été découvert que le jeudi 8 août, peu avant midi, dans la villa de Suresnes, gardée nuit et jour par les policiers.

Les dernières personnes à avoir vu vivant l'ancien premier ministre du chah vivant sont les trois visiteurs iraniens qui l'ont quitté, mardi 6 août à 18 heures. Activement recherchés, ces hommes sont considérés comme les principaux suspects. Il s'agit de M. Farzad Ahmadi Boyer, un familier des Bakhtiar, qui avait déjà rendu visite à l'ex-premier ministre à son domicile de Suresnes. Les deux iraniens qui l'accompagnaient le jour de l'assassinat n'étaient pas connus de l'opposant au régime des mollahs. Arrivés de Téhéran, où ils avaient obtenu un visa à l'ambassade de France le 27 juillet, ces deux hommes ont déposé deux passeports iraniens à l'entrée du poste de garde du pavillon aux noms de M. Vakil Rad et de M. Azadi Mohammad.

Toute confiance

Il est clair, pour les enquêteurs, que les assassins ont pu profiter du délai séparant la mort de M. Bakhtiar et sa découverte pour s'enfuir à l'étranger. Vendredi en début d'après-midi, la voiture de M. Ahmadi Boyer a été retrouvée, vide, dans une rue du centre de Paris. Interrogé par les policiers à

Reims, où celui-ci résidait, sa compagnie a été remise en liberté, après avoir affirmé qu'il n'avait pas revu son ami depuis plusieurs jours.

Le nom de M. Ahmadi Boyer figurait sur la liste d'une quinzaine de personnes autorisées par Chapour Bakhtiar à lui rendre visite. Remise aux policiers de cette liste comprend essentiellement des noms de la famille Bakhtiar et de ses proches. Inspecteur des renseignements généraux parisiens, spécialement affecté à la sécurité de son père, M. Guy Bakhtiar semble avoir eu toute confiance en M. Ahmadi Boyer. Le jour du crime, il avait rédigé une note autorisant la visite de cet iranien résidant en France et de ses deux accompagnateurs venus de Téhéran. Ils les aurait d'ailleurs rencontrés, peu avant leur visite à Suresnes.

Comme à son habitude, Chapour Bakhtiar a reçu ses visiteurs en dehors de toute présence policière. Les trois hommes avaient été fouillés à l'extérieur du pavillon. Aussi, les enquêteurs considèrent-ils aujourd'hui que les assassins ont trouvé les armes du crime à l'intérieur de la maison : un couteau à poign et un couteau de boucher ont été retrouvés sur place.

Les consignes à observer pour la garde de Chapour Bakhtiar figuraient dans un document d'une dizaine de pages, remis aux CRS de garde. Ceux-ci ne se sont guère

détachés de l'absence de signe de vie en provenance de la maison, Chapour Bakhtiar les ayant habitués à vivre, par périodes, cloîtrés dans son pavillon. Sans doute la lumière est-elle restée allumée toute la nuit à l'intérieur de la maison, et les vols sont-ils demeurés élus. Mais cela arrivait assez fréquemment, au dire des policiers. Sans doute les CRS ont-ils remarqué que les occupants de la maison n'étaient pas le jour même de 20 heures à pleine volume, contrairement à leurs habitudes. Mais sans davantage s'inquiéter. Et d'autant moins que le dispositif de protection a connu une relève de ses effectifs, entre la mort de Chapour Bakhtiar et sa découverte : mercredi 7 août en matin, la compagnie de garde (CRS 36) a été relevée par une autre (CRS 37).

C'est que le jeudi matin que l'alerte sera donnée par M. Guy Bakhtiar, inquiet de ne pouvoir joindre son père au téléphone. Placé sous haute surveillance policière depuis plus de dix ans, Chapour Bakhtiar avait pris, au début, le café avec ses deux gardes, mais, au fil du temps, l'ex-premier ministre avait perdu cette habitude. Les fonctionnaires qui le gardaient ne pénétraient pas à l'intérieur de son foyer. Pendant un jour et demi, les quatre CRS affectés à la protection de Chapour Bakhtiar ont monté la garde à quelques mètres de deux cadavres.

ÉRIC INCYAN

Téhéran assure

qu'il n'est « en aucune façon impliqué »

L'ambassade d'Iran à Paris, M. Ali Abani, a assuré vendredi 9 août que le régime iranien n'est « en aucune façon impliqué » dans l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, indique-t-on au ministère français des affaires étrangères, où l'on ajoute que l'ambassadeur avait été convoqué vendredi après-midi au Quai d'Orsay et « invité à faire part des observations de son gouvernement ».

L'ambassade d'Iran a en outre estimé, dans un communiqué diffusé vendredi, que « cet assassinat pourrait être commandité par les groupes qui sont hostiles à l'amélioration et au développement des relations entre l'Iran et la France », sans préciser toutefois de quelles organisations il pourrait s'agir. Enfin, le service de presse de l'ambassade a ajouté que l'on « ne saurait écarter l'hypothèse selon laquelle cet assassinat pourrait résulter des luttes et règlements de comptes internes de différents courants d'opposition à la République islamique ».

À Téhéran, le journal Abaras, proche des radicaux, a accusé samedi les États-Unis « de vouloir exploiter la mort de Chapour Bakhtiar pour porter un coup aux rela-

tions franco-iraniennes ». Washington s'est cependant refusé à spéculer sur une possible implication de l'Iran dans ce crime. « Nous condamnons certainement le meurtre, mais nous n'avons pas d'information sur ses auteurs et ses circonstances et nous ne pouvons tirer de conclusion pour l'instant », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, à l'occasion d'un déplacement à Washington en vacances.

À Paris, dans une déclaration faite à TF1, M. Ali Réza Fahlevi, fils de l'ex-chah d'Iran, a indiqué qu'il ne faut pas être surpris de penser que c'est le régime iranien qui est responsable de l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Interrogé à propos de la dualité qui existerait entre le régime de Téhéran entre « durs » et « modérés », il a affirmé : « Ils font tous partie d'un même système. Il ne faut pas traiter le régime iranien comme étant divisé ». D'autre part, l'organisation d'opposition Drapeau de la liberté a mis en garde les Occidentaux « qui recherchent des signes de modernité » à l'intérieur du régime de Téhéran. Selon elle, celui-ci « poursuit son chemin parsemé de crimes, malgré ses « professions de foi en faveur de normes civilisées ».

ASIE

VIETNAM : important remaniement gouvernemental

M. Thach est remplacé aux affaires étrangères par l'ambassadeur à Moscou

Au lendemain de la nomination d'un nouveau premier ministre, M. Vu Van Kiet (le Monde du 10 août), en remplacement de M. Do Muoi, démissionnaire, l'Assemblée nationale vietnamienne a procédé samedi 10 août à un important remaniement ministériel. Décidé lors d'une réunion à huis clos, ce remaniement a été notamment marqué par la démission de trois vice-premiers ministres et le remplacement de cinq ministres, dont ceux des affaires étrangères, de la défense et de l'intérieur, a annoncé Radio-Hanoi.

Les vice-premiers ministres qui abandonnent leurs fonctions sont le général Vu Nguyen Giap, le vainqueur de Dien-Bien-Phu, MM. Dong Si Nguyen et Nguyen Co Thach, qui perd en même temps son portefeuille de chef de la diplomatie. M. Thach (dont le Monde a publié un portrait le 28 juin dernier) a été remplacé par l'ambassadeur vietnamien à Moscou, M. Nguyen Manh Cam, tandis que le ministre de la défense, le général Le Duc Anh, numéro deux du bureau politique, a été remplacé par son adjoint, le général Doan Khue, chef d'état-major de l'armée et numéro cinq de l'organe dirigeant du PCV.

Le ministre de l'intérieur, M. Mai Chi Tho, cède son poste à M. Bui Thieu Ngo, jusqu'alors vice-ministre, mais qui était entré au bureau politique lors du VII^e congrès du parti en juin dernier. M. Phan Van Khai, également membre du bureau politique et

considéré comme une étoile montante, a été élu vice-premier ministre. Il cède ses fonctions de président du Comité d'Etat au Plan à son adjoint, M. Do Quoc Sam. Le ministre du commerce et du tourisme, M. Hoang Minh Thang, est remplacé par l'un de ses vice-ministres, M. Le Van Triet.

Le nouveau ministre des affaires étrangères est âgé de soixante et un ans. Originaire de la même province que Hu Chi Minh, le Nghê-Tinh, militant révolutionnaire depuis 1945, entré au PCV en 1946, membre du nouveau comité central du PCV, ancien ambassadeur en RFA, en Autriche, en Suisse, en Hongrie et en Iran, M. Cam est un spécialiste des affaires est-européennes ; une qualité qui lui sera nécessaire à un moment où les relations entre le Vietnam - qui se voit un des derniers bastions du marxisme-léninisme - et l'URSS se sont détériorées. Sa nomination n'était pas la plus probable : on pensait que le poste irait plutôt à l'ambassadeur à Bangkok, M. Tran Quang Co.

MM. Thach et Tin avaient tous deux quitté le bureau politique lors du dernier congrès du PCV, qui avait vu l'élection au poste de secrétaire général de M. Muoi. Les deux hommes, rivaux politiques, s'étaient donc à leur tour du gouvernement. Contesté à l'intérieur par les « durs » du régime, M. Thach était également la bête noire de Pékin, qui souhaitait son départ avant une normalisation des relations sino-vietnamiennes.

DIPLOMATIE

Première visite d'un dirigeant de pays industrialisé depuis la répression du « printemps de Pékin »

Le chef du gouvernement japonais en Chine

Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a entamé samedi 10 août une visite officielle de trois jours en Chine, la première d'un chef de gouvernement du monde industrialisé depuis la répression du « printemps de Pékin », en 1989. Il se rendra ensuite en Mongolie, pour une visite qui constitue également une première.

PÉKIN

de notre correspondant

M. Kaifu précède ses homologues britannique et italien, attendus à partir de début septembre. Sans arriver à Pékin, scelle le retour complet à la normale entre la Chine et le Japon, aboutissement logique de la décision de Tokyo de lever - avant les pays occidentaux - les sanctions infligées à la suite de Tiananmen.

En prenant la tête de cette normalisation, Tokyo, soucieux pour des raisons de voisinage de ne pas isoler Pékin, entend renforcer sa propre position pour sa percée diplomatique dans de nouvelles zones de l'Asie, comme la Mongolie et l'Indochine. Si la Chine se voit ainsi récompensée de sa « bonne conduite » lors de la guerre du Golfe, les usages qui ont assombri ses relations avec les démocraties occidentales ne sont pas dissipés totalement pour autant, et le Japon paraît vouloir en tenir compte.

Ainsi M. Kaifu se proposait-il de rappeler à ses interlocuteurs le souci des Occidentaux de voir une amélioration de la situation des droits de l'homme en Chine - ce qu'il fera sans doute à la japonaise, c'est-à-dire dans les formes et sans éclats - à l'occasion d'un dîner prononcé devant des représentants de la jeunesse chinoise. Sans être en pointe sur cette question, le Japon a fourni asile à une quarantaine de dissidents ayant fui la répression, et qui attendent actuellement le renouvellement de leur permis de séjour. M. Kaifu doit également exposer ses vues sur la création d'un registre des ventes d'armes, question particulièrement sensible pour Pékin.

Après avoir eu l'oreille de ses interlocuteurs sur ces points délicats, M. Kaifu présentera en une seule tranche - d'un montant de 130 milliards de yens - un lieu de trois mini-tranches pour un

Un crédit d'urgence à la Mongolie

On pense aussi que M. Kaifu invitera le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, à se rendre au Japon l'année prochaine pour le vingtième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Pékin souhaite vivement accueillir l'empereur Akihito pour une visite destinée à symboliser une ère nouvelle. Tokyo semble encore réticent, bien que le principe en ait été accepté.

En Mongolie, pays où il sera le premier chef de gouvernement nippon à se rendre, M. Kaifu exprimera, notamment par un crédit d'urgence de 100 millions de dollars, son soutien à la démocratisation et à l'ouverture au marché de l'ex-satellite soviétique.

FRANCIS DERON

Le Monde ÉDITIONS
AUTOUR D'UN PLAT
Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les réactions en France

La remise en cause du voyage de M. Mitterrand en Iran est « prématurée »

M. François Mitterrand a demandé à l'un de ses conseillers, M. Michel Jau, de se rendre au domicile de la veuve de Chapour Bakhtiar pour lui présenter « ses condoléances personnelles ». M. Jau a fait part, vendredi après-midi 9 août, à M. Bakhtiar, de la « sympathie » du chef de l'Etat et de « son émotion ». A l'Elysée, on estimait que « toute question sur le projet de voyage » de M. Mitterrand en Iran est « prématurée » tant que l'enquête en cours ne sera pas terminée.

De leur côté, les responsables politiques français continuent à exprimer leur indignation après l'assassinat de Chapour Bakhtiar.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, établit un parallèle entre l'assassinat de Chapour Bakhtiar et « l'étoilé ami de la France et qui s'était mis sous sa sauvegarde » et « le terroriste Anis Naccache, vivant et libre, qui avait tenté de l'assassiner, il y a dix ans et qui fut gracié [en juillet 1990] par M. François Mitterrand ». M. Le Pen y voit la preuve « une fois de plus que, dans la France raciste, il vaut mieux être assassiné qu'honoré et être l'ennemi de la France que son ami » et il « condamne la politique extérieure débile qui en est responsable ».

M. Ladistaw Pnintowski, porte-parole du Parti républicain, pose « aux dirigeants français trois questions ». Il demande à M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, en quoi « consiste la surveillance rapprochée de Chapour Bakhtiar », à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, « s'il compte poursuivre la politique de normalisation avec les ayatollahs iraniens » et au président de la République « s'il a l'intention de confirmer son déplacement à Téhéran quel que soit le résultat de l'enquête ».

M. Yvon Briant, président du CNIL, déclare : « Quand les socialistes comprendront-ils que l'Iran est un Etat terroriste au même titre que la Syrie et la Libye ? Ce n'est pas par des prises de position militeuses, ni par une diplomatie obéissante des résultats ! Nous avons au Moyen-Orient des amis et des ennemis. Qu'attendons-nous pour soutenir les uns et combattre les autres ? »

M. Emile Zuccarelli, président du MRG, se demande si l'assassinat de Chapour Bakhtiar et l'enlèvement à Beyrouth d'un ressortissant français sont « la résurgence d'un terrorisme incontrôlé ou l'expression d'une volonté de nuire au processus de paix engagé au Proche-Orient ». Il souhaite que « le gouvernement iranien prenne clairement position et donne tout son concours à la France pour démasquer les auteurs de cet assassinat et, plus généralement, pour permettre la libération de tous les otages ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 120 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-73
Téléc. MONOPUS 634 128 F
Téléc. : 46-42-72-73 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 30-15 - Tapez LEMONDE ou 30-15 - Tapez LM

Imprimerie du Monde - 12, rue M. Gumbourg 94521 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FALGUAIRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 209.808 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 281.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57.437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE et avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vos abonnements, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales à l'imprimerie.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est.
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél. : 43-26-51-09

مكتبة

ASIE

EUROPE

Le Monde • Dimanche 11 - Lundi 12 août 1991 5

YUGOSLAVIE : alors que le cessez-le-feu est à peu près respecté

La Croatie se dit prête à un compromis

Alors que le cessez-le-feu semblait à peu près respecté et que des échanges de prisonniers étaient prévus au cours du week-end, les autorités croates ont évoqué, vendredi 9 août, pour la première fois depuis le début des sanglants affrontements serbo-croates, la possibilité d'un « compromis » susceptible de contribuer au règlement de la crise.

Dans une conférence de presse à Zagreb, le vice-premier ministre croate, M. Zdravko Tomac, a déclaré, vendredi, que « la Croatie accepterait tous les compromis politiques qui ne remettraient pas en question son intégrité territoriale et sa souveraineté ». Il a ajouté que la Croatie était disposée à ouvrir un dialogue de paix avec les Serbes de Croatie et la Serbie - qu'il s'est cependant gardé de nommer explicitement - à condition que cette dernière renonce à « ses prétentions sur des territoires croates et reconnaisse la souveraineté de la Croatie ». Il s'agit, a-t-il dit, « d'une base de négociations à partir de laquelle nous cherchons une dissociation suivie de la possibilité d'une nouvelle association » avec les autres Républiques. Le ministre a souligné d'autre part que son gouvernement travaillait sur un projet de définition des droits des Serbes de Croatie.

La question du Kosovo

Toujours à Zagreb, le ministre croate de la Justice Bosilko Miskovic a annoncé vendredi que la Croatie se préparait à un échange de prisonniers avec les forces serbes et l'armée yougoslave, estimant qu'il s'agissait d'une « opération difficile ». Les représentants de la Croix-Rouge internationale à Belgrade se sont refusés à tout commentaire sur cet échange, prévu sur le Danube, de part et d'autre des frontières croate et serbe à hauteur de Dali, théâtre

dans la nuit du 2 au 3 août de sanglants affrontements qui ont fait, selon diverses sources, entre cinquante et quatre-vingts morts.

La question du Kosovo (province autonome sous tutelle serbe et peuplée à 90 % d'Albanais de souche), qui était passée à l'arrière-plan depuis le début de la crise, a resurgi jeudi avec une violence d'autant plus grande que les « stalinistes grand-serbes », Milosevic (Serbie), et Blagoje Adzic, chef de l'état-major de l'armée yougoslave, qui menacent « l'existence des Albanais » du Kosovo. A Pristina, capitale de cette province, l'écritain Ibrahim Rugova, chef de l'Alliance démocratique (UDK) - le plus influent parti d'opposition local - a réclamé la réunion d'une conférence européenne sur la Yougoslavie, « meilleure solution » pour régler pacifiquement la crise.

M. Rugova a, d'autre part, démenti les rumeurs circulant en Serbie selon lesquelles les Albanais du Kosovo s'apprêteraient à ouvrir « un front sud en Yougoslavie ». Si cela devait se produire, a-t-il ajouté, ce ne serait pas le fait de la population de souche albanaise qui, « en dépit de la répression permanente de la police serbe », s'efforce toujours d'obtenir une solution pacifique et politique de ses problèmes. Il a estimé que si un nouveau front, « imposé par la Serbie », s'ouvrait au Kosovo, l'Albanie voisine « ne resterait pas indifférente ».

M. Rugova avait annoncé, jeudi, que le Conseil de coordination des partis politiques du Kosovo, qui regroupe les principales formations d'opposition de la province, a adressé une lettre au parlement européen, à la CEE, à la CSCE et aux Etats-Unis, réclamant l'envoi « d'observateurs européens » au Kosovo. Il avait précisé que cette lettre, dont il est l'auteur en tant que président du Conseil, avait été adressée à ces instances par le canal du président albanais, M. Ramiz Alia. (AFP, Reuters)

Zagreb ne dort que d'un œil

Suite de la première page

Pour l'heure, la capitale se laisse aller à la torpeur d'un mois d'août étouffant. Mais ses habitants ne dorment que d'un œil. Des affrontements ont lieu sporadiquement à quelque soixante-dix kilomètres, attirant moins les peurs des Zagrébois que leurs passions nationalistes. Quarante années de nivellement communiste n'ont pu faire oublier aux Croates qu'ils étaient Serbes. Au moins ne s'entretenaient-ils pas. Aujourd'hui que les deux communautés se déchirent à nouveau, chacun se sent en danger dans un camp. Des voisins de palier, des collègues de bureau, se découvrent Serbes ou Croates. Ils n'avaient jamais prêtés attention. Des couples mixtes - les mariages interethniques - voient resurgir une antique pomme de discorde. Les Serbes, très minoritaires à Zagreb, insistent à en rajouter sur la ferveur nationaliste de leurs voisins. Un résident étranger en connaît, qui pendait à leur balcon le drapeau croate comme on installe un paratonnerre.

La menace serbe soude les rangs des Croates, qu'ils la prennent au

sérieux ou pas. Seule une poignée d'extrémistes rêve d'en découdre, mais le gros de la population, si elle aspire à la paix, fait bloc derrière le gouvernement, qui est prêt à la guerre.

Fiers de leur histoire

Anika G., une mère de famille qui vit dans un grand ensemble au sud de la capitale, est assez représentative de cet état d'esprit. Ses voisins serbes ont pris l'habitude de croiser dans l'ascenseur son aîné, vingt ans, qui a détesté il y a quelques mois l'armée yougoslave pour s'enrôler dans la Garde nationale croate. Au début, Anika G., a désapprouvé le choix de son fils. La rupture était trop brutale avec l'ordre ancien dont, comme beaucoup de Croates, elle avait fini, bon gré mal gré, par prendre son parti. Aujourd'hui, elle comprend : « Comme tout le monde autour de moi, je suis pour la paix. Mais pas à n'importe quel prix. Les Croates sont fiers de leur histoire et de leur culture. Les Serbes doivent l'accepter. Il faut profiter des événements pour clarifier nos relations avec eux ».

La CSCE demande l'ouverture immédiate de négociations sur l'avenir du pays

Les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont demandé, vendredi 9 août, l'ouverture immédiate de « négociations sur l'avenir de la Yougoslavie ». Ils ont réitéré leur offre d'assistance sous la forme d'une « mission de bons offices ».

Après deux jours de travaux au niveau des hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères, la CSCE a demandé aux autorités yougoslaves d'ouvrir ces négociations « comme elles en ont exprimé l'intention » et ce « le plus rapidement possible, le 15 août au plus tard ». Les 35 ont lancé un appel

présent à toutes les parties impliquées dans le conflit leur demandant de « s'abstenir de tout acte de violence ou de force préjudiciable » à la reprise de pourparlers pacifiques. Ils soulignent que toutes les parties doivent agir dans le « plein respect des droits de l'homme, y compris ceux des minorités nationales ».

La délégation yougoslave n'a accepté qu'après de longues discussions le texte sur « l'assistance aux négociations sur l'avenir de la Yougoslavie », qui prévoit le soutien des Douze au processus de dialogue. Des pays de la CSCE pourront également participer à ces négociations,

Amplifiée par les affrontements récents, cette aspiration est partagée par tous. Les Croates n'acceptent « plus jamais » assure Anika G., d'être dominés par les Serbes comme ils l'ont été pendant quarante ans de prétendue égalité entre Yougoslaves. Ils ne veulent plus entendre parler de ce passé-là, qui symbolise à leurs yeux la double férule serbe et communiste. Néanmoins, la rupture avec l'ordre ancien les a laissés sans autre repère que celui de leur passé. Un passé de nationalisme, exacerbé parce que souvent enraciné, et d'affrontements quasi incessants avec les Serbes. Désormais, seuls face à eux-mêmes, en quête d'une identité et d'un ciment, leurs vieux réflexes leur reviennent, presque instancés. Voilà pourquoi une minorité voudrait en découdre, comprise sinon approuvée par la majorité. Comme si les aspirations d'une nation moderne pouvaient se résumer à cette volonté de revanche sur l'ennemi séculaire.

Chômage inflation...

Les plus lucides des Croates reconnaissent ce que ce conflit a d'anachronique, sinon de moyenâgeux. Le quotidien populaire *Vesernji list* (le Journal du soir) a publié il y a quelques jours un dessin où l'on voit deux hommes préhistoriques, les reins ceints de peaux de bête, se menacer de leurs massues. Sur l'un, symbolisant les aspirations croates, est écrit « Confédération ». Sur l'autre figure en cyrillique l'alphabet en usage chez les Serbes le mot « Fédération ». Tout est dit sur l'enjeu du conflit - les liens qui doivent unir les Républiques yougoslaves - et les méthodes primitives avec lesquelles, au cœur de l'Europe civilisée, les protagonistes prétendent en venir à bout.

La fièvre nationaliste qui s'est emparée de la Croatie relève au second plan ce débat-là et quelques autres : le chômage, qui est passé officiellement de 8,8 % à 14,2 % du mois d'avril 1990 à celui de cette année; l'inflation, qui galope au rythme de 75 % par semaine; les commerçants de Zagreb, qui affichent des réductions de 30 % à 50 % et gardent leur marchandise sur les bras; les hommes d'affaires étrangers, si ardemment attendus et qu'on attend toujours; les hôtels aux trois quarts vides sur la côte dalmate en plein mois d'août... Crânement, les gens de Zagreb font face, et si quelques-uns d'entre eux commencent à stocker des denrées, les écus des magasins d'alimentation n'en souffrent pas encore. Le conflit n'a eu pour l'instant que des conséquences limitées. Aussi fatalistes que déterminés, les Croates s'attendent malgré tout au pire.

BERTRAND LE GENDRE

□ Découverte aux Etats-Unis d'un trafic d'armes à destination de la Yougoslavie. - Les autorités américaines ont arrêté, vendredi 9 août, un Américain et trois Croates impliqués dans une importante affaire de trafic d'armes à destination de la Yougoslavie, selon la télévision de Miami. Ils comptaient conclure un achat de matériel militaire d'une valeur de 12 millions de dollars et avaient déjà versé un premier acompte à leur fournisseur. Mais ce dernier était en fait un agent des douanes se faisant passer pour un trafiquant d'armes. Les quatre hommes, qui ont été incarcérés, complicité expresse notamment des lance-missiles portables et des mitrailleuses. On ignore si ces armes étaient destinées aux indépendantistes croates ou à d'autres factions yougoslaves. - (Reuters)

ITALIE : fondateur des Brigades rouges

Renato Curcio pourrait être gracié par le président Cossiga

Le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, a annoncé, jeudi 8 août, son intention d'accorder la grâce à Renato Curcio, fondateur des Brigades rouges, « même si celui-ci ne la demande pas ». Ces déclarations ont relancé le débat sur la « fin » du terrorisme dans la péninsule et l'opportunité de mesures de clémence pour brigadistes encore incarcérés.

ROME

de notre correspondant

C'était en mai. Les images firent vite le tour des rédactions : le ministre et le terroriste ensemble. Au cours de sa tournée des prisons italiennes, le nouveau ministre de la justice, le socialiste Claudio Martelli, venait de rencontrer, dans la prison romaine de Rebibbia, un homme sur la cinquantaine, barbu et cheveu grisonnant : Renato Curcio, le fondateur des Brigades rouges. La rencontre, qui semblait frivole - mais ne l'était probablement pas - a déclenché un processus qui pourrait aboutir prochainement à la grâce de l'un des principaux auteurs des « années de plomb » qui ont ensanglanté l'Italie des années 70 et 80.

Renato Curcio, détenu modèle, derrière les barreaux depuis janvier 1976, est proposé aux ordonnateurs de la prison. Incarcéré pour la première fois en septembre 1974, délivré par sa femme cinq mois plus tard, il devait être à nouveau capturé à l'issue d'une fusillade qui coûta la vie à sa compagne Mara Cagol. La chronologie des faits le prouve : le fondateur des « BR » n'a pas participé à la période meurtrière du terrorisme rouge qui s'est déchaînée plus tard, après son incarcération, et a culminé avec l'enlèvement

d'Aldo Moro et le massacre de son escorte le 16 mars 1978.

Au cours de toutes ses années de détention, Renato Curcio a adhéré à toutes les phases successives du terrorisme - de l'escalade de la violence au constat final de son inutilité. Mais il ne s'est jamais « dissocié » ou « repenti » comme tant d'anciens de ses camarades qui ont pu ainsi profiter de la loi pour la lutte contre le terrorisme - qu'ils aient ou non confessé leur participation à des assassinats. Un seul exemple, celui d'Antonio Savasta, « repent », qui a avoué dix-sept meurtres et se retrouve aujourd'hui en régime de semi-liberté après seulement neuf ans de prison. Curcio, lui, s'est toujours refusé à tourner la page en se dégageant de cette façon, ou à demander une grâce individuelle en appelant de ses vœux une conclusion « politique », l'indulgence, c'est-à-dire une remise de peine décidée par l'Etat.

L'opinion divisée

Dans sa lettre - à l'initiative du ministre de la justice, lors de leur rencontre, et rendue publique ces jours-ci - l'ancien chef des Brigades rouges retracé « comme un citoyen commun [sans droits] » le parcours - le sien et celui des autres - à l'intérieur du phénomène terroriste. Il ne cherche aucunement à minimiser son rôle : « Il y a une responsabilité personnelle, écrit-il, à laquelle je n'entends pas me soustraire. » Mais il souligne « les effets pervers d'une justice d'exception au nom de la raison d'Etat » qu'il serait temps de dépasser. Dans un passage, il évoque les victimes et la douleur de leurs proches en reconnaissant son impuissance à réparer, par des déclarations et de bonnes intentions, le mal qui a été fait. Une lettre émouvante, celle d'un homme que seize ans de prison ont marqué.

Le débat est engagé et l'actuel président de la République, Francesco Cossiga, - qui fut ministre de l'Intérieur au plus fort de la vague terroriste - a donc fait part, jeudi 8 août, de son intention d'accorder la grâce. M. Martelli, qui possède la demande de grâce présentée en novembre dernier par la mère de Renato Curcio et la lettre de celui-ci. Il souhaiterait appliquer la grâce dans le cas personnel de Curcio, en attendant de pouvoir accorder une remise de peine générale à tous ceux qui portent une responsabilité politique et morale mais qui n'ont pas les mains tachées de sang.

La question divise l'Italie. La classe politique aussi. En faveur de la clémence : le PDS (ex-PCI) et certains démocrates-chrétiens, et dans le camp opposé : le président du conseil, M. Giulio Andreotti, pour qui « l'Etat ne peut se repentir ». Quant à l'opinion publique italienne, un récent sondage effectué par l'Espresso fait état de 61 % de personnes hostiles à la libération de Curcio. Restent les parents des victimes qui aujourd'hui se rebellent contre ce qu'ils considèrent comme « un coup d'éponge sur notre sang » - (l'indignation).

□ Assassinat d'un magistrat. - Un magistrat de la Cour de cassation spécialisée dans les procès de Mafia, Antonio Scopelliti, a été assassiné, vendredi 9 août, alors qu'il circulait sur l'autoroute de Reggio (Calabre). Il a été décapité, sans vie, touché à la tête, dans sa voiture qui était sortie de la chaussée. Agé de cinquante-six ans, M. Scopelliti avait représenté l'accusation dans différents procès anti-mafia soumis à la Cour de cassation. Selon les enquêteurs, le ou les assassins ont dû ouvrir le feu d'une automobile qui doublait celle du magistrat. - (AFP)

La tristesse des parias albanais

Suite de la première page

Pas plus aujourd'hui qu'hier, l'Italie n'est prête à être pour les Albanais ce que l'Allemagne de l'Ouest avait été pour les citoyens de l'Est, une maison amie où se repenser d'une longue épreuve et jeter les bases d'une vie nouvelle. Les premiers réfugiés, ceux de mars dernier, avaient certes été bien accueillis par la population, mais le gouvernement de Rome n'avait cessé de répéter qu'il ne voyait aucune raison d'accepter sur son sol une immigration massive en provenance d'Albanie. Pourtant, sept mille des vingt-quatre mille émigrés d'alors ont été finalement admis, le ministre de l'Immigration, M. Margherita Boniver se félicitant même, à la fin du mois dernier, à Tirane, de ce qu'ils soient au travail ou en formation. Les autres étaient priés de rentrer chez eux avant le 15, puis le 22, puis le 31 juillet, sans qu'à cette date aucune mesure coercitive n'ait été prise à l'encontre des récalcitrants. De l'autre côté de l'Adriatique, les candidats au départ y ont vu un message encourageant.

Pont aérien

Plus tard, la ronde des autobus emmenant à l'aéroport des groupes successifs de réfugiés avait animé leur colère, certains ayant cru que l'utilisation de ce moyen de transport débonnaire annonçait leur victoire et qu'il s'agissait de les convoyer jusqu'à quelque centre d'accueil. Ils se sont alors rendus maîtres d'un de ces autobus, ce qui a amené les policiers à faire usage de leurs armes pour tirer dans les pneus. L'affrontement qui a suivi a été particulièrement violent à en juger par les témoignages des uns et des autres, certains - des deux côtés - faisant état de coups de feu tirés par des réfugiés. Il y aurait en effet, dans leurs rangs, des déserteurs de la police albanaise, partis en emmenant leur arme. Aucun bilan précis ne pouvait être, cependant, obtenu des forces de l'ordre.

A l'intérieur du stade, dont l'accès était interdit à la fois par les réfugiés et par les policiers, il régnait une atmosphère étrange. La plupart des femmes et des enfants ayant été

tre centaines de réfugiés sont assis ou allongés parmi les débris et les projectiles que, quelques heures auparavant, ils lançaient sur les forces italiennes. Ils se cramponnent à des ciments arrachés aux gradins du stade, fragments de panneau d'affichage publicitaire. Derrière les policiers, quelques badauds sont venus observer, à bonne distance, ces fureurs prises à se bousculer, à prendre le risque de se noyer, à se battre avec la police pour chaoger de monde.

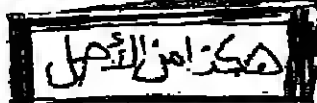
La bataille avait commencé le matin, lorsque quelques centaines d'Albanais, sur les sept mille parqués dans le stade, avaient résolu de s'en échapper à toute force. Plusieurs dizaines y sont parvenues en profitant de la surprise des policiers, pourtant avertis par une première sortie le veille au soir (le 10 août).

Le soir, les carabinieri qui patrouillaient dans Bari ramenaient parfois au stade un évadé, trop reconnaissable à ses vêtements usés et maculés et à sa mine grise.

Les autorités italiennes sont décidées à mettre fin fermement et rapidement à la tentative d'infiltration de ces quelques douze mille Albanais. Ces émigrés épuisés ne comprennent pas, eux, pourquoi ils sont ainsi rejetés. Les plus avisés deviennent qu'ils ont vraisemblablement été utilisés par leur gouvernement pour faire pression sur l'Italie afin qu'elle accroisse l'aide économique qu'elle apporte à son ancien protectorat... Comme les autres, néanmoins, ils ont dans le regard la tristesse inguérissable du mépris et du rejet qui les ont transformés en bêtes curieuses et en parias.

PATRICK JARREAU

□ URSS : manifestation à Vilnius contre les forces spéciales soviétiques. - Plusieurs centaines de militants du mouvement indépendantiste lituanien Sajudis ont été emmenés, vendredi 9 août, un sillon de quarante-huit heures devant la caserne des forces spéciales du ministère soviétique de l'Intérieur (OMON) à Vilnius, pour exiger leur départ de Lituanie. Le Parlement lituanien - où le Sajudis est majoritaire - a voté pour ce retrait la semaine dernière. - (AFP)



AFRIQUE

MOZAMBIQUE : nouvel échec des négociations avec les rebelles

La guerre sans fin ?

Le gouvernement et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), ont mis fin, vendredi 9 août, à Rome, à leur septième réunion de négociations, sans avoir obtenu la moindre résultat permettant d'espérer la fin prochaine de la guerre civile, qui déchire le pays depuis quinze ans. Les pourparlers entre les deux belligérants devraient reprendre en septembre.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

L'exemple angolais n'a pas incité les frères mozambicains à la sagesse. Alors qu'après quinze ans de guerre civile, l'Unité de M. Jonas Savimbi et le MPLA de M. José Eduardo dos Santos sont parvenus à s'entendre sur l'essentiel, le gouvernement de Maputo et les rebelles de la RENAMO n'arrivent pas à se mettre d'accord.

Les deux parties, réunies à Rome depuis le début du mois pour un septième round de pourparlers, n'ont pas progressé. La presse officielle mozambicaine affichait son pessimisme en titrant, jeudi 8 août : « Les négociations de paix sont virtuellement suspendues ». La délégation de la RENAMO a effectivement rejeté les propositions des médiateurs italiens sur les garanties politiques qui auraient dû équilibrer la situation.

Les médiateurs proposaient que la RENAMO reconnaisse le gouvernement en place. En échange, Maputo aurait accepté de prendre en considération tous les points que le mouvement rebelle de M. Aphonso Dhlakama souhaitait voir modifier dans le nouveau système législatif, et aurait envisagé de lui accorder un statut spécial le différenciant des autres partis politiques. Le gouvernement avait accepté, mais la RENAMO a, elle, finalement refusé, estimant que les discussions ne pouvaient pas d'être interrompues, jusqu'à ce que le FRELIMO (Front de libération du Mozambique, au pouvoir) ait

défini sa stratégie. C'est à quoi devraient s'atteler les représentants du FRELIMO, dont le sixième congrès doit s'ouvrir, lundi 12 août, à Maputo.

Le gouvernement et la RENAMO s'étaient réunis pour la première fois, en juillet 1990, à Rome. Après un an de négociations, le seul résultat tangible a été l'accord, signé le 1^{er} décembre 1990, stipulant que les troupes zimbabwéennes, présentes au Mozambique aux côtés des forces gouvernementales mozambicaines, seraient cantonnées dans les couloirs de circulation de Beira et du Limpopo. En contrepartie, les guérilleros de M. Dhlakama s'engageaient à ne plus attaquer les convois, trains et avions.

Massacres à répétition

Les attaques de la RENAMO n'ont, en fait, jamais cessé. Les témoignages de paysans mozambicains sur les enlèvements, les mutilations, les massacres perpétrés par les hommes de M. Dhlakama sont légion. Le dernier en date a eu lieu lors de la prise de Lalaua, une localité de la province de Nampula, dans le nord du pays. Selon des rescapés, les rebelles ont assassiné publiquement quinze personnes, le 29 juin, avant d'en massacrer plusieurs dizaines d'autres, à coups de balles et de machettes, puis de placer les têtes des victimes sur les étagères vides des magasins. Quelques jours plus tard, l'odeur insoutenable dégageait par les corps en décomposition contraignait les rebelles à quitter le centre-ville pour s'établir à un kilomètre de Lalaua.

Les troupes gouvernementales ont, depuis, repris le contrôle de la ville, où au moins neuf cents rebelles stationnaient à la mi-juillet. Mais les douze mille personnes qui avaient fui vers les localités voisines ne sont pas revenues. Les soldats ont pillé les raves des désherbés (déplacés), qui ont quitté leur domicile pour échapper aux atrocités commises par la

RENAMO, préférant s'installer dans des lieux plus sûrs, à l'intérieur du pays. Ils sont aujourd'hui 1,8 million dans ce cas.

D'autres ont fui vers les pays frontaliers. Ainsi, au Malawi, on évalue à un million le nombre de réfugiés mozambicains, tandis qu'en Afrique du Sud, plusieurs centaines de milliers d'autres survivent tant bien que mal - notamment dans les *homelands* du KwaZulu et du Gazankulu, où les populations locales parlent les mêmes langues. Les représentants des organisations humanitaires, présentes au Mozambique, estiment qu'un tiers des quinze millions de Mozambicains sont, directement ou indirectement, touchés par la guerre.

Les deux tiers de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue. Le ministre des finances estimait, fin 1990, que la guerre avait coûté quinze milliards de dollars. Les destructions touchent toutes les infrastructures : barrages, lignes à haute-tension, usines, mais aussi les écoles. Trois écoles primaires sur quatre, une école secondaire sur cinq, ont été détruites. En 1990, plus de 40 % de la population scolaire n'a pas pu se rendre en classe.

Le dilemme de la RENAMO

La situation économique est, elle aussi, catastrophique. La seule facture pétrolière, en 1991, excède les recettes en devises des exportations. L'aide étrangère massive (un milliard de dollars par an) ne peut être interrompue, au cours de la décennie à venir, sans précipiter le pays dans la banqueroute. Cette année, le Mozambique a besoin de plus d'un million de tonnes d'aide alimentaire pour contrer la famine. Le déficit en nourriture a été aggravé par la sécheresse, qui a frappé la province de Manica - l'une des plus fertiles du pays - tandis que des inondations dévastaient les provinces de Nampula et de Cabo Delgado. C'est un nouveau défi qui est ainsi lancé à la communauté internationale. L'an passé, les 218 000 réfugiés mozambicains, seulement 124 000 étaient arrivés à destination.

Pour les Mozambicains, la paix

est maintenant une nécessité absolue. Il faut reconstruire le pays, restaurer l'agriculture, attirer les capitaux étrangers, permettre à Maputo d'honorer sa dette, en finir avec les contrôles de l'Etat et privatiser le secteur public : autant de priorités que l'administration du président Joaquim Chissano n'a pas pu s'occuper. Mais il n'est pas si aisé de passer, du jour au lendemain, d'une économie socialisée à une économie de marché. Par conséquent, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont toujours assez mécontents de leur élève mozambicain. Ils doivent impérativement continuer à le soutenir, sous peine de voir tous les efforts consentis jusqu'à présent réduits à néant.

M. Chissano, au pouvoir depuis 1986, a fait la plus grande partie du chemin pour aller à la rencontre de ses adversaires. Au cours des trois dernières années, il a changé de stratégie. Les rebelles de la RENAMO ne sont plus les « étrangers » ou les « bandits armés » qu'ils étaient auparavant. Il a compris - et fait comprendre au FRELIMO - qu'une victoire militaire était illusoire. Il a engagé le dialogue avec la RENAMO, rompu les vieilles amitiés avec les pays socialistes, engagé son pays dans le multipartisme et l'économie de marché. Surtout, il a fait adopter une nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1990, fléchissant ainsi l'herbe sous le pied de M. Dhlakama, qui faisait de cette nouvelle Constitution une de ses principales revendications.

M. Chissano a certainement été trop vite pour M. Dhlakama, ne lui laissant qu'une marge de manœuvre réduite et peu de chances de sortir du conflit avec les honneurs. Pour signer un cessez-le-feu, rendre les armes et accepter le jeu d'élections pluralistes, la RENAMO doit au moins avoir un peu d'espoir de l'extérieur. Or toutes les cartes semblent aujourd'hui se concentrer entre les mains du président. Il doit trouver un accord lui permettant de ramener la RENAMO à la table des négociations, afin d'avancer vers une solution pacifique.

FREDERIC FRITSCHER

AFRIQUE DU SUD : lors d'un rassemblement auquel participait M. De Klerk

Des affrontements entre des militants d'extrême droite et la police ont fait cinq morts

Au moins cinq personnes ont été tuées et une cinquantaine d'autres blessées, dans la soirée du vendredi 9 août, à Ventersdorp, dans la province du Transvaal, lors de violents affrontements entre la police et des militants d'extrême droite qui tentaient d'empêcher la tenue d'un rassemblement du Parti national, au cours duquel le président F. de Klerk devait prendre la parole. Trois des cinq personnes tuées sont des membres du Mouvement de résistance afrikaner (AWB, néo-nazi) et les deux autres sont des Noirs, victimes des assaillants blancs.

Les violences ont éclaté lorsque la police, espérant contenir les extrémistes, a lancé des grenades lacrymogènes. Les manifestants ont alors essayé de briser un des cordons de police, pour entrer dans la salle où se tenait la réunion. Les forces de l'ordre ont immédiatement riposté, tirant à balles réelles sur les membres de l'AWB. La scène est devenue encore plus chaotique, quand les extrémistes ont réussi à mettre hors d'usage le système électrique.

Dans l'obscurité, alors que les rues étaient noyées de gaz lacrymogène, les hommes de l'AWB se sont déchaînés, crevant les pneus des voitures, brisant des vitres et tirant sur les minibus qui passaient dans le quartier, bondés de passagers noirs. Un groupe d'extrémistes a arrêté un taxi, forcé ses occupants noirs à en sortir, et commencé à

les battre. La police, qui tentait de les en empêcher, a essuyé des coups de feu.

C'est la première fois que des mouvements pro-apartheid utilisent des armes à feu contre la police. Les dirigeants de l'AWB - dont M. Piet Rudolph, arrêté au cours des échauffourées - ont affirmé que ces incidents marquaient le commencement du « soulèvement boer » (afrikaner). M. De Klerk, arrivé sur les lieux une heure plus tard, a déploré ces violences. « C'est un jour tragique pour l'Afrique du Sud », a-t-il commenté, s'adressant aux gardiens de la loi et de l'ordre, parce qu'ils font leur devoir. (AFP, AP, Reuters.)

La branche armée de l'ANC réunit sa conférence. - L'aile militaire du Congrès national africain (ANC) est réunie, depuis vendredi 9 août, à Tlokweng, dans le nord-est du pays, pour débattre de sa transformation d'armée de guérilla en armée régulière, afin, a expliqué le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, que « ses hommes puissent prendre la place qui leur revient au sein des forces armées d'une Afrique du Sud démocratique ». Quelques deux cent quarante délégués assistent à cette conférence, la première à se tenir en territoire sud-africain. (AFP.)

M. Perez de Cuellar lance un appel à la « modération » pour le Sahara occidental

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a appelé, vendredi 9 août, à New York, les parties en conflit au Sahara occidental à faire preuve de « modération », estimant que les récentes actions militaires pourraient « mettre en danger la mise en œuvre du plan de l'ONU », chargé de veiller à l'organisation d'un référendum, ou « menacer le cessez-le-feu », censé entrer en vigueur en septembre.

M. de Cuellar s'est dit « profondément inquiet » après les raids de l'aviation marocaine, les 4 et 5 août, sur les localités sahariennes de Tifariti et Melharis (Le Monde du 10 août), que la direction du Polisario avait immédiatement dénoncées. L'organisation sahraouie a fait savoir, vendredi, qu'elle craignait « l'imminence d'une nouvelle agression militaire marocaine », et a demandé à l'ONU de prendre « des mesures urgentes pour éviter l'irréversible ». (AFP, Reuters.)

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a appelé, vendredi 9 août, à New York, les parties en conflit au Sahara occidental à faire preuve de « modération », estimant que les récentes actions militaires pourraient « mettre en danger la mise en œuvre du plan de l'ONU », chargé de veiller à l'organisation d'un référendum, ou « menacer le cessez-le-feu », censé entrer en vigueur en septembre.

M. de Cuellar s'est dit « profondément inquiet » après les raids de l'aviation marocaine, les 4 et 5 août, sur les localités sahariennes de Tifariti et Melharis (Le Monde du 10 août), que la direction du Polisario avait immédiatement dénoncées. L'organisation sahraouie a fait savoir, vendredi, qu'elle craignait « l'imminence d'une nouvelle agression militaire marocaine », et a demandé à l'ONU de prendre « des mesures urgentes pour éviter l'irréversible ». (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Démission de l'attorney général

L'attorney général Dick Thornburgh (équivalent américain du ministre de la justice), a remis, vendredi 9 août, sa démission au président George Bush pour briguer un mandat de sénateur, a annoncé la Maison Blanche. M. Bush a accepté cette démission, soulignant qu'elle représentait une « grande perte » pour son cabinet. Il a ajouté que son ancien collaborateur était le « candidat le plus solide possible » du parti républicain pour conserver le siège de

sénateur de Pennsylvanie, que M. Thornburgh, ancien gouverneur de cet Etat, compte briguer. Ce poste est vacant depuis la mort, en avril dernier, du sénateur John Heinz, dans un accident d'avion. La Maison Blanche a indiqué qu'elle était à la recherche d'un candidat à la succession de M. Thornburgh, qui avait été nommé à la justice par le président Reagan, en remplacement de M. Edwin Meese, impliqué dans un scandale financier. (AFP, UPI, Reuters.)

La retraite du commandant de l'opération « Tempête du désert »

Le général Schwarzkopf s'en va à la pêche

Le vainqueur de la « mère de toutes les batailles » contre l'Irak, baptisée « Oura » par ses soldats, n'a pu s'empêcher d'écarter une lame lorsqu'il a remis, vendredi 9 août, son commandement à son successeur, le général des armées Joseph Hoar.

Au cours de la cérémonie en grande pompe qui a été déroulée sur la base aérienne de McDill en Floride (siège du commandement central américain pour le Proche-Orient), dans une chaise-tout-koweïtienne, le général d'armée Norman Schwarzkopf a, à cinquante-six ans, passé une dernière fois en revue ses troupes en tenue de camouflage beige et marron.

« Stormin Norman » (Norman la Tempête), qui avait déjà eu le suprême honneur d'être fait chevalier de l'Ordre du Bain par la reine d'Angleterre, a reçu, des mains du secrétaire à la défense Dick Cheney, la médaille pour services éminents (distinguished services medal) de l'armée américaine. Dernière distinction d'une longue aérie pour celui qui a

euais été fait chevalier de la Légion d'honneur.

Dans son discours d'adieu, le commandant d'opération « Oura » a remercié le président Bush pour lui avoir laissé la liberté de conduire les opérations militaires, manière de tirer un trait sur quelques divergences dont il avait eu l'impression de faire état. « Le courage dont vous avez fait preuve est écrit dans les sables, les cieux et les airs du golfe Persique », a ajouté, lyrique, le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes.

« L'Our » a conclu la cérémonie en invitant son fils, Christian, à partir à la pêche avec lui. Le général peut aller tranquillement taquiner la poisson. Une maison d'édition américaine lui a déjà versé 6 millions de dollars pour écrire les mémoires d'une carrière militaire de trente-cinq ans, qui prendra officiellement fin le 31 août.

M. J.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

L'ancien président Jorge Blanco a été condamné à vingt ans de prison pour corruption

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

L'ancien président dominicain Salvador Jorge Blanco a été condamné jeudi 8 août à vingt années de prison et à une amende de 97 millions de pesos (46 millions de francs). Agé de soixante-cinq ans, M. Blanco, au pouvoir de 1982 à 1986, a été reconnu coupable de détournement de fonds publics. M. Blanco, qui a immédiatement fait appel, était notamment accusé d'avoir ordonné à l'armée et à la police d'acheter, au prix fort, du matériel à des entreprises appartenant à plusieurs de ses amis.

Peu après le retour au pouvoir de l'actuel président conservateur Joaquín Balaguer, en 1986, M. Blanco, social-démocrate, s'était réfugié aux Etats-Unis. Condamné une première fois par contumace en novembre 1988, il était rentré à Saint-Domingue et avait demandé à être de nouveau jugé.

Scandales en série

Emailé d'incidents, plusieurs fois interrompu en raison des ennuis de santé du principal accusé, le procès, qui a duré plus de deux ans, s'est transformé, selon la défense et une partie de la presse, en « une opération politique » contre le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), une formation membre de l'Internationale socialiste que dirigeait M. Blanco, lorsqu'il avait été élu avec une nette majorité en mai 1982. « Tout le monde sait que la sentence a été dictée par le pouvoir », a estimé M. Rafael Luciano Pichardo, l'un des défenseurs de M. Blanco.

ARGENTINE

Remplacement du ministre de l'intérieur

Le président argentin Carlos Menem a annoncé, vendredi 9 août, qu'il avait accepté la démission de son ministre de l'intérieur, M. Julio María Figueroa, qui sera remplacé par M. José Luis Manzano, chef du groupe parlementaire péroniste depuis 1983. M. Menem, second ministre de l'intérieur du président Menem, avait été vivement critiqué après avoir confié au magazine *Page 30* qu'il avait eu, à la demande de M. Menem, des contacts avec des rebelles ultranationalistes et avec M. Licio Gelli, chef de la loge italienne P-2, dont le nom a été associé à des scandales bancaires et politiques dans les années 70 et 80. Sa démission intervient à la veille d'élections législatives et provinciales partielles. (Reuters.)

Le président argentin Carlos Menem a annoncé, vendredi 9 août, qu'il avait accepté la démission de son ministre de l'intérieur, M. Julio María Figueroa, qui sera remplacé par M. José Luis Manzano, chef du groupe parlementaire péroniste depuis 1983. M. Menem, second ministre de l'intérieur du président Menem, avait été vivement critiqué après avoir confié au magazine *Page 30* qu'il avait eu, à la demande de M. Menem, des contacts avec des rebelles ultranationalistes et avec M. Licio Gelli, chef de la loge italienne P-2, dont le nom a été associé à des scandales bancaires et politiques dans les années 70 et 80. Sa démission intervient à la veille d'élections législatives et provinciales partielles. (Reuters.)

Le président argentin Carlos Menem a annoncé, vendredi 9 août, qu'il avait accepté la démission de son ministre de l'intérieur, M. Julio María Figueroa, qui sera remplacé par M. José Luis Manzano, chef du groupe parlementaire péroniste depuis 1983. M. Menem, second ministre de l'intérieur du président Menem, avait été vivement critiqué après avoir confié au magazine *Page 30* qu'il avait eu, à la demande de M. Menem, des contacts avec des rebelles ultranationalistes et avec M. Licio Gelli, chef de la loge italienne P-2, dont le nom a été associé à des scandales bancaires et politiques dans les années 70 et 80. Sa démission intervient à la veille d'élections législatives et provinciales partielles. (Reuters.)

Le président argentin Carlos Menem a annoncé, vendredi 9 août, qu'il avait accepté la démission de son ministre de l'intérieur, M. Julio María Figueroa, qui sera remplacé par M. José Luis Manzano, chef du groupe parlementaire péroniste depuis 1983. M. Menem, second ministre de l'intérieur du président Menem, avait été vivement critiqué après avoir confié au magazine *Page 30* qu'il avait eu, à la demande de M. Menem, des contacts avec des rebelles ultranationalistes et avec M. Licio Gelli, chef de la loge italienne P-2, dont le nom a été associé à des scandales bancaires et politiques dans les années 70 et 80. Sa démission intervient à la veille d'élections législatives et provinciales partielles. (Reuters.)

JEAN-MICHEL CAROIT

CAPELOU
37, Av. de la République, 75001 PARIS
Tel. 43.57.46.35. MONT. PARNES

AMÉNAGEMENT

Plusieurs permis de construire annulés à Paris

Tous les plans d'occupation des sols sont remis en question

En quelques semaines, le tribunal administratif de Paris a annulé quatre permis de construire et d'apprêter, sans doute, à en condamner quelques dizaines d'autres. Explication : la mairie a autorisé la construction de plus de mètres carrés que ne le permet le plan d'occupation des sols (POS), sans justifier ce dépassement de la manière convaincante. La capitale n'est pas seule concernée par ce problème, qui touche toutes les villes de France dotées d'un plan d'occupation des sols.

Ce ne sont pas les constructeurs qui sont fautifs, mais les fonctionnaires déviant les permis, car ils s'appuient sur un texte non conforme. Le résultat en tous les cas est le même : les promoteurs doivent arrêter leur chantier. S'ils continuent à construire, ce sera à leurs risques et périls. Les locaux construits sans permis n'auront pas d'existence légale et ne pourront être vendus.

L'affaire, hermétique au profane, mérite quelques éclaircissements. On connaît les plans d'occupation des sols actuellement institués dans quinze mille communes de France et leur corollaire, les coefficients d'occupation des sols (COS), c'est-à-dire le nombre de mètres carrés de locaux que l'on peut édifier par mètre carré de sol. Telle est, depuis 1976, la loi d'urbanisme. Mais le législateur a voulu lui donner un peu de souplesse. Le code de l'urbanisme, dans son article L. 123, prévoit que des dépassements de COS, c'est-à-dire des surdensités, pourront être accordés, soit pour des raisons d'urbanisme et d'architecture, soit pour faciliter l'installation d'équipements publics. La plupart des règlements de POS révisés cette année, laissant ainsi aux maires, qui, depuis la décentralisation, signent les permis de construire, une appréciable marge de manœuvre. C'était, auparavant, le cas du premier POS de Paris, datant de 1977, et de sa seconde version de 1989.

Un arrêt du Conseil d'Etat

Voilà donc une bonne douzaine d'années que, en vertu d'un article UH-15, des promoteurs obtiennent de l'Hôtel de Ville l'autorisation de construire en surdensité, par exemple quand leur projet s'inscrit entre deux immeubles déjà élevés. Le rétablissement d'une ligne de façade et l'harmonie des façades, qui est une tradition haussmannienne, justifient-ils que,

se bouchent, petit à petit, toutes les « dents creuses » du tissu parisien ? Chacun y trouve son compte : les promoteurs, qui peuvent vendre avec profit des mètres carrés supplémentaires, et la Ville, qui leur fait payer une taxe dite de surdensité.

Pendant des années, cette disposition a été de peu d'effet, car la construction se languissait à Paris. Depuis 1988, les chantiers privés ont recommencé à tourner. Le nombre des permis délivrés a augmenté de 35 % entre 1987 et 1989. On estime qu'en 1990 les constructeurs ont « grâté » 20 000 mètres carrés supplémentaires au titre de l'article UH-15. Ces dépassements ont rapporté 500 millions de francs au budget municipal. Devant ces immenses, qui grimpent et qui leur masquent le soleil, les habitants s'interrogent, se renseignent et se fâchent. Exemple : dans la très résidentielle rue Léon Delhomme, à Paris, 15^e arrondissement, un promoteur a obtenu de construire en surdensité un immeuble de six étages à la place d'une vieille bâtisse qui en avait deux. Le propriétaire d'en face, ancien conseiller à la Cour des comptes, a immédiatement attaqué le permis de construire, sans inquiéter grand monde. Apparemment, tout s'est passé dans la légalité.

La surprise est venue de province. Les juristes ont découvert qu'en janvier 1991 le Conseil d'Etat avait annulé un permis de construire en surdensité délivré par la mairie de Moulins (Allier), au motif que les raisons d'architecture invoquées par la ville étaient beaucoup trop vagues. Autrement dit, tous les articles UH-15 des POS publiés en France seraient rédigés de manière laxiste. Et c'est à tort que les services municipaux s'en prévalaient pour accorder des dépassements supplémentaires aux promoteurs. Ce jugement, lorsqu'il a été connu, a fait l'effet d'une bombe. Le tribunal administratif de Paris ne pouvait que s'y conformer. Depuis le printemps 1991, tous les permis de construire prévoyant des dépassements de COS et qui ont fait l'objet d'un recours sont donc systématiquement annulés. Dans la capitale, une trentaine de dossiers seraient, dit-on, en cours d'instruction, et soixante-dix autres permis de construire pourraient également tomber, si quelque'un s'avisaient de les contester.

« C'est la première fois que le POS existant, se dit M. André Antoini, président de la fédération nationale des promoteurs constructeurs. Un certain nombre de chantiers parisiens vont être retardés d'au moins six mois. La construction de logements, qui déjà ne

marrait pas bien fort, va s'en trouver encore ralentie. »

Dans les services de la Ville, on se prépare à faire face au mécontentement des promoteurs qui croient leur permis valable. On va donc faire appel des décisions du tribunal administratif, au moins pour leur remettre le moral, mais sans trop y croire. On étudie surtout une nouvelle rédaction plus précise du fameux article UH-15 d'où vient tout le mal. Les motifs de dépassement de COS, au nombre d'une dizaine, seront clairement énumérés. Puis, on mettra en route, non pas une révision du POS de Paris - procédure qui durerait des années - mais une simple modification qui, tout de même, nécessitera une enquête publique, l'accord de chacun des arrondissements et un vote du conseil municipal. Pas moins de six mois de travail.

Quelle ville demain ?

Paris ayant ainsi montré l'exemple, il est probable que toutes les villes de France dont le POS comporte un article UH-15 autorisant les surdensités devront également se mettre à l'ouvrage. Mais du coup, le problème de la densification urbaine et de ses conséquences - encombrement et dégradation de la qualité de la vie - va se trouver posé partout, alors que les citadins y sont de plus en plus sensibles. A Paris par exemple, les recensés contre les permis de construire ont doublé. Ils touchent à présent tous les arrondissements, même réputés populaires, et ceux qui sont de mieux en mieux argumentés. Une sorte de divorce semble se dessiner entre les élus, qui rêvent d'augmenter sans cesse la population de leur cité, et les habitants, qui voudraient vivre tranquilles. Derrière un débat d'apparence juridique, le dépassement de COS se profile la véritable question : quelle ville souhaitait-on pour demain ?

MARC AMBROISE-RENDU

IMMIGRATION

La lutte contre le travail clandestin

Démantèlement de la filière « Topkapi » entre la Turquie et la France

Un réseau d'immigration clandestine, ayant fait entrer plusieurs milliers de travailleurs turcs en France, a été mis au jour, après deux ans d'enquête par les polices française et italienne. S'étendant en Turquie, en Yougoslavie, en Italie et en France, cette filière aurait rapporté une somme supérieure à 400 millions de francs pour les années 1989 et 1990.

Le voyage commence dans des petits villages du fin fond de la Turquie. Les sergents-recruteurs du réseau viennent faire miroiter l'eldorado de l'émigration irrégulière à des villageois, qui, le plus souvent, sont turcs. Contre plus de 4 000 deutschemarks (15 000 francs environ), les candidats au départ sont totalement pris en charge. La somme est remboursable une fois ceux-ci arrivés sur leur lieu de travail clandestin. Deux ans d'enquête ont permis à la police de l'air et des frontières (PAF), agissant sur commissions rogatoires de M. François Boissieu, juge d'instruction à Nice, de démontrer l'ensemble de la filière.

La porte de l'Occident se trouve à Istanbul, plus exactement à la gare routière internationale de Topkapi. Patron de la filière, M. Ahmet Turak y dirige une société de voyages, le Turek Turizm, avec une flotte de six autocars. En deux temps trois sautons, les émigrants obtiennent un passeport. L'entregent de M. Turak, ancien commissaire de police ayant exercé ses fonctions dans un service chargé de la délivrance des passeports, est pour beaucoup dans l'efficacité des procédures administratives. Nul doute que la puissance financière du réseau lui a aussi permis de s'assurer la complicité de nombreux fonctionnaires.

Quittant le pays par la poste-frontière d'Edirne, les passagers obtiennent des visas de sortie, délivrés sur des fausses volantes et donc attachables à la première

occasion. Traversée sans histoire de la Bulgarie, arrivée en Yougoslavie. La main d'œuvre turque fait alors escale dans la ville slovène de Lubiana, dans des hôtels à clientèle essentiellement clandestine. M. Turak possède d'ailleurs une agence de voyages dans la ville. D'autres compagnies d'autobus prennent le relais vers l'Italie.

Une étape à Trieste, où un hôtel a été converti en centre d'accueil officiel. Puis Milan sert de ville de triage : vers la Suisse et l'Allemagne, via la ville de Côme. Ou bien vers la France, via Vintimille. D'où le nom, « Topkapi-Vintimille », donné au réseau par la presse turque. Plus de mille deux cents Turcs sont ainsi passés à Vintimille pendant le premier semestre 1989. Logés dans les hôtels Abbo, Torino et Splendid, dans des chambres surpeuplées et à des prix prohibitifs. Des passeurs professionnels, turcs ou italiens, y offrent leurs services. En échange de 1 000 à 2 000 deutschemarks, ils font franchir la frontière à chaque clandestin. Arrêtés par la police, un des passeurs a révélé qu'il percevait entre 3 400 et 6 800 francs par clandestin. Et que, au passage, le Mafia locale prélevait sa dîme sur chaque traversée, amputant la moitié de la somme versée aux passeurs.

L'ancien commissaire introuvable

La frontière est généralement franchie à pied : les clandestins ont été dépeçés d'un côté, à un point de passage commode, puis récupérés par le passeur en territoire français. De là, ils ont été escortés jusqu'à Nice, par autocar, pour cadre des hôtels alpins, pour la plupart, près de la gare, avenue Jean-Médéric. Puis les immigrés sont transférés vers différentes villes de France, en fonction des besoins locaux de la main-d'œuvre. La recherche du lieu d'emploi et des marchés de sommeil est comprise dans le prix du voyage. Le trafic de main-

d'œuvre rapporte gros : entre 21 millions et 30 millions de francs pour les mille deux cents clandestins du premier semestre 1989. Au total, les enquêteurs évaluent le chiffre d'affaires du réseau à plusieurs centaines de millions de francs. En outre, les passeurs turcs sont généralement récupérés par les organisateurs avant l'entrée dans l'Hexagone ; de quoi alimenter une nouvelle manne financière, après recyclage et revente des pièces d'identité.

Si une trentaine de personnes sont considérées comme des membres à part entière du réseau, les policiers estiment que, à Vintimille, près de trois mille personnes vivaient de l'industrie de l'immigration clandestine, dans les hôtels, les commerces ou les transports. S'agit-il d'un réseau à l'échelle mondiale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle régionale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle locale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle nationale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle internationale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle mondiale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle régionale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle locale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle nationale ? S'agit-il d'un réseau à l'échelle internationale ?

Plusieurs mandats d'arrêt internationaux ont été lancés depuis 1989 contre les responsables du trafic. Le bras droit d'Ahmet Turak a été arrêté en Italie. Ce ressortissant turc, Arif Kul, est demandeur d'asile sous une autre identité en France, réside en Italie sous un troisième nom, et a été condamné en Suisse sous un quatrième pseudonyme. Caneidéré comme le numéro trois du réseau, Hassan Beider a lui aussi été écroué. Mais Ahmet Turak court toujours. Et les policiers français regrettent que leurs collègues turcs n'aient pas réussi à découvrir où se cachait l'ancien commissaire.

ERICH INCIVAN

FAITS DIVERS

Petite voiture contre grosse cylindrée

Les policiers de Libourne, en Gironde, n'avaient jamais conduit dans leur commissariat un délinquant pareil. L'homme auquel ils ont dressé plusieurs procès-verbaux pour dégradation de biens appartenant à autrui n'a même pas pu se lever pour répondre à leur interrogatoire. M. Gérard Edmond est déjà condamné au fauconnier. Il est parapégique. Pourtant, dans le parking d'un supermarché, il a été surpris en train de « bomber » la BMW d'un touriste allemand. Sur le capot de son « adversaire », il venait d'inscrire en lettres blanches : « Respectez la signalisation ».

M. Edmond était excédé de

trouver sans cesse l'emplacement réservé aux handicapés occupé par des voitures de vacances. Ses protestations auprès de la direction du supermarché restèrent vaines : « Nous n'avons pas assez de personnel pour tout surveiller », lui répondait-on. Alors le parapégique, qui a participé avec l'équipe de France aux derniers Jeux pour handicapés à Séoul, a décidé de manifester à sa manière. Avec une bombe de peinture. « A présent, dit-il rassuré, j'attends de me trouver devant les juges pour leur expliquer ce qu'est l'existence quotidienne d'un conducteur de petite voiture. »

M. A. R.

EN BREF

Deux enfants périssent dans un incendie à Paris. - Les pompiers qui sont intervenus vendredi 9 août pour éteindre un incendie survenu dans un immeuble de la rue Lafayette, à Paris (10^e), ont découvert dans les décombres du septième étage les corps carbonisés de deux enfants de un et cinq ans. Les parents des petites victimes étaient absents lors de l'incendie.

Deux morts dans l'accident d'un hélicoptère britannique dans le Var. - Deux pilotes militaires d'un Puma de la Royal Aerospace Establishment ont été blessés dans l'accident de leur appareil, vendredi 9 août à Manferrat (Var), au sud du camp militaire de Canjuers d'où ils avaient décollé. L'hélicoptère expérimentait un nouveau système de visée à infrarouge dans le cadre d'exercices trilatéraux avec la RFA et la France.

Une trousse de toxicomane distribuée gratuitement en Suisse. - L'association suisse de lutte contre le Sida, « Aide suisse Sida », distribue gratuitement une trousse de toxicomane comprenant deux seringues, une aiguille de rechange, de l'acide ascorbique, permettant de diluer l'héroïne, et un préservatif, selon le quotidien le *Matin de Lausanne*. Cette initiative est appuyée par des autorités du canton de Saint-Gall.

La future liaison routière Pau-Saragosse

L'entrée du tunnel du Somport évitera le parc national des Pyrénées

L'entrée du futur tunnel routier passant sous le col du Somport (Pyrénées-Aquitaines) ne sera pas construite dans les limites du parc national des Pyrénées. Ainsi en a décidé M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, après que son collègue, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, ont refusé toute nouvelle amputation du territoire protégé. Moyennant un coût supplémentaire qui n'a pas été révélé, l'entrée de l'ouvrage sera ouverte un peu plus loin dans la vallée. L'accès au tunnel devrait être aménagé « de manière légère ».

Quant à la route de la vallée d'Aspe, elle ne comporterait que quelques crœux de dépassement à trois voies et des contournements de village. Elle devrait voir passer 4 000 véhicules par jour, d'ici quelques années. En contrepartie, la nationale 134, qui monte jusqu'au col, sera déclassée, ce qui devrait contribuer à la tranquillité du site. Cette décision d'ensemble devrait constituer, selon le ministre de l'équipement, la solution « la plus écologique » à la liaison routière internationale Pau-Saragosse.

SPORTS

BOXE : Fabrice Bécichou vainqueur par K.O. - Le Français Fabrice Bécichou a conservé son titre de champion d'Europe des poids plume, en battant par K.O. à la huitième reprise, l'italien Salvatore Bottigliero, vendredi soir 9 août à Antibes. A vingt-six ans, après avoir déjà été champion d'Europe des coq en 1988, puis du monde des super-coq (187) en 1989 et 1990, Bécichou, qui compte désormais trente victoires pour dix défaites, semble ainsi pouvoir, à nouveau, brigrer un

titre mondial dans la catégorie des poids plume.

FOOTBALL : match nul entre Marseille et Paris-Saint-Germain. - Malgré un Paris-Saint-Germain à son meilleur niveau, les champions de France ont dû se contenter d'un match nul (0-0), vendredi soir 9 août à Marseille, en match avancé comptant pour la cinquième journée du championnat de France de football de première division, devant un Paris-SG en progrès et très solide en défense.

Avant reçu de nouvelles propositions du préfet du Loiret

Les « déboutés du droit d'asile » d'Orléans suspendent leur grève de la faim

ORLÉANS

de notre correspondant

Au terme de nouvelles discussions avec la préfecture du Loiret, les déboutés du droit d'asile, qui observent une grève de la faim sur le parvis de la cathédrale d'Orléans depuis quarante-deux jours (le *Monde* du 9 août), ont décidé d'arrêter leur mouvement, vendredi 9 août. Les grévistes, trente-cinq Turcs et neuf Africains, dont le dossier a été rejeté par l'OFPRA, pourront réexposer leur situation et les risques qu'ils encourent dans leur pays à un responsable de la préfecture, en présence d'un interprète et d'une personnalité de leur choix. Ces derniers seront entendus « dans un esprit humanitaire » et « il sera tenu compte également des souffrances causées par la grève de la faim », leur a précisé le préfet du Loiret et de la région Centre, M. Hubert Blanc.

Les grévistes devraient être écou-

tés dans les semaines à venir. Ils recevront un certificat les mettant à l'abri d'une expulsion durant cette période. Avant de prendre leur décision, les grévistes avaient reçu un nouveau message de l'abbé Pierre leur signifiant que les propositions du préfet donnaient « des garanties insoupçonnées ».

RÉGIS GUYOTAT

Interpellation d'un joueur de football en situation irrégulière. - Le joueur de football professionnel du club de troisième division Vannes FC (Morbihan), Diego Camara, qui se trouvait en situation irrégulière, a été interpellé, samedi 3 août, et placé au centre de rétention de Nantes, en attendant son expulsion vers la Guinée, son pays d'origine. Diego Camara avait déjà été expulsé en novembre 1990. Il était revenu en France en janvier dernier, muni d'un emploi dans la société du président du club, et avait effectué des démarches pour régulariser sa situation.

ESPACE

Mort de l'astronaute James Irwin

Il avait marché sur la Lune en 1971

L'ancien astronaute James Irwin, qui avait marché sur la Lune en 1971, a succombé, jeudi 8 août, à des troubles cardiaques. Agé de soixante et un ans, il est le premier à mourir des douze Américains ayant foulé le sol de notre satellite entre 1969 (Apollo 11) et 1972 (Apollo 17), année où furent stoppés les expéditions lunaires.

Né à Pittsburgh (Pennsylvanie) le 17 mars 1930, James Irwin était diplômé de l'école navale, de l'école des pilotes d'essais expérimentaux et de l'école des pilotes de recherche aérospatiale américaine. Il avait été

sélectionné, en 1966, pour le programme Apollo. Le 26 juillet 1971, en compagnie de David Scott et d'Alfred Worden, il décolla pour la Lune à bord de la mission Apollo 15, qui allait durer près de 295 heures. Irwin et Scott furent, à cette occasion, les premiers astronautes à utiliser le Lunar Rover Véhicule, véritable Jeep lunaire.

Après avoir pris sa retraite en 1972 du corps des astronautes, James Irwin, qui avait assimilé son vol spatial à une expérience religieuse, avait fondé à Colorado Springs (Colorado) une fondation évangélique.

SPECTACLES

SAMEDI 10 - DIMANCHE 11 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Aspects du cinéma français :
années 60 : la Fête espagnole (1981),
de Jean-Jacques Violette, 19 h ; Mourir à
Madrid (1983), de Frédéric Rossif,
17 h ; Rock and Movie : Marquis de rock'n
roll (1978, v.o.), de Malcolm Leo,
Andrew Solt, 19 h ; All this and world
war II (1976, v.o. a.t.f.), de Susan Wis-
low, 21 h.

DIMANCHE

Aspects du cinéma français :
années 60 : Une aussi longue absence
(1980), d'Henri Colpi, 15 h ; Les Couteaux
rouges (1982), d'Alex Joffe, 17 h ; Rock
and Movie : Chuck Berry, haiti rock'n
roll (1988, v.o. a.t.f.), de Taylor
Hackford, 19 h ; American Pop (1980,
v.o. a.t.f.), de Ralph Bakshi, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Les quarante ans des Cahiers du
cinéma : Charles murt ou vif (1989),
d'Alain Tanner, 18 h ; Méditerranée
(1983), de Jean-Denis Polet, 20 h.

DIMANCHE

Les quarante ans des Cahiers du
cinéma : Notre-Dame des Turcs (1988,
v.o.), de Carmelo Bene, 18 h ; Faces
(1986, v.o.), de John Cassavetes,
20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Les abonnés programmeront la séance
du spectateur : Comme les doigts de
la main (1984) d'Eric Rohmer, les Tri-
cheurs (1986) de Marcel Carné,
14 h 30 ; Les Enfants du paradis (1945-
1946) de Jean-Paul Carré, 18 h 30 ; Télé-
phone chante un extra monde (1984) de
Jean-Baptiste Mondino, les Carabinières
(1982) de Jean-Luc Godard, 18 h 30 ;
Quinze ans après (1982) d'Henri Tor-
rent, Mon Oncle (1958) de Jacques Tati,
20 h 30.

DIMANCHE

Les abonnés programmeront la séance
du spectateur : Paris la belle (1926-
1928) de Pierre Prévert et Marcel Duhamel,
la Seine a rencontré Paris (1957) de
Joris Ivens, les Morts de la Seine (1989)
de Peter Greenaway, la Parole de Robert
Doisneau (1974) de François Porcile,
Paris jamais vu (1976) d'Albert Am-
brosio, 14 h 30 ; Tous les garçons s'appel-
laient Patrick (1957) de Jean-Luc
Godard, la Mésange et la Pénitence (1973)
de Jean Eustache, 16 h 30 ; Drame Inter-
rogatoire Jeanne Moreau (1985) de Roger
Pic, les Amants (1988) de Louis Malle,
18 h 30 ; Le Vieil Homme et la Ville
(1981) de Nadine Trintignant, Vieilles et
l'histoire (1973) d'Alain de Sédouy et
Pierre Marchou, la Fin du jour (1939) de
Julien Duvivier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A, v.o.) : George
V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; Miramar, 14 (45-74-
93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-
45-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-
10-96).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A, v.o.) :
Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-
54-46-85).

ALICE (A, v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-
54-42-34) ; UGC Normandie, 8 (45-63-
18-15) ; Grand Pavois, 15 (45-54-
46-85).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) :
Utopia, 5 (43-26-84-66).
AN ANGEL AT MY TABLE (trio-zélan-
dais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-
33-97-77).
LES ANGES DE LA NUIT (M, v.o.) :
Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-
76-23).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-
44-57-34).
L'APPROCHE FINALE (A, v.o.) :
Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;
George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé
Marianne-Concorde, 8 (43-59-92-82) ;
v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-08) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-
47-94).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de
Bois, 5 (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran-
ien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-66),
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-
44-57-34).
CE CHER INTRUS (A, v.o.) : Pathé
Hautefeuille, 8 (45-32-75-38).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A, v.o.) : Cinochea, 6 (46-33-10-82) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Rane-
lgh, 16 (42-88-64-44).
CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47).
LE CIO (A, v.o.) : Gaumont Parnasse,
14 (43-35-30-40).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC
Triomphe, 8 (45-74-93-50).
DANCIN' THRU THE OAKS (Brit.,
v.o.) : Cinochea, 6 (43-27-52-37) ;
Utopia, 5 (43-26-84-66).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE
(Brit., v.o.) : Cinochea, 6 (43-27-52-37) ;
Utopia, 5 (43-26-84-66).
DANS LA PEAU D'UNE SLONDE (A,
v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-
42-33) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-
93-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-
76-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-
42-52-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-
20-12-08).
DANSE AVEC LES LOUPS (A, v.o.) :
Cinochea, 6 (43-27-52-37) ; Gaumont
Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;
Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; 14
Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ;
v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
DELICATESSEN (Fr.) : Cinochea, 6 (43-
27-52-37) ; UGC Danton, 8 (42-25-
10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (45-
74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
LA DISCRÉTÉ (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
LES DOORS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-
37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-
20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
DOUBLE IMPACT (A, v.o.) : Forum
Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-18-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-
36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
43-01-58) ; UGC Opéra, 8 (45-74-93-50) ;
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ;
OESIGNÉ POUR MOURIR (A, v.o.) :
George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Pathé
Clichy, 18 (45-22-45-01).
L'ÉPIQUE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-
42-50-33) ; Bretagne, 6 (42-22-
57-57) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-
10-80) ; Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27).
OO THE RIGHT THING (A, v.o.) :
Images d'ailleurs, 5

ÉCONOMIE

BILLET

Pressions pour une relance

Le mois d'août n'est sans doute pas propice aux grands débats. Ce qui égarera, pendant quelques semaines, à M. Pierre Bérégovoy de nouvelles critiques contre sa politique économique, jugée trop rigoureuse alors que l'activité du pays ne repart pas vraiment; ce qui égarera aussi au ministère de l'économie et des finances d'avoir à repousser les propositions de relance que certains ont déjà avancées avant la grande décade des vacances. Car l'un des dossiers brûlants de la rentrée sera la conjoncture. La fin de la guerre du Golfe n'a pas — ou très peu — produit les effets espérés. A l'automne 1990, dans les comptes transmis au Parlement en même temps que le projet de budget, le gouvernement avait prévu une croissance économique de 2,7 %. Il est peu probable que celle-ci dépassera 1,2 ou 1,3 % cette année. Un point et demi de moins : l'écart est de taille.

Confronté à cette situation, M. Bérégovoy donne l'impression de ne se soucier que de la tenue du franc et de l'ampleur du déficit budgétaire. Son image de père la rigueur, qui a tant profité à la France quand la croissance était forte — qu'on se souvienne des articles élogieux publiés par la presse étrangère à l'égard de notre politique, — se retrouve maintenant contre lui. M. Jean Kaspar, le leader de la CFDT, lui reproche son antiténement. M. Jacques Méraud, dont les analyses de conjoncture ont toujours fait autorité, propose dans son rapport au Conseil économique et social — les mesures de stimulation à travers des aides à l'investissement, un relèvement des allocations familiales et une augmentation des aides à la construction de logements sociaux. Jusqu'à l'Influente Union des industries métallurgiques et minières qui, par la bouche de son président, M. Pierre Guillemin, inquiète beaucoup de monde en publiant de sombres prévisions sur le chômage.

Fort bien. Mais, ce faisant, on oublie — ou l'on fait semblant d'oublier — que les déficits des comptes publics sont en train de se creuser : celui de l'Etat, de façon un peu inquiétante; ceux de la Sécurité sociale aussi, malgré les mesures prises récemment. Ces déficits jouent donc depuis des mois déjà comme des aides à la relance. Et l'on apprendra probablement en septembre que la loi de finances pour 1992 prévoit une réduction de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués, ainsi qu'une nouvelle baisse de la TVA.

De la relance à travers les entreprises et les ménages, en quelque sorte...

ALAIN VERNHOLLES

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

Les auditions parlementaires engagées aux Etats-Unis dans le cadre de l'enquête sur les pratiques frauduleuses de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), tout comme la diffusion au compte-gouttes du rapport du cabinet d'audit Price Waterhouse, de l'origine de l'action internationale lancée contre cette banque, apportent, chaque jour, leur lot de révélations.

Interrogé sur la chaîne de télévision ABC, l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter s'est défendu d'avoir su que la BCCI était engagée dans des activités illégales. Il a précisé, tout en reconnaissant qu'il connaissait le fondateur de la banque, M. Abédi, depuis 1982 ou 1983, que le Carter Center, fondation humanitaire pour le tiers-monde, s'il avait été financé, en partie, par la BCCI, avait de multiples sources de financement. Le B août, M. Masihur Rahman, ancien responsable financier de la BCCI à Londres, qui

déposait devant une sous-commission du Sénat américain, sur autorisation de la justice britannique, a déclaré avoir été l'objet, avec sa famille, de menaces physiques destinées à lui faire garder le silence. M. Rahman, citoyen britannique d'origine pakistanaise, a quitté la BCCI en août 1990 après avoir mené une enquête sur les irrégularités de la banque.

Ce témoin estime qu'une bonne partie du trou de la BCCI (qui pourrait se situer entre 10 et 20 milliards de dollars, soit de 60 à 120 milliards de francs) résulte des activités de l'International Credit and Investment Company (ICIC). Néanmoins, basée aux îles Caïmans, l'ICIC, dont les liens formels avec la BCCI ne sont pas prouvés (le Monde du 2 août), était devenue une sorte de « banque dans la banque » dont les activités n'étaient pas contrôlées.

Des organismes financiers islamiques sont victimes des fraudes de la BCCI

LONDRES

correspondance

Nouvel épisode du scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Selon le rapport du cabinet d'audit Price Waterhouse (PW), parmi les victimes des activités frauduleuses de la banque figurent des organismes financiers islamiques de renom, attirés par l'existence, révélée par PW, au sein de l'établissement, d'un département de finances islamiques très actif, fondé en 1984. Cinq ans plus tard, BCCI-Islamic Banking Department disposait de 1,4 milliard de dollars (8,4 milliards de francs) de dépôts provenant d'épargnants que leur foi en l'islam empêchait d'accepter le versement d'intérêts. Cette année, domiciliée à Abou-Dhabi, opérant depuis le siège londonien de Leadenhall Street, le scandale du blanchiment de l'argent de la drogue aux Etats-Unis en 1988-1989 n'avait guère entravé le développement d'une section restée très active jusqu'au 5 juillet, date de la suspension internationale des activités de la BCCI.

BCCI-Islamic Banking Department offrait à ses clients toute une palette de « services islamiques » destinés à faire fructifier leurs économies : financement de projets commerciaux, notamment dans les matières premières (hormis or et argent), participations dans des entreprises (à l'exception de brasseries, casinos, banques, assurances, banques de dépôts), placements (mais non des obligations) et investissements immobiliers. Ces « services islamiques » étaient rémunérés non par des intérêts mais par

un système d'association aux résultats (bénéfices comme pertes).

Certes, la BCCI, fondée par le financier pakistanaise Agha Hasan Abedi, était une banque commerciale « capitaliste » et non pas islamique, puisqu'elle pratiquait le système bancaire traditionnel interdit par le Prophète. Mais, par rapport aux autres établissements non islamiques offrant également des prestations « islamiques » (Kleinwort Benson, City Bank, Barclay's Bank...), la BCCI disposait d'outils non négligeables. Son président était lui-même un intégriste musulman qui ne buvait jamais d'alcool et manifestait apparemment le plus grand dédain pour les fêtes et les caligis offertes aux gros clients par le fameux « département du protocole » de Leadenhall Street. Les principaux actionnaires de la BCCI — comme l'émir d'Abou-Dhabi et les princes saoudiens jusqu'en 1989 — se pressaient également pour des âtres pieux et austères.

Pour « damer le pion » à la Dubai Islamic Bank

De quoi impressionner les organismes financiers islamiques, créés au début des années 80 et à la recherche d'un relais acceptable pour les aider à placer l'épargne des pratiquants conformément aux préceptes de la charia. Parmi eux, la Faisal Islamic Bank, basée au Caire, liée au holding Dar El Maar El Islami, et dirigée par le prince Fayçal d'Arabie saoudite. Selon PW, cette banque aurait déposé 400 millions de dollars auprès de la BCCI pour les investir dans le négoce des matières premières. Ces fonds, dont on a perdu la trace, ont été apparemment utilisés par

M. Abedi et ses acolytes pour couvrir les pertes importantes des filiales de la BCCI des îles Caïmans et de Bahreïn.

Pourquoi M. Abedi s'était-il mis ainsi à l'heure de La Mecque? Les opportunités commerciales créées par la vague fondamentaliste qui a submergé le Proche-Orient, le sous-continent indien et l'Indonésie, n'ont pas échappé à ce condottiere d'une structure islamique au sein d'une banque comme la BCCI s'est révélée une opération aisée. « Il lui a suffi d'être un peu imaginaire et d'avoir à ses côtés un bon docteur de la loi. C'est aussi un secteur qui permet de cacher bien des choses puisque les épargnants vont fonder une confiance », souligne un banquier arabe de la place de Londres qui a rompu ses relations avec BCCI-Islamic Banking Department en 1989, après les révélations sur les liens de la banque avec Antonio Noriega, alors dictateur du Panama.

Il y avait aussi chez M. Abedi une volonté de concurrencer le groupe Dar El Maar El Islami, en s'alliant avec des personnalités arabes occidentales telles que l'homme d'affaires saoudien Caidi Pharaon et Khaled Adham, ancien patron des services secrets de Riyad (deux personnalités qui figurent sur la liste des destinataires des frais frauduleux de la BCCI). Le président de la BCCI permettait enfin à son actionnaire, l'émir d'Abou-Dhabi, Cheikh Zayid, de disposer enfin de « sa » banque islamique capable de damer le pion à la Dubai Islamic Bank, créée en 1975 par Cheikh Maktoom, son voisin et rival, au sein des Emirats arabes unis.

MARC ROCHE

L'ancien président péruvien Alan Garcia se défend des accusations portées contre lui

LIMA

de notre correspondant

M. Alan Garcia, président du Pérou de 1985 à 1990, s'est vu imputer des accusations portant sur les liens supposés avec le Bank of Credit and Commerce International (BCCI), qui avait amené, les semaines précédentes, la suspension internationale des activités de la banque.

Les parlementaires ont en effet décidé de se pencher de plus près sur les « irrégularités dans le placement des réserves de la banque ».

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

La commission parlementaire enquêtera également sur une autre affaire impliquant la BCCI, qui aurait pu servir d'intermédiaire dans la vente à des pays tiers d'avions Mirage 2000 commandés par le Pérou.

M. Garcia, estimant que la gestion des réserves n'était de ce fait pas du ressort de la présidence de la République, a déclaré qu'il ne pouvait pas être poursuivi sur les agissements de deux fonctionnaires de la banque centrale mais rien n'a encore été prouvé, a-t-il ajouté.

Après son échec pour contrôler la SAE

M. Michel Pelège se retire du secteur du bâtiment et des travaux publics

Le groupe de promotion immobilière Pelège s'attend à une année 1992 très difficile et va se reconcentrer sur ses métiers traditionnels. Tirant leçon de son récent échec dans la tentative de prendre le contrôle de la SAE, M. Michel Pelège nous a annoncé qu'il allait se retirer de toutes les affaires de bâtiment ou de travaux publics où il était, peu ou prou, engagé.

La tentative avortée pour prendre le contrôle d'un des plus beaux fleurons du bâtiment français, la SAE, n'a entamé ni l'assurance, ni la fado, ni l'aisance de son fondateur, le promoteur Michel Pelège. « Cette affaire relève désormais pour moi de la catégorie des mauvais souvenirs. J'ai été vaincu, mais je ne regrette pas l'aventure. Nous aurons pu réaliser un magnifique projet industriel. Tant pis. » Sans rancune, du haut du dernier étage de son siège social flambant neuf du boulevard Malesherbes, à Paris, il ajoute : « Dieu sait si j'ai fait l'objet d'attaques franches au d'insinuations fétides. Je n'ai jamais voulu y répondre et je n'y répondrai pas... »

Au plan financier, M. Michel Pelège estime que l'affaire de la SAE se soldera, dans ses comptes, par une opération blanche, au pis par une perte d'à peine 20 millions de francs, car il a revendu récemment son paquet d'actions pour 1200 francs et empoché, en dix ans, quelque 60 millions de dividendes.

L'endettement de son groupe, qui avait dépassé 1,7 milliard au plus fort de la bataille (« un fardeau que j'ai porté seul », est retombé aujourd'hui au niveau de 400 millions. « Et je ne me suis jamais aussi bien entendu avec les gens de la SAE que depuis que je m'en suis retiré, quasi totalement », glisse-t-il non sans malice. Quasi ? Après avoir déteint au début de l'été 1991, le capital de M. Michel Pelège n'a plus maintenant que 4 % des actions environ, qui sont d'ailleurs portées par d'autres investisseurs. Le reste du paquet a été racheté par les seuls Crédit lyonnais, mais le principal banquier qui s'est largement servi de la SAE, à la demande même de son président actuel Jean-Claude Jannin, précise-t-il, avec lequel il avait porté rompu des laides acérées, fin 1990-début 1991.

Trop cher, trop longtemps...

En dépit d'une position dominante dans le capital de la SAE, et devant un pacte d'actionnaires résolu, M. Michel Pelège « ne parvenait pas à mettre réellement le nez dans la gestion de l'entreprise ». Fallait-il aller plus loin et franchir le seuil de 33,33 % des droits de vote et des actions, obligeant le raid à déclencher une OPA ? « Il aurait fallu dépenser au moins 5 milliards de francs. C'était beaucoup et je ne suis pas sûr que la SAE vaille ce prix. » De plus, la conjoncture s'était retournée dans l'immobilier et l'endettement du groupe atteignait des sommets.

L'autre solution pour conquérir le contrôle consistait à attendre juin 1994, le temps que jouent les droits de vote double. Trop long. « J'ai alors décidé de me retirer. J'en suis content aujourd'hui. Un proverbe montagnard dit : « Ceux qui survivent sont ceux qui parviennent à rebrousse chemin... » M. Michel Pelège est net : « J'ai pris la décision de me retirer complètement du secteur du bâtiment et des travaux publics. » C'est en passe d'être fait en ce qui concerne la

SAE. Quant à Nord-France (la société de BTP à l'origine des mauvais résultats du groupe en 1990 et qui est maintenant sous le contrôle de l'allemand Philippe Holzmann), M. Michel Pelège en conserve quelque 30 %. Mais il est prêt à céder ce paquet, dès que l'occasion se présentera et s'engage à en tirer, au bas mot, 100 millions de francs. « Ce n'est pas mon genre de rester comme un figurant dans une affaire... »

La stratégie du groupe, face à une fin 1991 et surtout une année 1992 qui s'annonce très sombre dans le bâtiment, les travaux publics, la promotion et les centrales de corps de métier annexes, tient en une phrase : recentrage impératif sur les secteurs traditionnels. Les temps sont difficiles et il faudra réduire les frais généraux, ce qui veut dire diminuer les effectifs. Le groupe qui, en 1990, avec 6 400 collaborateurs, avait réalisé un chiffre d'affaires de plus de 13,6 milliards (y compris Nord-France), soit dix fois le chiffre de 1986, prévoit à peine 10 milliards cette année... mais des résultats tout de même positifs.

« Stratégie sélective »

M. Michel Pelège affiche deux objectifs : maintenir le dispositif régional très décentralisé des activités immobilières et renforcer les implantations en Europe « en se maintenant très sélectif ». L'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, notamment, font l'objet d'une prospection particulière et active. Le groupe devrait annoncer, dans quelques jours, le contrat, en association avec Carrefour, de construction d'un grand centre commercial à Bari, la grande ville d'Italie du Sud, particulièrement en flèche depuis la « pub » que lui a faite, en mai dernier, le football et sa finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Hors de l'« Europe familière », un seul dossier important occupe les dirigeants du groupe : la construction d'un complexe de logements, bureaux et hôtel à Moscou. « C'est un très gros projet d'environ 1 milliard de francs, pour lequel nous cherchons des partenaires financiers et industriels », explique M. Michel Pelège. Quant à la construction d'un centre financier à Pékin, dossier en panne depuis deux ans, le promoteur s'est résigné à faire une croix dessus et à le revendre à un autre investisseur. « Nous avons quasiment récupéré les 3,7 millions de dollars que nous avions déboursés... »

« Stratégie sélective » veut dire aussi accent sur les secteurs qui réussissent (hôtellerie, administration de biens) et coupe dans tout ce qui n'est pas indispensable. Quand tout lui sourit — « J'ai eu la baraka plusieurs années », dit M. Michel Pelège — s'était aussi offert une banque du nom d'Avenue Banque. Si aujourd'hui une proposition de rachat lui parvenait, il l'examinerait avec attention...

Les prochains mois seront l'occasion d'un grand toilettage dans un groupe immobilier qui, dans un passé récent, tenu la vedette. Descente de l'Olympe n'est pas toujours glorieux, mais c'est aujourd'hui impérieux pour le groupe. Et quand cette vaste remise en ordre sera terminée, l'avenir aura été accompli. Il sera temps pour M. Michel Pelège de penser à nouveau à la définition d'une stratégie à long terme. En recherchant des partenaires solides, français ou européens. Le holding de tête du groupe, Pelège SA, est détenu à 83,25 % par le promoteur lui-même et tout en gardant le contrôle, il ne lui semblerait pas anormal d'y alléger sa présence. Mais l'autre partenaire, essentiel avec 10,62 %, n'est pas n'importe qui, puisqu'il s'agit du Crédit lyonnais. Encore lui...

FRANÇOIS GROSCHARD

Les prix de gros ont baissé aux Etats-Unis en juillet

Les prix de gros ont baissé de 0,2 % en juillet aux Etats-Unis, après avoir déjà baissé de 0,3 % en juin. Si l'on met à part les prix de l'énergie et de l'alimentation, les variations fréquentes ne doot les rythmes réels de l'inflation — l'augmentation des prix de gros a été de 0,2 % en juin. En juin, une totale stabilité avait été enregistrée.

Le bon résultat de juillet s'explique par une chute des prix de l'alimentation (-0,8 %) et de l'énergie (-1,3 %). Sur les sept premiers mois de l'année, les prix de gros baissent de 1,7 % en rythme annuel. Ce bon

résultat conforte la Réserve fédérale dans sa politique de baisse des taux d'intérêt à court terme, puisque les risques d'accélération de l'inflation aux Etats-Unis apparaissent de plus en plus faibles.

Par ailleurs, selon la plupart des experts économiques américains interrogés par la revue Blue Chip Economic Indicators, l'économie américaine n'est pas menacée par une récession en deux temps. Selon cette étude, la croissance économique retrouverait un rythme annuel de 2,7-2,8 % au second semestre de cette année et, en 1992, la croissance du PNB atteindrait 3,1 %.

PROMO-LIVRE

9-16 rue Bonald
69007 LYON 72 73 10 38

l'entraînement par les annales pour B.T.S.

pochettes de sujets de 1984 à 1990 :

- Culture générale
- Eco - droit
- Cas Action Co.
- Cas. Comm. Intern.
- Cas Compta.
- Cas bureautique

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 5 AU 9 AOUT

PARIS

L'appel des taux

INDICE CAC 40

+0,98%

Après être restée une semaine en palier, la Bourse de Paris a ces derniers jours repris un peu de hauteur. Mais cette prise d'altitude fut de brève durée. La tendance redoutait aussitôt bien plus hésitante, avant de s'élancer plus franchement. Suresut de circonstance au raband annonciateur d'une reprise d'été que personne n'attendait déjà plus?

Quoi qu'il en soit, quatre séances sur cinq furent placées sous le signe du Yo-Yo. A commencer par les deux premières. Dès lundi, rongé par un effritement à ressort, l'indice CAC 40 passait par toutes les nuances du rouge avant de s'arrêter à 0,24 % de baisse. Les écarts furent mardi encore plus marqués, avec plusieurs creux à 0,80 %. Mais il fut aussi mieux comblés (-0,15 %). Le lendemain, divine surprise ! La Bourse s'élance d'un bloc (+0,59 %) pour enregistrer en fin de journée une hausse de 1,30 %, la première d'une telle ampleur depuis près d'un mois (+1,32 % le 10 juillet). Mais jeudi, elle eut le plus grand mal à se maintenir au niveau atteint. Tenté ou désœuvré, tenté ou dessoufflé, l'aiguille de l'atmosphère des valeurs françaises finit par avancer de 0,40 %. A la veille du week-end, le marché reprit le chemin de la baisse, une baisse une fois encore à géométrie variable, de 0,53 % un moment, puis de 0,8 % l'instant d'après, enfin de 0,33 % à 17 heures, à

la fermeture des portes. Pas assez forte en tout cas pour empêcher l'indice CAC 40 de progresser de 0,98 % d'un vendredi à l'autre.

Hausse ou damasurment eane surprise. Jusque-là assez frileux, les investisseurs ont salement réagi à la décision inattendue prise par la Réserve fédérale de passer sur les taux à court terme en injectant des liquidités dans le circuit bancaire américain. Manœuvre réussie puisque les Fed Funds devaient effectivement baisser de 0,25 point. Un test en réalité, qui devrait déboucher sur un assouplissement des conditions de crédit outre-Atlantique. Les responsables de la banque centrale du Nouveau Monde ont en effet acquis la conviction que la reprise économique aux États-Unis restait « lente » et « inégale » et que, sans un coup de pouce, le risque d'une rechute n'était pas mince. Inutile de le souligner : les plees financières internationales ont accueilli avec une grande satisfaction l'annonce de ce pas fait vers la détente.

Paris, en particulier, avait tout lieu de se féliciter dans la mesure où une baisse des taux aux États-Unis atténue la menace d'une hausse en Allemagne, rendant ainsi à la Banque de France quelques possibilités d'assouplissement dont elle était privée jusqu'ici. Malheureusement, la bonne impression ainsi causée fut légèrement ternie par la mauvaise accueil réservé quelques heures plus tard outre-Atlantique à la troisième et dernière tranche de la vaste opé-

tion de refinancement (d'un montant record de 38 milliards de dollars) lancée par le Trésor américain. Résultat, les taux américains à long terme se tendirent un peu, au point que les spécialistes s'interrogeaient à la veille du week-end sur le point de savoir si le Fed, malgré une inflation contenue - les prix de gros ont baissé de 0,2 % en juillet - pourrait passer à l'étape suivante en baissant le taux de l'escompte.

Engouement pour Michelin

Un renoncement ne ferait assurément pas l'affaire du marché parisien, qui, en plus des préoccupations que lui cause la cherté de l'argent en France (dépense de l'argent en France), un sérieux handicap à l'investissement, apprend par l'Institut d'émission qu'une entreprise sur cinq s'apprête à débaucher. Aussi bien, les investisseurs ont-ils jugé prudent vendredi de limiter leurs initiatives au strict minimum. Veille du week-end oblige.

Raison supplémentaire de ne prendre aucun risque : réduite à trois séances par les fêtes de l'Assommoir, la semaine prochaine sera, boursièrement parlant, la plus creuse de l'année. Et puis, dans l'attente quant aux intentions de la Bundesbank allemande, beaucoup préfèrent laisser passer un peu l'été avant d'arrêter leur stratégie. Le fameux « syndrome du 15-Août » n'a décidément pas fini d'exercer ses effets chaque année rue Vivienne.

Cela étant, le sentiment n'a

reste pas mauvais sous les lambris. Si d'ailleurs le bneq centrale allemande ne modifiait pas sa politique monétaire, les experts estiment que les chances de reprise à Paris ne sont pas négligeables. La prime earning ratio (rapport cours/bénéfice) moyen de notre place étant actuellement un des plus bas, des achats étrangers sont, paraît-il, prévisibles.

Il y a au reste déjà au cette semaine sur Michelin, redevenu un instant la coqueluche du marché. Près de 2,5 millions de titres ont été échangés, représentant l'équivalent de 2,3 % du capital. L'action a monté de 10,6 % d'un vendredi à l'autre. Les investisseurs ont cru voir dans la décision prise par Biberum de relever substantiellement les tarifs de ses pneus à la rechange (-10 %), une décision tout de suite imitée par ses grands concurrents, une raison d'espérer une trêve dans la guerre suicidaire des prix. Espoir, semble-t-il, assez utopique dans la mesure où les fabricants tirent le plus clair de leurs revenus des ventes à la première monte, un marché vernaculaire par lequel les prix restent orientés à la baisse. Autre raison expliquant l'engouement pour Michelin : la baisse des taux aux États-Unis, qui pourrait permettre à la firme de Clermont-Ferrand de réduire son lourd endettement outre-Atlantique.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Retour à la case départ

INDICE DOW JONES

+0,24%

Une semaine pour rien, ou presque, à Wall Street, qui, après avoir pour la cinquième fois de son histoire franchi la barre des 3 000 points, a rapidement refait le chemin inverse pour revenir pratiquement à la case départ.

Si cette semaine avait relativement mal commencé à cause des craintes suscitées par la détérioration de l'emploi, en revanche, elle s'était poursuivie sur un petit air de fête grâce à la pression inattendue exercée par la Réserve fédérale sur le foyer de l'argent (voir ci-contre). En plus, la première tranche de l'adjudication trimestrielle du Trésor américain était passée comme une lettre à le poste. Autant la séance de lundi avait été triste, autant celle de mardi fut joyeuse. Pas longtemps hélas. Les conclusions de l'enquête menée par la Banque centrale sur l'état de la reprise économique jugée « lente » et « inégale » commencent à préoccuper les investisseurs. Et mercredi, le Bourse new-yorkaise plafonnait. Jeudi, elle baissa franchement dès que furent connues les difficultés rencontrées pour placer le « papier » de la troisième tranche de l'opération de refinancement et la hausse des taux à long terme, qui en résulta. A la veille du week-end, l'annonce d'une baisse des prix de gros pour juillet (+0,2 %) mit d'abord un peu de baume sur le cœur des boursiers américains. Mais il est rapidement apparu que, hors ali-

mentation et énergie, l'indice avait en fait progressé de 0,2 %. Des ajustements de positions se produisirent alors, qui progressivement ramenèrent l'indice Dow Jones une nouvelle fois au-dessous de la barre des 3 000 points. Autour du « Big Board », le sentiment n'était toutefois pas mauvais. A la limite, les analystes estiment que, quelle que soit l'interprétation donnée aux dernières statistiques, il apparaît néanmoins que l'inflation est contenue, donnant ainsi les moyens au FED de passer à l'étape suivante de sa politique d'assouplissement du crédit en abaissant le taux de l'escompte. Indice Dow Jones du 9 août : 2 996,20 (c. 2 989,04).

	Cours 2 août	Cours 9 août
Aloca	69 3/8	68 3/8
ATT	39 7/8	39 5/8
Boeing	45 1/2	46 3/8
Chase Man. Bank	19 1/8	19 1/4
De Paul de Nations	48 1/4	48 1/8
Eastman Kodak	41	40 5/8
Exxon	58 5/8	57 1/2
Ford	32 1/2	31
General Electric	73 3/4	73 5/8
General Motors	39 7/8	38 1/8
Goodyear	37 3/4	38 3/4
IBM	108 1/4	98 7/8
ITT	38 3/4	39 3/4
Mobile Oil	67 1/2	66 1/4
Pfizer	62 5/8	63 3/4
Schulzberger	68	68 7/8
Tesoro	64 1/8	63 1/4
UAI Corp. (ex-Allego)	142 3/4	142 3/4
Union Carbide	21	21 7/8
United Tech.	46 1/4	45 3/4
Westinghouse	25 5/8	22 3/4
Xerox Corp.	55 1/8	55 1/8

TOKYO

Baisse de misère

INDICE NIKKEI

-2,5%

Les retronvillies avec le barre des 24 000 points, auront été de brève durée. Après deux semaines de progression et près de 5 % de hausse, le Kabuto-cho a été rependu du terrain. Et vendredi soir, le Nikkei, son principal indicateur, avait baissé de 2,5 %.

Découragés par les scandales boursiers, les opérateurs nippons ont été nombreux à rester en retrait. Seuls les investisseurs étrangers ont été, un peu actifs. Pas assez cependant pour animer la place, si bien que les volumes d'échanges sont tombés à leur plus bas niveau depuis neuf ans. En d'autres termes, le Bourse de Tokyo a baissé faute de combattants. Une belle occasion pour les professionnels de prendre leurs congés d'été. Et puis, comme le disent les Japonais eux-mêmes, les tonneaux de bois, dont la saison a tout juste commencé, ont fait gredins combles quand le

Kabuto-cho était, lui, presque totalement désert.

Pour les experts, il est pratiquement impossible d'analyser un marché aussi mort. Aucune reprise n'est envisageable tant que les débats, actuels, sur les scandales n'auront pas permis de prendre de sévères mesures pour en empêcher le renouvellement. « Bonne nuit », disent, mi-figue mi-raisin, un fondé de pouvoir japonais en se retournant rue des Guerriers avec l'index tourné vers la Bourse.

Indices du 9 août : Nikkei, 23 434,62 (c. 24 027,97); Topix, 1 804,81 (c. 1 846,80).

	Cours 2 août	Cours 9 août
Akai	1 140	1 110
Bridgestone	1 050	1 050
Canon	1 540	1 530
Fuji Bank	2 580	2 600
Honda Motors	1 490	1 450
Mitsubishi Electric	1 710	1 640
Mitsubishi Heavy	1 721	1 704
Sony Corp.	6 290	6 050
Toyota Motors	1 650	1 610

FRANCFORT

Ferme : + 1,04 %

Pour la deuxième semaine consécutive, le marché allemand a manifesté de bonnes dispositions. Si bonnes, même, que le mouvement de reprise s'est accéléré, poussant l'indice DAX de 1,04 % vers le week-end.

De l'avis général, la bonne mine de Wall Street et l'apparente tranquillité de Tokyo, pourtant empêtré dans le scandale boursier, ont rassuré une clientèle elle aussi perturbée à la suite des remous causés par la triste affaire des initiés et dans laquelle quarante-cinq personnes sont maintenant impliquées. Quoi qu'il en soit, investisseurs allemands et étrangers ont fait des compléments, mais de façon tout de même très sélective. Ainsi le bâtiment a été privilégié, en raison de la hausse des commandes à l'est du pays, de même que l'automobile et les banques. Sur les huit places allemandes, le volume des transactions s'est accru de 13,5 % pour atteindre 23,40 milliards de DM.

Indices du 9 août : DAX, 1 632,21 (c. 1 615,36); Commerzbank, 1 913,40 (c. 1 890).

	Cours 2 août	Cours 9 août
AEG	191,50	197
BASF	241,30	237,50
Bayer	278,70	274,50
Commerzbank	254,80	261
Dresdnerbank	637,90	653
Hoechst	243,50	238,50
Karstadt	387	388,50
Mannesmann	469,80	469,50
Siemens	622,70	657,50
Volkswagen	307,50	311,50

LONDRES

Rechute : - 1,19 %

Le déprime s'est à nouveau emparée du London Stock Exchange, et la tendance s'est derechef alourdie ces derniers jours. L'indice « FT » des 100 valeurs a baissé de 1,19 %.

La multiplication des mauvais résultats publiés par les entreprises, qui disent presque toutes ne pas espérer de reprise avant la fin de l'année, et surtout le rapport publié par Gallup and Business Strategies estimant que la récession s'était aggravée au cours du deuxième trimestre, ont largement contribué à troubler les esprits. D'après les professionnels, l'optimisme n'a cependant pas complètement déserté la place. Beaucoup attendent les dernières statistiques économiques, publiées la semaine prochaine, qui, dit-on dans la City, pourraient faire apparaître les premiers signes d'un redressement de la croissance.

Indices « FT » du 9 août : 100 valeurs, 2 570,6 (c. 2 601,7); 30 valeurs, 2 005,5 (c. 2 014,6); mines d'or, 179,3 (c. 180,7); Fonds d'Etat, 84,68 (c. 85,33).

	Cours 2 août	Cours 9 août
Bowater	6,56	6,56
BP	3,46	3,56
Charter	5,18	4,95
Courtaulds	4,40	4,45
De Beers	16,31	16,15/32
Glaxo	12,95	12,85
GUS	16,38	16,00
ICI	13,40	13,33
Routex	8,18	8,36
Shell	5,39	5,15
Unilever	7,73	7,56
Vickers	4,99	4,90

Trois mois après l'accord de principe avec Mitsubishi

La continuité de Volvo Car est assurée

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'unique constructeur automobile des Pays-Bas, Volvo Car (anciennement DAF), continuera à concevoir et à produire ses propres véhicules, après son association imminente avec le groupe japonais Mitsubishi. Le ministre néerlandais des affaires économiques en a donné, vendredi 9 août, l'assurance aux syndicats qui craignent que l'entrée de la marque aux chevronnés dans le capital de Volvo Car ne signifie la transformation de l'usine de Born (au sud des Pays-Bas) en « usine-tournevis », vouée à l'assemblage des Mitsubishi.

A partir de 1996, deux modèles sortiront de ces chaînes à raison de 200 000 exemplaires par an chacun : une nouvelle Mitsubishi ainsi qu'une nouvelle Volvo, entièrement développées aux Pays-Bas, comme ce fut le cas, hier, de la série Volvo 300 et aujourd'hui, de la série Volvo 400.

Aux termes d'un accord de principe signé le 3 mai dernier à La Haye entre le groupe japonais et les deux propriétaires actuels de Volvo Car (l'État néerlandais pour 70 % et le groupe suédois homonyme pour 30 %), le capital de l'entreprise doit être réparti à parité entre les trois partenaires (le Monde daté 3-6 mai). Les négociations vont bon train et l'accord définitif pourrait être signé, selon le ministre néerlandais, d'ici au 1^{er} septembre.

CHRISTIAN CHARTIER

□ Iberia a acquis 60 % de la compagnie vénézuélienne VIASA. La compagnie aérienne espagnole Iberia a acheté, vendredi 9 août, pour 145,5 millions de dollars (859 millions de francs environ), 60 % du capital de la compagnie vénézuélienne VIASA, que l'Etat avait mis en vente par appel d'offres : 20 % du capital restait aux mains de l'Etat, et 20 % seront proposés aux employés de la société. Grâce à cette acquisition, Iberia entend poursuivre le renforcement de son réseau entre l'Espagne et le continent américain, amorcé, récemment, avec l'achat d'actions dans les compagnies Aerolineas Argentinas et LADECO (Chili). (AFP)

Baisse de la fraude sur les paiements par carte bancaire

La fraude sur les opérations de paiement par cartes bancaires (à partir de cartes perdues ou volées) enregistre une baisse sensible. De 319 millions de francs pour le premier trimestre 1990, elle est passée à 283 millions pour la période correspondante, soit un recul de 11,3 %, qui confirme, en l'accentuant, la tendance observée au premier trimestre (- 8,2 %). « Déjà l'année dernière, souligne le Groupement des cartes bancaires dans un communiqué du 9 août, nous avions observé une baisse de la fraude en valeur relative, mais c'est la première fois qu'elle baisse en valeur absolue. »

L'évolution est d'autant plus remarquable qu'en France le nombre des paiements par cartes bancaires ne cesse d'augmenter. Au cours du premier trimestre 1991, 301 millions de paiements ont été ainsi effectués pour un chiffre

d'affaires total de 99,4 milliards de francs, soit une croissance respective de 13 % et 17 % par rapport au premier trimestre 1990.

Le Groupement des cartes bancaires attribue la diminution de la fraude aux « efforts entrepris par la communauté bancaire et notamment à la généralisation progressive du contrôle de code sur les cartes bancaires à puce ».

La fraude n'est pas pour autant diminuée : ainsi la compagnie Esso signale dans un communiqué en date du 6 août que le gérant de la station Esso située sur l'autoroute A7 à Sorgues (Vaucluse) a découvert une fraude d'un de ses employés lors de paiements par carte bancaire. Esso précise que les automobilistes lésés seront intégralement remboursés et indique un numéro de téléphone spécial pour tout renseignement complémentaire : (1) 49-03-63-53.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	Cours du vendredi au jeudi	02-8-91	05-8-91	06-8-91	07-8-91	08-8-91
RM	2 311 890	1 036 327	1 259 136	1 856 922	1 597 799	
Comptant						
R. et obl.	6 702 124	7 586 237	4 605 889	6 736 804	5 796 173	
Actions	97 662	62 187	190 357	82 795	353 272	
Total	9 111 676	8 684 751	6 055 382	8 676 521	7 747 244	

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	02-8-91	05-8-91	06-8-91	07-8-91	08-8-91
Françaises	114,2	113,9	113,7	114,9	115,3
Etrangères	120,9	119,6	119,4	119,0	119,9

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	05-8-91	06-8-91	07-8-91	08-8-91	09-8-91
Général	467,90	465,92	467,70	469,90	470,50
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 762,22	1 759,53	1 782,44	1 789,50	1 783,54

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 août 1991

Nombre de contrats : 53 097

ÉCHÉANCES

	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier	104,46	104,56	104,48	-
+ haut	104,82	104,92	104,52	-
+ bas	104,40	104,52	104,48	-
Dernier	104,80	104,84	104,52	-
Compensation	104,80	104,90	104,84	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU PM (P)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Docks de Fr.	256 545	824 311 956
Thomson S.A.	400 279	376 705 081
Alcatel Alsth.	604 642	347 654 356
Saint-Gobain	728 857	327 853 497
Elf-Aquitaine	800 225	287 648 875
Michelin B.	2 602 372	275 972 205
Total cat. B.	310 190	267 326 421
Thomson-CSF	1 109 937	263 116 705
CFP	229 914	252 941 625
Havas	511 460	252 480 226
LMVH	54 895	226 832 186
Pengot SA	353 059	205 336 183
Lyon. Dumez.	371 601	191 438 207
Eaux (Gél.)	80 940	191 316 597

(P) Du vendredi 2 août 1991 au jeudi 8 août 1991 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Rhône-Poul. CIP	+11,2	First Life	-12,3
Danubio Elect.	+9,3	Dev Reg. Sub-Est	-9,1
Perinor	+9,2	RS	-6,6
SGE	+7,1	Relis	-5,7
Michelin B.	+6,3	Majorelle	-5,4
CCF-Infra	+6,1	Ballintheim	-4,5
CFP	+5,9	Boisjoly	-4,0
Sogefal	+5,3	Roche (Lal.)	-4,0
Thomson (Cy)	+5,3	COCA	-3,8
Thomson-CSF	+4,9	De Dietrich C.	-3,8
Docks de France	+4,6	Lafont C.	-3,8
Mid. Bank SA	+4,3	Worms et C.	-3,8
BP	+4,3	Cosco-Debiols	-3,8
Eurochemie	+4,3	Dessault Av.	-3,8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 2-8-91	Cours 9-8-91
Or fin (libre en lingot)	63 500	67 400
Or fin (libre en lingot)	63 500	67 700
Pièces françaises (20 g.)	370	370
Pièces suisses (20 g.)	385	389
Pièces italiennes (20 g.)	385	389
Pièces belges (20 g.)	385	389
Souverains	606	600
500 francs	615	613
100 francs	610	610
Pièces de 20 dollars	2 185	2 100
10 dollars	1 130	1 102,80
5 dollars	610	575
20 francs	902	900
10 francs	430	403
5 francs	231	231

Cas pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

مكتبة الشمل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La souplesse de l'euro-marché

Lorsqu'un emprunteur cherche à émettre des obligations en francs de courte durée et cotées en Bourse, il n'a pas le choix. Il lui faut solliciter l'euro-marché. L'acheteur au marché national des capitaux est, pour le moment, encore réservé à ceux qui veulent lancer des titres à longue échéance, d'un mois sept ans. Les autorités se contentent de rétablir un certain équilibre en abaissant prochainement cette limite à cinq ans ou même à trois. Le comportement de l'euro-marché français se ressentira vraisemblablement de ce changement. Toutefois, il devrait résister assez bien à cette concurrence nouvelle, car l'attrait qu'il exerce sur les grands investisseurs internationaux s'explique surtout par des éléments sur lesquels les décisions administratives n'ont guère de prise.

Un des plus importants tient à la façon dont sont appréciés les différents crédits. La hiérarchie n'est pas la même sur l'euro-marché que sur le marché national, où on fait davantage appel à l'épargne des particuliers. Un exemple frappant est celui des principales organisations supranationales de développement. Tenues en très haute estime par les investisseurs professionnels et souvent méconnues du grand public, elles ont tendance à préférer l'euro-marché, où elles peuvent lever des fonds à des conditions très avantageuses. La dernière transaction de la Banque européenne d'investissement l'a bien montré. Cet emprunt venait, en juillet, se procurer pour 2 milliards de francs d'obligations de dix ans de durée. Il s'est adressé à l'euro-marché, où il lui a suffi de proposer aux investisseurs une rémunération supérieure de 35 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) à celle des obligations du Trésor. S'il avait fait appel au marché national, il lui aurait fallu offrir un rendement nettement plus élevé, de façon à rapporter 38 ou 39 points de base sur les titres du Trésor.

Un autre avantage de l'euro-marché des emprunts en francs est son incomparable souplesse. Les opérations s'y font souvent très rapidement, parfois de manière

instantanée. Le lancement d'une transaction dépend bien plus de la conjoncture que du calendrier. L'animation de ce début du mois d'août en témoigne suffisamment. Deux euro-emissions viennent de voir le jour qui ont été bien acceptées. Il n'est pas question de prendre prétexte de la saison des vacances pour ralentir l'activité.

La façon dont la première a été construite est tout à fait significative. Une eurobanque d'origine américaine, Morgan Stanley, consciente de l'appât de certains investisseurs internationaux pour de nouveaux titres en francs, a pris contact avec une grande banque française habituée à diriger des transactions en euros, la BNP, et conjointement, ces deux établissements ont décidé de lancer, mercredi 7 août, une assez grande opération pour le compte de la Compagnie bancaire, dont on savait qu'elle cherchait à se procurer des fonds. L'emprunt porte sur 1,5 milliard de francs. D'une durée de cinq ans, les titres sont rémunérés au taux nominal de 9,75 %. Le tout ne coûte à l'emprunteur que 69 points de plus que le rendement des obligations du Trésor.

Le Crédit Lyonnais emprunte en dollars pour Altus Finance

La seconde affaire est particulièrement réussie. Elle date de jeudi et son bénéficiaire est le Crédit national. Il s'agit d'une nouvelle tranche, qui va porter à 3 milliards de francs, l'encours d'un emprunt 2,25 % qui viendra à échéance au printemps 1994. Au prix auquel les nouveaux titres étaient offerts, les prêteurs pouvaient compter sur un rendement de 9,60 %, un niveau supérieur de 44 points de base à celui des fonds d'Etat. L'opération était placée sous la conduite du Crédit commercial de France, qui avait conclu un contrat d'échange portant sur le mode de rémunération de la dette. L'emprunteur aura finalement à servir un intérêt variable, qui dépendra des fluctuations du loyer de l'argent d'une façon générale, l'intérêt pour des

placements en francs est caractéristique des remaniements de portefeuilles auxquels il est actuellement procédé. Certains grands investisseurs, prudents, ont décidé, pour des raisons de change, de réduire quelque peu la proportion prise par le dollar dans l'ensemble de leurs placements. En contrepartie, ils veulent augmenter la place des titres libellés en devises européennes. Le franc a, ces derniers jours, retenu davantage leur attention que le mark. Les obligations allemandes sont présentement délaissées pour deux raisons principales. L'une est liée à l'incertitude qui subsiste quant aux décisions monétaires que s'approprie la Banque centrale de Francfort. L'autre est la conséquence de la confusion entretenue en Allemagne au sujet de l'imposition des revenus des placements des capitaux.

Un troisième emprunteur français vient de faire appel, ces derniers jours, au marché international : le Crédit lyonnais, qui s'est présenté, mercredi, dans le compartiment de la devise américaine pour y drainer 250 millions de dollars. Son emprunt, d'une durée de sept ans, porte intérêt au taux de 8,75 %. Les obligations étaient proposées aux investisseurs de façon à leur rapporter quelque 60 points de base de plus que les fonds d'Etat américains de référence. Dès le mois d'octobre, elles viendront s'ajouter à celles d'une émission lancée en mai et dont le volume augmentera alors à 550 millions de dollars. L'opération, lancée à un moment très propice, a pleinement profité des nouvelles preuves d'assouplissement de la politique monétaire que venait de donner la Réserve fédérale des Etats-Unis. Son produit est conservé le plus et, visiblement, il est destiné à Altus Finance, cette filiale du Crédit lyonnais qui entend jouer un rôle de premier plan dans la reprise de la compagnie d'assurance californienne Executive Life.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar un peu faible

L'assouplissement de la politique monétaire intervenu cette semaine n'a pas provoqué de renouveau majeur sur le marché des changes. Peut-être parce que cette décision avait été anticipée, à la suite de la publication de mauvais résultats sur l'emploi en juillet outre-Atlantique. Peut-être aussi parce que les cambistes attendent de connaître la décision de la Réserve fédérale, dont la réunion de rentrée doit se tenir le 15 août, avant de se fixer de nouveaux objectifs en matière de parité dollar-mark. Certes, le dollar s'est affaibli en quelques séances, mais l'essentiel de la baisse est intervenu en début, et non en fin de semaine, soit avant l'annonce de l'injection de liquidités par la Réserve fédérale. De 6,0040 francs et 1,7643 mark le 2 août, le billet vert a été ramené le 9 en Europe à 5,8490 francs et 1,7188 mark, touchant 5,79 francs et 1,70 mark jeudi matin. Les mouvements techniques, amplifiés par l'étrouffement des transactions en cette période estivale, ne sont pas étrangers à ces écarts de cours importants.

Si la Réserve fédérale venait à poursuivre l'assouplissement du crédit, et si la Bundesbank poursuivait sérieusement les taux d'intérêt,

le billet vert pourrait souffrir d'un désintérêt plus net de la part des investisseurs. Pour l'instant, un fragile équilibre subsiste entre le facteur baissier des taux d'intérêt, et celui, haussier, issu des espoirs de regain d'activité, du redressement des comptes extérieurs, des craintes de dégradation de la situation économique allemande ou des troubles potentiels en Union soviétique. Il serait illusoire de croire que les raisons qui avaient poussé les représentants du groupe des Sept à évoquer les questions de taux de change, et à demi-mot la hausse du dollar, le 23 juin à Londres, ont aujourd'hui disparu.

Peu de changement au sein du système monétaire européen, où, depuis deux semaines, le franc français a cédé la dernière place à la couronne danoise. Si la peseta, toujours en tête, recommençait à crever le plafond, comme elle l'a tant fait au cours des derniers mois, ce serait au tour des autorités de Copouague d'intervenir les premières pour préserver l'équilibre du système. A en croire un rapport publié vendredi par la Banque d'Espagne, Paris aurait tort de croire en un assouplissement des tensions issu d'un assouplissement du crédit à Madrid; l'inflation reste élevée en Espagne, et le

dérèglement des déficits publics n'augure pas d'un relâchement de la lutte contre la hausse des prix.

Le mark n'est pas descendu sous la barre des 3,40 francs tout au long de la semaine, cotant vendredi 3,4026 francs contre 3,3998 francs une semaine plus tôt. Preuve de la faiblesse relative du franc, ou plutôt de l'attrait des investisseurs pour le mark : en juillet, selon la firme américaine Morgan Stanley, le mark s'est apprécié de 3,8 % contre le dollar, de même que la peseta et la livre sterling, alors que le franc a progressé de 3,4 %. Le yen, lui, est pratiquement resté immobile tout au long de juillet vis-à-vis de la mannaie américaine. Ni les scandales financiers à répétition dans l'archipel ni les évolutions de taux d'intérêt de par le monde ne parviennent pour l'instant à l'ébranler. A 135 yens, le dollar valait vendredi 9 août, à peine 5 yens de moins qu'une semaine plus tôt, et à peine 10 de plus qu'au début de l'année.

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AOUT AU 9 AOUT 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Dollar	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York...	1,6980	—	17,0415	66,1813	57,9777	2,7812	51,4483	0,0773
Paris...	1,6980	—	16,9833	65,9195	57,4547	2,7894	50,9683	0,0768
Zurich...	9,9638	5,9880	—	388,35	340,21	16,5063	301,85	4,5417
Bruxelles...	9,9980	5,9160	—	389,98	339,90	16,5820	301,52	4,5471
Frankfurt...	2,5656	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Amsterdam...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Stockholm...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Oslo...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Copenhague...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Madrid...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Lisbonne...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Brasile...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Manille...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Calcutta...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Bombay...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Calcutta...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065
Bombay...	2,5657	1,5110	25,7488	—	87,8043	4,2583	77,783	1,065

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 août, 4,3020 F contre 4,3277 F le vendredi 2 août 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La surprise américaine

Attendu par certains prévisionnistes (*le Monde* daté 4-5 août), le vent d'Ouest a bel et bien soufflé sur les marchés. En décidant mardi 6 août d'injecter des liquidités sur le marché monétaire américain, la Réserve fédérale a ramené le taux des fonds fédéraux (celui de l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) de 6,75 % à 5,50 %, provoquant au même coup une détente sur la plupart des places obligataires.

La récession économique se profilait aux Etats-Unis depuis l'été dernier; au tournant de l'année, alors que Washington s'apprêtait à s'engager dans un conflit armé contre l'Irak, il était clair que la croissance devenait négative. La Réserve fédérale, assurant au fil des mois sa politique de crédit, ne faisait rien pour empêcher ses efforts de stimulation de l'activité. Or, depuis avril, plus rien, et jusqu'à ces derniers jours les marchés financiers pouvaient se bercer de la conviction que la croissance allait redémarrer d'elle-même.

En intervenant sur le marché le 6 août, les responsables monétaires ont fait savoir qu'ils n'avaient pas encore vaincu la récession et que les quelques statistiques positives publiées récemment étaient encore trop fragiles pour augurer d'une embellie véritable. Le rapport de conjoncture de la Réserve fédérale, rendu public le 7 août, est tombé à point nommé pour le rappeler, décrivant une reprise « lente et inégale » dans la plupart des régions, et d'inquiétude de la longueur persistante de la consommation. D'aucuns prédisent déjà une diminution imminente du taux de l'escompte, fixé à 5,5 % depuis le mois d'avril. Une telle décision aurait vraisemblablement peu d'impact sur les marchés; d'une part parce que l'escompte est devenu au fil des ans un jalon officiel peu utilisé dans la pratique; d'autre part parce que les fonds fédéraux, qui reflètent le véritable coût minimum de financement des établissements bancaires, se situent, fait inhabituel, au même niveau que l'escompte.

La décision américaine s'inscrit bien dans l'esprit du communiqué du groupe des Sept, le 23 juin der-

nier, appelant à un nouvel assouplissement du crédit dans les pays industrialisés. En France, la consigne semble bien plus difficile à suivre, les autorités étant « prises en sandwich », selon l'expression d'un opérateur, entre le vent américain et celui qui se prépare à souffler d'Allemagne. Car pour la plupart des analystes, il ne fait aujourd'hui aucun doute que la Bundesbank annoncera le 15 août ou peu de temps après un relèvement du taux de l'escompte, et peut-être celui du taux lombard (fixé à 6,5 % et 9 % respectivement depuis janvier). Reste à savoir s'il s'agit d'un quart de point, déjà anticipé dans les cours, d'un demi-point ou même, selon les plus pessimistes, d'un point entier. Le nouveau président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, décidément fertile en déclarations, a fait peu de mystère au sujet d'un durcissement du crédit, en affirmant au quotidien *Han-*

delblatt qu'une hausse des taux n'aurait pas de conséquences négatives sur l'emploi et la croissance outre-Rhin.

L'attente de la réunion de la Bundesbank n'a pas empêché une remontée du MATIF au cours des dernières séances; le central notional échéance septembre a grimpé jusqu'à 105,32 mercredi en séance avant de se maintenir autour de 105, contre 104,90 vendredi dernier. En fin de semaine,

l'atmosphère était un peu plus tendue, mais la perspective d'une semaine sans-secrètes (les banques seront fermées jeudi 15 et vendredi 16 août) devrait contribuer à la stabilité. Le marché primaire français s'est, lui, carrément mis en vacances d'été, privé d'émissions jusqu'au 19 août.

Aussi bien aux Etats-Unis qu'en France ou en Allemagne, la bonne tenue des taux d'intérêt à long terme mérite d'être soulignée. A New-York, l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor américain n'a pas suscité de forte demande, mais a tout de même produit des résultats honorables. Le rendement de l'emprunt phare à trente ans est ressorti à 8,17 %, contre 8,21 % trois mois auparavant et 9 % environ il y a un an. L'annonce, vendredi, d'une diminution de 0,2 % de l'indice des prix à la production en juillet conforte ceux qui prévoient une poursuite de la déflation des prix. A Paris, le rendement de l'OAT 10 ans se situait vendredi à 9,14 %, contre 9,22 % la semaine dernière; A Francfort, la stabilité demeure et le Bund 10 ans affichant un taux de 8,57 %, qui a peu varié ces dernières semaines. Signe au moins que les opérateurs n'anticipent pas de regain d'inflation; à l'exception peut-être de l'Allemagne.

FRANÇOISE LAZARE

MATIÈRES PREMIÈRES

Coup de froid sur le platine

Pour la première fois depuis six ans, le platine vaut aujourd'hui moins cher que l'or. Traditionnellement recherché par les bijoutiers japonais, car, mieux que le métal jaune, il convient au teint des Asiatiques, utilisé à grande échelle dans l'industrie automobile où il est indispensable à la fabrication des pots d'échappement catalytiques, le platine a, ces derniers jours, perdu sa cote. L'once de platine se négocie hier autour de 350 dollars (environ 2 000 F) bien loin des 1 000 dollars atteints en 1986. A l'époque, il est vrai, le métal précieux était encore considéré, à l'image de l'or, comme une valeur refuge.

La crainte de voir l'Union soviétique exporter massivement du platine pour se procurer des devises n'a pas suffi à enrayer les prix du métal. Au cours des six dernières années, le platine se traitait en moyenne 100 dollars au-dessus des cours de l'or. Mais depuis quelques jours, l'once de platine vaut entre 8 et 10 dollars de moins que l'or. A la fermeture du marché à terme de New-York jeudi, le platine a même touché son plus bas niveau depuis qu'il y est coté.

Les ventes organisées par Moscou expliquent en partie la chute du platine blanc : l'an dernier, l'URSS avait exporté plus de 700 000 onces de platine contre 500 000 onces seulement l'année

précédente. Or, depuis le début de l'année, Moscou avait épuisé plus d'un million d'onces sur les marchés occidentaux, selon une étude de la firme britannique Johnson Matthey, spécialiste de ce métal. « Pour la première fois depuis 1984, l'offre dépasse la demande », explique-t-on chez Johnson Matthey.

Toujours désireux de rejoindre le Fonds monétaire international (FMI), l'Union soviétique préfère, on le comprend, puiser dans ses réserves de platine plutôt que d'emprunter trop lourdement ses stocks de métal jaune pour se procurer des fonds sur les marchés internationaux. Comme il l'a fait avec l'or, Moscou utilise également ses réserves de platine blanc pour payer des emprunts en devises. De ces montages n'ont certes pas d'effets directs sur les prix du métal.

Le petit monde du négoce était surtout à l'affût cette semaine des nouvelles en provenance d'Afrique du Sud, l'autre grand pays producteur de platine. Or l'industrie automobile, en pleine demande de platine blanc, en sont réduits à espérer que les Japonais retrouvent le chemin des bijoutiers.

Au mois de mai dernier, le second constructeur automobile nippon, Nissan, s'était déclaré prêt à composer avec un pot d'échappement d'or ou de platine ni rhodium. En quelques minutes, les cours avaient plongé de 30 dollars l'once. Mais peu après le constructeur avait précisé que son nouveau procédé ne serait pas commercialement viable avant trois ans et ne pourrait, de toute façon, s'appliquer qu'aux véhicules de faible cylindrée.

De là à penser que le constructeur avait intérêt à provoquer une baisse des cours du platine, il n'y a qu'un pas. Or un soupçon identique pèse sur l'annonce sud-africaine de la semaine dernière. Il reste que le marché semble durablement déprimé.

Depuis un an et demi, et pour encore quelques années à venir, l'industrie automobile, devant composer avec des normes de pollution de plus en plus exigeantes, consomme davantage de platine que la bijouterie. Les ventes de voitures étant en perte de vitesse, les professionnels du platine blanc en sont réduits à espérer que les Japonais retrouvent le chemin des bijoutiers.

PATRICK SERVAIN

PRODUITS	COURS DU 9-8
Or (London)	1 345,5 (+ 3,5) Livres/once
Argent (London)	1 300 (+ 7) Dollars/once
Nickel (London)	8 275 (+ 45) Dollars/once
Stain (Paris)	289,50 (+ 1,5) Dollars/once
Café (London)	512 (- 24) Livres/once
Cacao (New-York)	1 069 (- 7) Dollars/once
Ré (Chicago)	296,75 (- 2,25) Cents/bushel
Mais (Chicago)	280,25 (- 11,50) Cents/bushel
Soya (Chicago)	178,88 (- 16,7) Dollars/cent

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

En Corse

M. Giacobbi (MRG) conteste une circulaire sur la refonte des listes électorales

M. François Giacobbi (MRG), sénateur et président du conseil général de Haute-Corse, a adressé vendredi 9 août à tous les maires de son département et aux membres de la commission administrative une lettre dans laquelle il juge « contestable » une circulaire envoyée par le préfet de Haute-Corse à chaque électeur. « Dans sa lettre, le préfet recommande à l'électeur qui s'est vu refuser son inscription dans une commune de déposer une nouvelle demande dans une autre. Cette recommandation risque d'aboutir à une double inscription. Car un électeur peut très bien contester devant le juge d'instance la première décision de non-inscription et avoir gain de cause », explique-t-il. M. Giacobbi écrit également, à propos des critères d'inscription, que le code électoral n'a pas été modifié et qu'il est inexact, comme voudraient le faire croire certains, que le critère de domicile réel ou d'origine a été supprimé par la nouvelle loi sur le statut de la Corse promulguée le 13 mai dernier.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

12. L'Eden perdu 2

ÉTRANGER

Brigades rouges

Le fanatisme du mouvement terroriste italien pourrait être gâché 5

Négociations suspendues au Mozambique

La guerre sans fin ? 6

Affrontements en Afrique du Sud

Cinq morts dans des bagarres entre des militants de l'extrême-droite et la police 6

SOCIÉTÉ

La lutte contre le travail clandestin

Démantèlement de la filière « Topkapi » entre la Turquie et la France 7

CULTURE

Chez les peintres

Gérard Garouste : l'artiste en son jardin 9

Deux films nouveaux pour l'été

« Cherokee », de Pascal Ortega et « Un dieu rebelle », de Peter Fleischmann 9

ÉCONOMIE

Le scandale de la BCCI

Des organismes financiers islamiques parmi ses victimes 11

Les difficultés du groupe Pelège

Après son échec pour contrôler la SAE, M. Michel Pelège annonce le retrait de son groupe du secteur bâtiment et travaux publics 11

Revue des valeurs

Crédits, Changes, Grands marchés 13

Services

Abonnements 4

Carnet 8

Météorologie 8

Radio-Télévision 8

Spectacles 10

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 18 août 1991

n° 472 626 exemplaires.

L'inculpation de Denis Guédin pour les assassinats de Belœil

Cinq morts pour une voiture d'occasion

Trois jours après la découverte de cinq cadavres dans le fort de Belœil (Belgique), Denis Guédin, vingt-sept ans, et sa compagne, Sylvie Vancaneghem, vingt ans, inculpés de sept meurtres, ont été inculpés respectivement d'assassinats par M. Jean-François Trites, juge d'instruction à Valenciennes, et placés en détention.

LILLE

de notre correspondant

Le quintuple assassinat de Belœil a vite trouvé sa conclusion : il aura fallu moins de trois jours aux enquêteurs et à la justice belge et française pour déterminer l'identité des cinq victimes découvertes dans des sacs plastiques au début de la semaine dans un bois en Belgique - deux adultes et trois enfants de trois, neuf et quatorze ans - et retrouver les auteurs présumés de cette tuerie. Les mobiles de cette affaire apparaissent désormais face à la cour d'assises du crime de M. de Mande des 9 et 10 août. C'est pour une histoire de voiture vendue 46 000 francs, gagée, à M. Frédéric Roucoult, que Denis Guédin, un nuyvrien de vingt-sept ans, domicilié à Quarouble, a tué de sang-froid son acheteur, l'épouse de celui-ci, M. Anne-Marie Roucoult, leur fille de trois ans,

Elodie, et deux neveux, Jonathan Foircat, neuf ans, et David Faehr, quatorze ans. Il a été inculpé d'assassinats et sa compagne, Sylvie Vancaneghem, vingt ans, inculpée de sept meurtres, de complicité. « Les deux concubins sont passés aux aveux », indique, vendredi 9 août après-midi à Valenciennes, le premier substitut du procureur de la République, M. Pierre Pesson, après l'annonce de leur inculpation par le magistrat chargé de l'affaire, M. Jean-François Trites. Une mise en scène avait été montée et un gendarme avait été organisé.

«S'ils viennent les les tue»

La préméditation ne ferait aucun doute. «S'ils viennent, les tue», avait dit Denis Guédin à sa compagne depuis trois jours. Lundi, le matin même du crime, il était allé acheter une carabine, des munitions et un silencieux, avant d'appeler ses futures victimes pour convenir d'un rendez-vous. «Rapportez la voiture je vous rendrai l'argent», proposait-il à Frédéric Roucoult. Mais venez à deux voitures, car je ne pourrais vous reconduire », précisait-il. «Nous en avons pour une semaine», a dit, en partant, M. Anne-Marie Roucoult, en embarquant sa fille et ses deux neveux dans la petite Renault 5 familiale, pour suivre son mari et le ramener après la restitution de l'autre voiture.

Mais, à quarante kilomètres de

là, c'est un véritable gnet-apens qui les attend. La présence des trois enfants n'entame nullement la folle détermination de Denis Guédin. Il a prévu, avec l'aide de sa compagne, toute une mise en scène. Ils font entrer leurs visiteurs, leur affrent des boissons. Sylvie Vancaneghem se rend dans une autre pièce, tandis que l'assassin abat froidement les cinq malheureux. Il enferme ensuite les corps dans des sacs plastiques et poings liés, les charge dans la Renault 5 du couple, gagée la Belgique toute proche et les dépose dans le bois d'Harfies. Puis il se débarrasse de la voiture, en la jetant dans le canal de Nimy-Blaton, où on la repêchera, vendredi après-midi, sur ses indications.

Interrogé le lendemain même par la police, après que la disparition des cinq personnes eut été signalée par des proches inquiets, mais avant que les corps ne soient découverts, il explique les avoir repérés et avoir rendu l'argent et avoir voulu voir la famille dans la Renault 5. Il rejoint alors, comme si de rien n'était, Calais avec sa compagne, où un emploi d'intermédiaire l'attend sur le chantier du tunnel. C'est là qu'il sera interpellé. A Quarouble, la commune de résidence de l'assassin, l'incrimination est totale. A quarante kilomètres de là, à Walen-Arenberg, tout le village est en deuil.

JEAN-RENÉ LORE

EN BREF

■ IRLANDE DU NORD : un mort à Londonderry. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué le meurtre d'un homme de vingt-huit ans, commis, vendredi matin 9 août, à Londonderry (nord-ouest de l'Irlande). Le mouvement a affirmé que la victime était un parti loyaliste (protestant) d'Ulster. Selon la police d'Irlande du Nord, l'homme a été abattu alors qu'il arrivait à son travail, dans une boucherie industrielle de Londonderry. Ce meurtre a été commis au moment où les organisations républicaines préparent des manifestations à l'occasion du 20^e anniversaire de l'instauration de l'internement sans procès des terroristes présumés. Des incidents s'étaient déjà produits dans la nuit de jeudi à vendredi entre policiers et manifestants. - (AFP)

■ Le Livre CGT demande «d'urgence» - Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT a demandé le 9 août la réunion «d'urgence» d'une «table ronde» avec les éditeurs, les imprimeurs et l'Etat sur l'avenir de l'industrie graphique en Ile-de-France. Cette demande est due aux difficultés des imprimeurs français (groupe Maxwell) et PEL, spécialisés dans l'offset. La table ronde devrait «définir et mettre en œuvre les moyens indispensables au maintien et au développement d'une industrie française moderne». Le Livre CGT va rencontrer les ministères concernés, intervenir auprès des éditeurs de catalogues de vente par correspondance (50 % des fabricants hors de France, note-il) et prendre contact avec d'éventuels repreneurs de l'imprimerie française, mise en liquidation. Le syndicat se réunira le 19 août pour «faire le point sur les résultats obtenus et évaluer le niveau de la lutte engagée».

■ Roger Moore nommé ambassadeur de l'UNICEF. - L'acteur britannique Roger Moore, qui a notamment incarné au cinéma le personnage de James Bond, a été nommé, vendredi 9 août à New-York, représentant spécial de l'UNICEF, le Fonds mondial des Nations unies pour l'enfance. Il rejoint ainsi, comme avant lui André Hepburn, Liv Ullmann et Peter Ustinov, le corps des ambassadeurs «de bonne volonté» (non salariés) que l'UNICEF envoie en mission pour soutenir la cause de l'enfance. Roger Moore va silencer l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras et Costa-Rica), où il rencontrera plusieurs chefs d'Etat, d'ici le 19 août. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Après la polémique sur le supermarché de Ravensbrück

Un projet d'exploitation minière sur l'emplacement du camp de concentration de Dora suscite une vive émotion

M. Louis Mexandean, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, a réagi, vendredi 9 août, avec «émotion» et «indignation» en apprenant que les travaux d'antreprise minière menaçaient de faire disparaître «une grande partie du camp de concentration de Dora (ex-RDA), en particulier les galeries souterraines creusées par les déportés qui y assemblèrent les fusées V1 et V2». M. Mexandean proteste contre «l'injure» faite aux déportés et à leurs familles et il souligne que «cette nouvelle affaire atteste de l'absence d'obligation pour la communauté internationale de protéger les lieux de la mémoire des victimes du nazisme».

M. André Duroméa, député communiste de Seine-Maritime, président du groupe des députés déportés et résistants, a lui aussi exprimé son «indignation». «Comment comprendre que le gouvernement allemand tente d'effacer dans

un même souvenir victimes et bourreaux ? » s'interroge M. Duroméa après avoir rappelé la polémique suscitée par le projet d'implantation d'un supermarché sur l'emplacement du camp de concentration de Ravensbrück (le Monde du 20 juillet). «La simultanéité de ces actes criminels montre qu'il s'agit d'une orientation donnée au plus haut niveau de ce pays, contrairement aux engagements pris à Champs-Élysées sur la conservation de ce patrimoine européen», affirme-t-il.

La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDRIP) a également protesté contre «la mutilation du site de Dora» qui est, selon elle, «une tentative de rayer le souvenir des crimes nazis». La FNDRIP demande au gouvernement français la mise en place d'une instance internationale chargée de «veiller au respect des sites concentrationnaires».

Après l'échec de la vente aux enchères de son guide aérien

Le groupe Maxwell est examiné à la loupe par les financiers aux Etats-Unis

Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell rencontre ses premiers déboires aux Etats-Unis. Après avoir racheté le quotidien new-yorkais The Daily News au mois de mars et s'être attaqué au marché des quotidiens hippiques en lançant le Racing Times, «Captain Bob» avait décidé de vendre aux enchères des participations dans l'une de ses sociétés américaines, le guide aérien Official Airlines Guides Inc. Mais ces enchères ont échoué la semaine dernière et les analystes financiers américains se penchent avec une sollicitude inquiète sur le groupe Maxwell aux Etats-Unis.

Ce dernier réalise 90 % de ses bénéfices outre-Atlantique. Mais en dépit des fleurons qu'il y possède (écoles Berlitz, éditions MacMillan, etc.), le groupe est victime d'un endettement de plus de 10 milliards de francs qui conduit certains analystes à le juger «ingérable», désireux de poursuivre son internationalisation - aux Etats-Unis, en Europe, en Israël et dans les pays de l'Est - M. Maxwell a donc décidé de vendre des parts dans certaines de ses sociétés amé-

ricaines. Les enchères concernant son guide aérien auraient échoué à cause de tiraillements entre les deux firmes qui s'occupaient de cette vente, les sociétés Goldman, Sachs and Co. et Merrill Lynch and Co.

«Ce n'est la faute de personne et la prochaine enchère le 20 septembre sera un succès», a pourtant tenté à prêter le magnat de presse. Les observateurs jugent toutefois que cet échec nuira mal de la mise aux enchères de parts d'une autre activité de M. Maxwell aux Etats-Unis, les éditions MacMillan. Le patron de presse britannique, toujours soucieux de ménager ses effets, a indiqué qu'il annoncerait très prochainement ses intentions aux Etats-Unis.

Il y a quelques semaines, toujours dans l'intention d'alléger les dettes de son groupe et de poursuivre son développement, M. Maxwell avait décidé de vendre des parts dans la société Schick Ltd, une société d'informatique et d'imprimerie qu'il contrôle en Israël.

Y. M. L.

En raison d'un scandale financier

Le gouverneur de la Banque centrale polonaise est suspendu

Le gouverneur de la Banque centrale polonaise, M. Grzegorz Wójcicki, a été relevé de ses fonctions, vendredi 9 août, quelques heures après que le chef de l'Etat, M. Lech Wałęsa, ait demandé sa mise à pied pour irrégularités dans un scandale financier qui commence à entacher tout le système bancaire polonais.

Le président du Parlement, M. Mirosław Kozłowski, a proposé la suspension de M. Wójcicki en attendant que la Chambre basse se prononce sur cette question, en vertu des dispositions constitutionnelles, a rapporté l'agence officielle PAP.

Selon l'agence Reuter, l'adjoint du gouverneur de la Banque centrale, M. Wojciech Prokop, figure parmi sept banquiers et hauts fonctionnaires arrêtés ces derniers jours, sous l'accusation de détournement de fonds publics de grande ampleur.

Une enquête, qui a pris récemment d'importance proportionnelle, est en cours depuis le 18 juin sur la Banque nationale et la Caisse d'épargne nationale PKO BP à propos de graves irrégularités financières et affaires de corruption, ainsi que sur l'émission de chèques et de crédits non garantis.

Le problème de la corruption

Le PDG de Art-B, M. Bogusław Bagik, qui a fui à l'étranger - il dispose de la triple nationalité polonaise, allemande et israélienne - allégué que les poursuites ont été lancées pour des raisons politiques. M. Bagik avait l'intention de se présenter au Sénat, comme candidat indépendant, aux élections législatives d'octobre prochain. D'autres observateurs relèvent ce qui n'est peut-être qu'une coïncidence mais qui rappelle à la classe politique de mauvais souvenirs : l'un des locaux de Art-B perquisitionnés dans le cadre de l'enquête est une villa de banlieue qui avait été utilisée, pendant la campagne électorale présidentielle de l'automne 1990, par le candidat polono-canadien-péruvien Stan Tyminski.

Cette affaire, dont les dirigeants polonais craignent que les ramifications ne s'étendent encore, intervient à un moment où la réforme économique entreprise depuis dix-huit mois se heurte à de sérieux difficultés - la récente faillite de la grande entreprise de tracteurs Ursus en est un exemple. Parallèlement, l'opinion publique exprime des doutes croissants : selon un sondage publié jeudi, sept Polonais sur dix considèrent la corruption comme un problème majeur, et les deux tiers jugent les efforts de la justice insuffisants.

Aout 1991

UN NUMERO EN INNOVATION

Nos envoyés spéciaux racontent le nouveau désordre mondial :

La poule aux œufs d'or

RADIO TÉLÉVISION

هكزا سن الاصل

Le Monde

RADIO TELEVISION



LES JEUX D'ÉTAT À LA TÉLÉVISION

La poule aux œufs d'or



Chronique paysanne en Gruyère :
portrait d'une famille suisse
sur la SEPT et FR 3

Lucha libre : un documentaire
sur la place du catch à Mexico
en clair, sur Canal +

Semaine du 12 au 18 août

Après la polémique sur la supermarché de la...
Un projet d'exploitation minière
sur l'emplacement du camp de concentration
de Dora suscite une vive émotion

Le groupe Maxwell est examiné à la
par les financiers aux États-Unis

Le gouverneur de la Banque de
polonaise est suspendu

Le gouverneur de la Banque de
polonaise est suspendu

Le gouverneur de la Banque de
polonaise est suspendu

Le gouverneur de la Banque de
polonaise est suspendu

Le gouverneur de la Banque de
polonaise est suspendu

LE MONDE diplomatique

UN NUMÉRO
EXCEPTIONNEL

Nos envoyés spéciaux racontent le nouveau désordre mondial :

- TERRITOIRES OCCUPÉS : Israël en pays conquis (*Micheline Paunet*).
- ALLEMAGNE : Les sinistres de l'unification (*Margaret Manale*).
- UNION SOVIÉTIQUE : Quand les Allemands retournent à Königsberg (*Erlends Calabuig*).
- CUBA : La grogne des artistes dans l'« île des merveilles » (*Francis Pisan*).
- JAPON : Que pensent les intellectuels ? (*Alain Jouffroy*).
- PORTUGAL : L'adieu aux larmes (*Vincent Jacq*).

Également dans ce numéro :

- FRANCE : Pour une démocratie participative. - Plus d'asile pour les victimes de la misère. - Drogue, banlieues, intégrismes.
- SUISSE : Les 700 ans de la Confédération helvétique.
- ALGÉRIE : L'armée au secours de la démocratie ?
- TOUAREGS : Sortis de l'oubli, ils souffrent de l'Histoire.
- LITTÉRATURE : L'Union soviétique démolie par ses écrivains. - *Poétique de la soif*, une nouvelle de Cif'oe Yun.

LES ENJEUX DE LA TÉLÉVISION DE HAUTE DÉFINITION - Page 12-13

LE MONDE
diplomatique

De la guerre civile

Amère victoire


QUEL NOUVEAU ORDRE AU PROCHE ORIENT ?

Quel possible le Maroc ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 FRANCS

Le plaisir de la dispute

par THOMAS FERENCZI



À côté des grands événements de ce monde il en est de petits qui, quelquefois, ne sont pas moins significatifs du cours de l'histoire. La disparition d'une émission de télévision peut ainsi apparaître comme un révélateur. Or voici qu'après « Apocryphes » il y a un an, « Les cosses de l'écran », l'un des piliers apparemment les plus solides de nos programmes, se sabordent à leur tour, victimes du temps qui passe. Comme si une époque s'achevait, nourrie d'afroïsmes politiques et de batailles idéologiques, une époque qui avait peut-être commencé en France un an avant 1968.

Le 6 avril 1967, Georges Pompidou était reconduit par le général de Gaulle à son poste de premier ministre, au lendemain d'élections législatives qui avaient permis à la majorité de conserver de justesse, à une voix près, le pouvoir. Selon l'œuvre Vlassov-Fort, dans le *Monde*, « une nouvelle èpoque de l'histoire de la V^e République » s'ouvrait.

Le même jour, sur la deuxième chaîne de télévision récemment créée, naissaient « Les cosses de l'écran », un magazine historique qu'entendit, selon Armand Jamnot, son inventeur, « intéresser le public à des choses sévères sans l'ennuyer ». Le premier débat, introduit par les *Maudizis*, un film de René Clément, portait sur les criminels de guerre. En face, sur la première chaîne, « La palmette de la chanson » continuait d'attirer le chaland. La culture contre le divertissement, les « choses sévères » contre les choses futilles. Rude combat. Armand Jamnot et son équipe allaient le mener pendant vingt-cinq ans et trois mois. Jusqu'à 6 h 30 et où l'ultime « dossier », consacré à « La romance de Charles et Diana », nous laissait définitivement orphelins de nos débats mensuels, autrfois hebdomadaires, après 830 épisodes...

Revenons à ces premiers jours d'avril 1967 où la France redécouvrait le plaisir de la dispute. Les sujets de controverse ne manquaient pas. Le naufrage du *Torrey-Canyon* menaçait les côtes de Bretagne d'une gigantesque « météorite noire ». Le général de Gaulle présidait au lancement du premier sous-marin français à propulsion nucléaire, le *Redoutable*. Le vice-président Humphrey tentait d'expliquer aux Européens les raisons de l'engagement américain au Vietnam, où les bombardements s'intensifiaient sur Hanoi et Haiphong. Des grèves se prolongaient en *Lorraine*, à *Saint-Nazaire*, à *Marguerite*. Le PCF, par la voix de l'un de ses dirigeants, Georges Marchais, réaffirmait l'idée d'un programme commun de la gauche. La télévision française, longtemps tenue en lisières par le pouvoir, profitait des premiers effets d'une libérale libération.

On osait enfin, avec « Les dossiers de l'écran », aborder des thèmes sulfureux, de Peirein à Staline, de l'avortement à l'homosexualité, des services secrets à la Mafia. On donnait la parole aux téléspéculateurs. On n'hésitait pas à se heurter aux groupes de pression — les franc-maçons, les communistes, l'extrême droite — et parfois au gouvernement, qui n'appréciait guère cette liberté retrouvée, qui n'appréciait guère des gens qui ne voulaient pas se rencontrer, on essaya même de faire déloger des Arabes et des Israéliens, au lendemain de la guerre de six jours. Bref, on n'avait pas peur de déclencher les polémiques : les émissions étaient souvent attendues avec impatience, beaucoup provoquaient des incidents, quelques-uns faisaient scandale. C'était l'époque où la télévision suscitait des passions.

Certains considéraient « Les dossiers de l'écran » comme une émission-alibi destinée à canaliser soigneusement l'esprit de contestation, à lui fournir un exutoire commode. Il est vrai que la rhétorique du débat — une conversation un peu déconstruite entre des spécialistes trop nombreux pour se répondre vraiment, sous la ferme houlette d'un animateur habile — pouvait avoir pour conséquence de gommer les aspérités, de désamorcer les controverses, de diluer en quelque sorte les problèmes avec le sentiment du devoir accompli. Il est vrai aussi qu'avec les années la routine d'une machine bien réglée, jointe à la difficulté de trouver des films ou des témoins adaptés aux débats, a atténué les effets de surprise et donné le sentiment du déjà-vu.

Malgré l'essence n'est sans doute pas là. Malgré les limites du genre, « Les dossiers de l'écran » ont fait passer sur la télévision un peu de l'air du temps. Seulement, l'air du temps a changé, et d'autres émissions ont pris le relais, avec un autre langage, un autre ton, d'autres visages. A tort ou à raison, les nouvelles glories du petit écran ont donné l'impression de continuer, comme si elles avaient cessé d'être en prise sur la réalité...

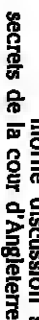
On y songeait l'autre jour en regardant sur A2 la rediffusion d'une bonne enquête sur Coluche. A l'époque, on avait pu prendre le vocabulaire cri du fanalisme pour une inutile provocation, à la façon dont les enfants arrivent à prononcer des gros mots pour choquer les adultes. Avec le recul, on comprend mieux qu'il voulait tout contre la langue de bois à laquelle n'échappe, à la longue, aucune institution. Sa campagne présidentielle avortée, qui en avait agacé plus d'un, parce qu'elle dérangeait le jeu politique, paraissait mieux, dans ce document, pour ce qu'elle était : une protestation contre le conformisme de la pensée, à travers celui du langage. Coluche a fait école.

« Les dossiers de l'écran » sont, parmi d'autres, ses victimes. Car l'esprit de défiance ne pouvait, qu'être fatal à une émission qui, sur toute chose, passait gravement le jour et le contre. Au reste, ses responsables n'auraient pu trouver mieux pour justifier les raiileries des insolents, que cette dernière et libre discussion sur les petits secrets de la cour d'Angleterre.

Michel Polac, dont on annonce le retour, est de ceux qui ont repris le flambeau, chacun à sa manière. On connaît celle de l'animateur de « Droit de réponse ». En attendant le retour à la télévision, on peut l'entendre le dimanche matin à la radio, sur France Inter. On a plaisir à retrouver le style Polac... La différence avec celui des « Dossiers de l'écran », c'est, bien sûr, que Polac assume totalement sa subjectivité. Il raconte des histoires, il des poèmes, introduit des chansons, des musiques. Il parle de lui, beaucoup. Son intransigeance peut déranger, ses engagements l'irriter, ses partis pris rebouter. L'autre jour, il s'en prenait aux écologistes de sa région, qu'il soupçonnait de quelque connivence avec le Front national, discutait leurs idées, exposait les sciences. Au passage, il faisait même un peu de publicité pour un de ses derniers romans. Bref, il occupait l'antenne, tel qu'il le méritait, avec ses idées, ses opinions, et qu'il était une personnalité, en ce période où les débats ne passionnent plus les gens, où les formules pour l'heureuse Vieillesse, Polac était capable d'alerter le leur renouvellement.

Car la dévotion ne suffit pas. Les empogues de la « Droit de réponse », ou de « Ça, mon mari ! » élaient sans doute nécessaires lorsqu'il s'agissait de rompre avec les idées reçues d'unan, de remettre la vigueur aux épaules d'adultes, de remettre la télévision en contact avec son époque. Aujourd'hui, il faut toujours avec son époque. Aujourd'hui, cent à 30 émissions. Alors, quel est le rôle de l'écran ? L'un des nombreux rôles de l'écran, c'est « Combien ça coûte ? », produit par Christophe Decharme, où, en présence de Véronique Niertz, secrétaire d'État aux droits des femmes, on peut-être d'effrayer l'animateur soulevé et obstiné demandant à son invité si, devenu membre du gouvernement, elle ne s'était pas « déconcrétée » de la vie quotidienne des Français. Elle, non moins soulevée et non moins obstinée. L'assaut qu'il en était rien, qu'elle était toujours la même, qu'elle conduisait toujours la même vieille Renault, qu'elle faisait ses courses dans les magasins comme toute bonne ménagère et qu'elle s'occupait, avec le même soin que la plupart des mères, des études de ses enfants. On était dans le concret, dans le réel. Ce n'était qu'une émission parmi d'autres, mais elle avait au moins le mérite de tenter, de combler le fossé entre les idées et les faits.

par THOMAS FERENCZI



ce qu'elle était : une protestation contre le conformisme de la pensée, à l'envers celui du langage. Conduite à l'ail écoté.

« Les dossiers de l'écran » souffrent d'autres ses victimes. Car l'esprit de dévotion ne pouvait que être fatal à une émission qui, sur toute chose, passait gravement le pour et le contre. Au reste, ses responsables n'auraient pu trouver mieux, pour justifier les raiïettes des insolents, que cette dernière et morte discussion sur les petits secrets de la cour d'Angleterre.

**

Michel Polak, dont on annonce le retour, est de ceux qui ont repris le flambeau, chassés de ceux qui ont repris le flambeau, chassés de ceux qui ont repris le flambeau,

car à sa manière. On connaît celle de l'ancien directeur de *"Droit de réponses"*. En attendant que le revoir à la télévision, on peut l'entendre le dimanche matin à la radio, sur France Inter. On a plaisir à retrouver le *"Doyen de la différence"* avec celui des *"Styles de l'écran"*, c'est, bien sûr, que Polac assume totalement sa subjectivité. Il raconte des histoires, il des poèmes, introduit des chansons, des musiques. Il parle de lui, beaucoup. Son narcissisme peut déplaire, ses engagements

[illegible]

us échanges d'idées, de tentative de réajustement en plus ou moins de questions d'actualité, il faut toujours mieux. Quant à l'abonnement à *l'écrit*, l'un des auteurs, Jean-Pierre Perrotin, présente-il, l'autre des numéros de son magazine "Combien ça coûte", en présence de Christophe Debray, ou, en présence de Catherine Néloux, secrétaire d'État aux droits des femmes, on risquerait d'agacer l'animateur, souillant et obligeant, demandant à son invité de devenir membre du gouvernement, etc. Je ne suis pas «démocrate», de la vie quotidienne des Français. Elle, non moins souf- frante et non moins obéissante, l'assurait qu'il n'en était rien, qu'elle était toujours la même, qu'elle conduisait toujours la même vieille Renault, qu'elle faisait ses courses dans les magasins comme toute bonne ménagère et qu'elle s'occupait, avec le même soin que la

plupart des mères, des études de ses enfants. On était dans le concret, dans le réel. Ce n'était qu'une émission parmi d'autres, mais elle avait au moins le mérite de tenter de combler le fossé entre les idées et les faits.